

Rencontre nationale des jeunes chercheurEs en études africaines

11 et 12 janvier 2013 – Paris

<http://jcea2013.sciencesconf.org>

LES PROPOSITIONS DE COMMUNICATIONS

Boris Adjemian.....	p. 3	Patrice Diatta.....	p. 36
Gina Aït Mehdi.....	p. 5	Elise Dufief.....	p. 37
Camille Al Dabaghy.....	p. 6	Isabelle Dutour.....	p. 38
Mahdi Amri & Mohammed Fliti.....	p. 7	Doris Ehazouambela.....	p. 41
Jelena Antic.....	p. 8	Elhaou Mohamed Ali & Benoît Tine	p. 42
Louis Audet Gosselin.....	p. 9	Mustapha El Mnasfi.....	p. 45
Layla Baamara.....	p. 10	Aziz Faty.....	p. 46
Hélène Baillot.....	p. 12	Nehara Feldman.....	p. 48
Sylvain Beck.....	p. 14	Marie Fierens.....	p. 49
Jenifer Bidet.....	p. 16	Camille Forite.....	p. 50
Hugo Breant.....	p. 17	Gnagna Gning Ndèye.....	p. 51
Marie Bridonneau & Pauline Guinard	p. 18	Jacopo Granci.....	p. 52
Marie Brochard.....	p. 19	Emilie Guitard.....	p. 54
Fodé Camara.....	p. 20	Samia Hammou.....	p. 55
Laure Carbonnel.....	p. 23	Clothilde Hugon.....	p. 56
Nathalie Carré.....	p. 25	Chloé Josse-Durand.....	p. 57
Andrea Ceriana Mayneri.....	p. 26	Guive Khan Mohammad.....	p. 59
Fanny Chabrol.....	p. 27	Larissa Kojoue.....	p. 62
Julie Champrenault.....	p. 28	Mónica Labonia.....	p. 64
Muriel Champy.....	p. 29	Olivia Legrip-Randriambelo.....	p. 65
Salim Chena.....	p. 31	Julie Leport.....	p. 67
Sidy Cissokho.....	p. 32	Cédric Lévêque.....	p. 68
Audrey Coudre.....	p. 33	Juliana Lima.....	p. 70
Penelope Dechaufour.....	p. 34	Jean-Baptiste Valter Manga.....	p. 74
Adeline Del Medico.....	p. 35	Kevin Mary.....	p. 73

Aminata Cécile M'Baye.....	p. 75	Georges Rouamba.....	p. 100
Sara Mercandalli.....	p. 76	Marie Saiget.....	p. 101
Fadimatou Mounsade Kpoundia.....	p. 78	Boris Samuel.....	p. 102
Clélie Nallet.....	p. 79	Céline Ségalini.....	p. 103
Virginie Nantchop.....	p. 81	Tatiana Smirnova.....	p. 105
Bertrand Dimitri Ndombi Boundzanga	p. 83	Sadio Soukouna.....	p. 106
Pedro Neto.....	p. 84	Yogita Tahalayani.....	p. 108
Yacouba Ouedraogo.....	p. 85	Valentina Tarquini.....	p. 110
Augustin Pallière.....	p. 87	Niandou Toure.....	p. 114
Olivier Provini.....	p. 89	Annalaura Turiano.....	p. 114
Chiara Quagliariello.....	p. 94	Jennifer Vanz.....	p. 115
Karine Ramondy.....	p. 95	Nadia Vargaftig.....	p. 116
Njaka Ranaivoarimanana.....	p. 96	Ilka Vari-Lavoisier.....	p. 117
Lalaina Razanamandimby.....	p. 97	Aurora Vernazzani.....	p. 120
		Donald Vessah Ngou.....	p. 122

Mise à jour : 15 déc. 2012

**L'enracinement des étrangers en Afrique au miroir d'une administration coloniale :
Grecs et Arméniens sous l'occupation italienne de l'Éthiopie (1936-1941)**

La communication que je propose porte sur les ancrages sociaux et politiques des diasporas en Afrique, en considérant plus particulièrement le traitement des Grecs et des Arméniens par l'administration italienne pendant l'occupation de l'Éthiopie (1936-1941). La documentation de cette époque apporte un éclairage révélateur sur les formes de mobilités sociales et les attaches développées par ces immigrants et leurs enfants au sein de leur société de résidence, où la plupart ne s'étaient installés qu'entre les années 1900 et les années 1920. En raison de l'intérêt des nouveaux administrateurs pour la question nationale et la question raciale, les archives de l'ex-*Ministero dell'Africa Italiana* permettent de mieux comprendre l'évolution du statut juridique de ces personnes dans le cadre politique de l'ancien régime impérial éthiopien. Elles donnent à voir la palette de sociabilités étendue que ces immigrants, ainsi que la première génération de leurs enfants nés dans le pays, avaient eu la possibilité d'acquérir sur place avant même la conquête de l'Éthiopie par l'Italie (Adjemian, 2011). L'étude des ancrages sociaux et politiques des diasporas en Afrique, en faveur de laquelle plaide ce propos, s'oppose tant à la conception classique ou communautaire des diasporas dites « ethnographiques » (Sheffer, 2006), qu'à la conception postmoderne et célébrant l'hybridité d'une diaspora érigée en contre-modèle des identités enracinées (Chivallon, 2006). En s'intéressant aux formes de sédentarités de ces diasporas, aux modalités et à la profondeur de leurs enracinements, elle entend s'inscrire dans la perspective d'une histoire sociale et politique ouverte et décentrée de leurs sociétés de résidence. Cette approche « sédentaire » de l'étude des diasporas en Afrique permet d'envisager la construction sociale de l'étranger et du national à travers un temps long qui s'affranchit du paradigme colonial. La remarquable intégration des diasporas grecque et arménienne en Éthiopie, qui ne semble pas constituer une exception en Afrique, permet ainsi de mettre en question l'opposition schématique entre des sociétés africaines non coloniales ou postcoloniales supposées « fermées », où les étrangers tenus dans une liminalité rigide auraient été cantonnés à un segment social réduit, et les systèmes « ouverts » instaurés par la colonisation européenne au xx^e siècle, où les étrangers (africains ou européens) pouvaient occuper des positions sociales supérieures à celles de leurs « hôtes involontaires » (Shack, 1979). Il s'agira donc, au-delà de ce cas d'espèce, de s'interroger sur la manière dont nous étudions la place faite aux étrangers dans les sociétés africaines, en se distanciant des catégories convenues de diasporas marchandes, entrepreneuriales ou auxiliaires (Cohen, 1997), ou encore de celles de « minorités intermédiaires » semblant vouées par nature à la fluidité des activités commerciales, à des relations ambivalentes à l'égard de leurs sociétés hôtes, et à l'hostilité des populations autochtones (Bonacich, 1973).

Références de cette note

Adjemian Boris (2011) *Immigrants arméniens, représentations de l'étranger et construction du national en Éthiopie (xix^e-xx^e siècles) : socio-histoire d'un espace interstitiel de sociabilités*, Thèse de doctorat d'histoire, EHESS/Università degli Studi di Napoli « L'Orientale », 2 vol.

Bonacich Edna (1973) « A Theory of Middleman Minorities », *American Sociological Review*, 38, pp. 583-594.

Chivallon Christine (2006) *La diaspora noire des Amériques. Expériences et théories à partir de la Caraïbe*, Paris, CNRS Éditions [2004], 258 p.

Cohen Robin (1997) *Global diasporas. An Introduction*, Londres, University College London Press, xii-228 p.

Shack William A. (1979) « Opens Systems and Closed Boundaries : The Ritual Process of Stranger Relations in New African States », in William A. Shack et Elliott P. Skinner Édts., *Strangers in African Societies*, Berkeley-Los Angeles-London, University of California Press, pp. 37-47.

Sheffer Gabriel (2006) *Diaspora Politics. At Home Abroad*, New York, Cambridge University Press [2003], xiii-290 p.

Contact

Boris Adjemian

boris.adjemian@gmail.com

Tel. : 05-53-50-68-36

Adresse personnelle : Tranche Est, 24120 Terrasson-Lavilledieu

Institution de rattachement : Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (Iris, EHESS), 190-198 avenue de France, 75013 Paris

Histoire, diffusion et réappropriation
Des normes et des pratiques de « santé mentale » au Niger

Aït Mehdi Gina-ULB

Au Niger, la prise en charge de la «santé mentale», au sein du système de santé publique, représente un îlot restreint et à la marge de la médecine biomédicale. Le département de neuropsychiatrie implanté à l'Hôpital National de Niamey représente le lieu de référence thérapeutique du pays. La psychiatrie d'urgence médicamenteuse se pratique au quotidien et plus récemment la psychologie. Presque vierge de tous travaux socio-anthropologiques, ce terrain de recherche questionne à partir d'une étude minutieuse *in situ* la place de la « santé mentale » en Afrique de l'Ouest. Loin des théories ethno-psychiatriques visant à déceler le partage de catégories de pensée à travers l'investigation culturelle, je m'oriente vers la problématique de la diffusion et la réappropriation sociétales de normes transnationales. La persistance, malgré tout effective de cette prise en charge, offre une porte d'entrée à l'étude archéologique des modalités et des processus de propagation de normes, de pratiques, de représentations aussi bien dans un cadre institutionnel que dans la société civile.

Ainsi, cette recherche vient d'une part nourrir l'historique de l'implantation de la psychiatrie en Afrique subsaharienne [Collignon, 2003 et 2005], encore peu étudiée, contrairement à la psychiatrie coloniale en l'Afrique du Nord [Berthelie, 1994, Keller, 2007] ou en l'Afrique de l'Est- Empire Colonial Britannique [Vaughan, Mahon, 2007 ; Mc Culloch, 1995]. La période coloniale sera ainsi décryptée à partir d'archives sur le Niger au sein de l'Afrique Occidentale Française (AOF) et plus largement autour de ses liens avec la capitale, Saint-Louis puis Dakar, dès 1958. Je questionnerai également la diffusion des idées, développées à partir des indépendances, à l'Ecole Fann de Dakar dont certains praticiens nigériens sont issus. Plus récemment, la coopération française, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), les Organisations Non Gouvernementales (ONG), les associations locales, les partenariats hospitaliers constituent également des sources de diffusion sur la « santé mentale » que se réapproprient les acteurs locaux. Ces échanges normatifs et pratiques suivent des canaux spécifiques qui éclairent, à partir des obédiences professionnelles, le positionnement institutionnel de la « santé mentale » au Niger, mais également leur réappropriation par les bénéficiaires de soins.

Qu'ont été et que deviennent ces normes et ces pratiques de santé en Afrique de l'Ouest ? C'est par cette problématique élémentaire que je souhaite parler plus spécifiquement de la diffusion et la réappropriation de catégories de pensée biomédicales en accordant une place prépondérante à la déconstruction de l'imaginaire africaniste de la folie telle qu'elle se représente dans de nombreux travaux. La réalité d'un terrain en milieu hospitalier se veut battre en brèche les prétendues pratiques et normes emprises d'exotisme.

Camille Al Dabaghy
IRIS EHESS
dabaghy@ehess.fr

Histoire et actualité de la coproduction d'une échelle communale de gouvernement. En suivant le fil rouge de la gestion transnationale de l'eau à Diégo-Suarez (Madagascar)

Dans le cadre de l'axe 1, l'objet de ma communication serait d'illustrer la construction d'une problématique et la mise en œuvre d'une méthodologie visant à étudier le gouvernement municipal postcolonial en situation développementiste.

Je travaille sur la formation du pouvoir communal à partir du cas de Diégo-Suarez, capitale régionale du Nord de Madagascar. Mon parti pris est celui d'aborder le rôle joué dans cette formation, historiquement et actuellement, par les interventions transnationales dites de « développement » (coloniales et postcoloniales), dans une perspective constructiviste de l'échelle et dans le sillage de la réflexion d'un G. Balandier sur la « situation coloniale » et d'un M. Gluckman sur la communauté zoulou-blanche. Je considère donc la formation de gouvernement communal comme une coproduction transnationale. Et j'étudie comment des acteurs locaux ou supra-locaux, malgaches ou étrangers, visent l'échelle communale, en font l'enjeu de leurs interactions et ainsi coproduisent cette échelle de gouvernement.

Je prendrai ici l'exemple des politiques publiques, des interventions de l'aide internationale et des pratiques locales en matière de gestion de l'eau depuis la fondation de Diégo-Suarez à la fin du XIXe siècle. Elles me servent de prismes pour étudier les échanges locaux et supra-locaux qui configurent la manière dont on décide et dont on agit collectivement au sein et au nom d'une commune malgache. Elles me permettent d'explorer les normes, représentations et pratiques du gouvernement communal ou de la citoyenneté communale qui sont/ont été ainsi projetées et mobilisées par les « développés » et « développeurs », malgaches ou étrangers. Elles me servent de base pour « remonter » les chaînes d'interactions qui articulent échelles locale, nationale et globale en enquêtant sur les savoirs et les décisions qui configurent ces interventions locales, coloniales et postcoloniales, de développement urbain.

Une telle communication permettrait de nourrir des discussions sur l'apport de l'anthropologie à l'étude des connexions globales, de la domestication des normes globalisées et des interfaces entre administrations et projets de développement ; sur l'ethnographie multi-sites et sur le choix d'une institution publique comme terrain principal (*versus* un programme ou un organisme d'aide internationale) ; sur la manière de prendre en charge l'historicité et la sédimentation des processus d'extraversion et de production extravertie de gouvernementalité ; ou encore sur les bénéfices respectifs de l'analyse organisationnelle et de l'analyse des trajectoires biographiques pour analyser le rôle des conflits et solidarités générationnelles, politiques et sociales dans la circulation des normes globalisées, pour décrire les processus de dépolitisation et de courtage...

Militantisme citoyen et révolution en Tunisie. Le rôle du rap politique dans la mobilisation

Mahdi AMRI & Mohammed FLITI

Résumé de 500 mots.

Comment les chansons rap des jeunes tunisiens partagées sur les réseaux sociaux (YouTube, Facebook, Dailymotion) ont-elles contribué à l'accélération du processus de la révolution tunisienne populaire de janvier 2011 ? Quels sont les aspects communicationnels, engagés, humoristiques et moralisants de ce genre de musique ? Comment le rap est devenu de plus en plus, dans le contexte globalisé d'aujourd'hui, une nouvelle forme d'expression politique et idéologique pratiquée par les jeunes ?

Inspirée d'une thèse de doctorat en Sciences de l'information et de la communication sur le rap comme moyen de communication engagée et d'une analyse de discours sémio-pragmatique d'un corpus vidéographique de quatre chansons rap militantes¹, cet article se propose d'étudier le rap, non seulement comme une musique marginale, mais surtout comme une expression autonome, porteuse de messages de sensibilisation, de moralisation, de révolte et d'aspiration au changement sociopolitique.

Le sujet de l'article est la révolution tunisienne de janvier 2011. Ses acteurs sont les rappeurs tunisiens (dont El General). À travers notre navigation sur les réseaux sociaux numériques, nous avons visionné des chansons rap autoproduites par des jeunes rappeurs tunisiens. Le fil conducteur entre les morceaux écoutés est le suivant : une réflexion sur le paysage sociopolitique de la Tunisie doublée d'une incitation, implicite ou explicite aux jeunes (par les rappeurs) à faire la révolution et à changer vers le mieux le visage démocratique du pays. Notre objectif est de mettre en lumière le lien entre le rap comme forme d'expression rebelle et la révolution comme l'un des processus du changement dans des sociétés à régimes opprimants. Cela étant, la révolution de la dignité a été le fruit de plusieurs facteurs politiques et socioéconomiques : corruption du gouvernement, répression policière, pauvreté, chômage des jeunes, etc.

S'intéresser au rap et aux rappeurs dans le contexte communicationnel de notre étude sur la révolution tunisienne de janvier 2011 c'est avant tout mettre le point sur les différents impacts du rap sur les jeunes. Le rap politique en Tunisie, dans les pays du Maghreb en général, est devenu une arme entre les mains des jeunes. Notre contribution s'insère principalement dans une optique de la compréhension de la culture juvénile, notamment la pratique artistique du rap et le rôle des rappeurs cyberactivistes tunisiens dans la construction d'une conscience collective et dans l'aiguillage du besoin populaire de changement, sous l'ancien régime de Ben Ali. De manière générale, notre ambition est de proposer un nouveau regard sur le rap engagé et de montrer comment, dans un contexte florissant de partage numérique, cette musique dépasse un rôle primaire d'expression, étant donné que sa finalité première est la sensibilisation et la contribution au changement politique et social.

¹Les quatre vidéos étudiées sont les suivantes :

Vidéo 1, *titre* : Rap tunisien anti Ben Ali 2014,
<http://www.youtube.com/watch?v=XQ4B5GuMjA8&feature=related>

Vidéo 2, *titre* : El General- Rayes le bled (Président du pays),
<http://www.youtube.com/watch?v=P1BCstqKZW0>

Vidéo 3, *titre* : Rap tunisien-El General- Tunisie, notre patrie
<http://www.youtube.com/watch?v=7B2qil6PAgg>

Vidéo 4, *titre* : Je vous ai compris !
<http://www.youtube.com/watch?v=eeO6YSZwduQ>

Axe cultures et patrimoines

Prénom et nom : Jelena Antic

Spécialité : Docteur en littératures comparées et francophones

Laboratoire de rattachement : Passages XX-XXI, Université Lumière Lyon 2,

La scène de *la danse* féminine dans le paysage littéraire d'Algérie. Les romans d'Assia Djébar *Ombre sultane* (1987), *Vaste est la prison* (1995).

Dans l'optique d'une interprétation littéraire du paysage algérien, cette communication vise à présenter le continent africain à travers le sujet de la danse féminine, dans les romans d'Assia Djébar. Observé au départ comme un élément folklorique qui met en valeur les mœurs traditionnelles, la portée de la danse se multiplie, le corps dansant étant chargé d'une performativité remarquable. Alors, la question se pose de savoir quels sont les enjeux de la danse. Nous nous intéresserons à analyser la palette « l'isotopique » des effets produits par le corps dansant : ce dernier parvient à sortir la voix ancestrale de la mère « archaïque », celle des femmes du passé algérien et leurs cris silencieux.

Ainsi, le corps dansant est susceptible de démontrer plusieurs choses : bien que « muet », il *dit* tout ce que le langage social *interdit*. En ce sens, la danse de la femme algérienne se transforme « en théâtre social » : le corps devient intermédiaire entre la voix de la figure féminine et le regard « réprobateur » de la société traditionnelle. D'abord examinée comme « typique », recelant « la couleur locale » des festivités, la scène de la danse dans les romans d'Assia Djébar nous transportera dans un espace « atypique » : là où la parole cède la place au langage du corps. Ce dernier, à travers ses rythmes et transes témoigne du désir exacerbé et des fantasmes rêvés de la femme algérienne. En outre, notre analyse portera sur l'étude de l'espace romanesque du désir féminin, sur les relations qui s'instaurent entre les personnages féminins, ainsi que sur le code comportemental imposé par « l'événement » qu'est la danse féminine en Algérie. En conséquence, ce travail de recherche explore à la fois les procédés littéraires et artistiques.

Or, ce mouvement, cette *danse/transe*, ce *langage/tangage* du corps, ne démontrent-ils pas la révolte de la femme contre le poids du patriarcat ? Nous examinerons l'amalgame des stratégies littéraires ayant pour objectif d'illustrer la performativité du corps dansant qui traduit la transgression des interdits liés à la femme. Se dilatant, s'intensifiant, cet instant de la danse amène à la prise de conscience de la femme de son corps en tant que corps de la femme algérienne, en tant que corps social et « civilisé », mais aussi en tant que médium susceptible de renverser l'ordre établi. Finalement, cette communication s'attache à démontrer que la problématique de la danse débouche sur la question de l'affirmation du sujet féminin et sur son rapport à l'autre, comme le soutient Marcel Mauss. Nous tâcherons d'illustrer comment « le corps-objet dansant » de la femme algérienne devient « le corps dansant-sujet pensant » dans les romans d'Assia Djébar.

Quelle moralisation pour les Hommes intègres? Débats autour de la morale chez les jeunes religieux à Ouagadougou, Burkina Faso

Louis Audet Gosselin
Doctorant en sociologie
Université du Québec à Montréal, Canada
louisaudetgosselin@gmail.com

Le cinquantenaire de l'indépendance célébré le 11 décembre 2010 au Burkina Faso a soulevé des débats quant au devenir du pays et aux problèmes qui ont plombé son évolution depuis 1960. Dans les associations religieuses de jeunes, ces débats faisaient généralement intervenir des notions morales, et notamment la dénonciation d'un manque généralisé d'intégrité, pour expliquer l'apparente stagnation du Burkina Faso depuis son indépendance. Cependant, malgré que la plupart des acteurs se réclament d'une forme de moralisation, cette notion recouvre des idées diverses et souvent contradictoires. Cette communication, basée sur des entretiens, observations et analyses d'archives des structures religieuses et de la presse nationale, vise à comprendre les significations de la notion de moralisation telle qu'exprimée dans les associations religieuses musulmanes, catholiques et pentecôtistes à Ouagadougou autour du cinquantenaire de l'indépendance.

D'une part, la moralisation renvoie à différentes formes d'économies morales qui seraient menacées par le développement du capitalisme et de la « modernité » en général, appelant ainsi à une re-moralisation. Ces visions renvoient à un substrat culturel idéalisé où l'économie « traditionnelle » reposerait sur la redistribution des richesses et sur la solidarité des membres de la société. Une telle interprétation est en partie partagée par l'Église catholique du Burkina Faso, qui se réclame de la doctrine de l'inculturation visant à arrimer les principes de l'Église aux valeurs ancestrales. Dans les milieux musulmans, une économie morale est fortement revendiquée par certains jeunes qui se revendiquent du contenu social des textes sacrés, notamment l'obligation de la *zakat*, impôt destiné aux plus démunis. Enfin, le pays a été marqué par la révolution sankariste (1983-1987), durant laquelle une partie des jeunes militants religieux ont été socialisés, qui prônait une justice sociale active, tout en voulant réactiver des éléments d'une morale « traditionnelle », notamment ceux tendant à la solidarité. Cet héritage pèse sur les visions des jeunes indifféremment de leur confession.

D'autre part, la moralisation est également utilisée pour désigner un mouvement inverse visant justement à briser l'économie morale « traditionnelle » et à poser les fondations morales du développement capitaliste. Cette vision animait les appels à la « moralisation du politique » corollaires du mouvement de démocratisation du début des années 1990, qui dénonçaient une corruption endémique des gouvernements africains, corruption attribuée par plusieurs à la mentalité redistributive africaine qui empêcherait l'accumulation nécessaire au développement. C'est le même genre d'analyse qui est à la base des politiques plus récentes de « bonne gouvernance » prônées par les institutions internationales et le gouvernement burkinabè. Les églises pentecôtistes déploient un discours moral qui s'harmonise avec ces interprétations, dans la mesure où elles prônent une rupture complète avec le passé et les valeurs « traditionnelle ». Omniprésente dans les associations de jeunes pentecôtistes, cette éthique d'accumulation mettant de l'avant les modèles de l'entrepreneur et du leader devient de plus en plus populaire dans les milieux catholiques et musulmans.

Proposition de communication :

Engagements et pratiques partisans en situation de contrainte : le cas du Front des forces socialistes (Algérie)

Layla Baamara (doctorante 3^e année, Sciences Po Aix/CHERPA – IREMAM)

En Algérie, la corruption, le clientélisme, la répression, les fraudes électorales, l'accaparement des ressources, la mainmise des prétoriens sont autant de limites qui restreignent les possibilités d'alternance politique et les actions collectives contestataires. Plutôt que d'appréhender le FFS comme une opposition partisane servant de soutien de l'État autoritaire, nous proposons de prêter attention à ce qui se joue dans ce parti, aux acteurs et aux pratiques qui lui donnent forme. Les contraintes qui limitent le jeu politique institué et l'espace protestataire incitent d'autant plus à questionner les ressorts et les formes de l'engagement et des pratiques partisans des acteurs¹.

L'analyse des trajectoires individuelles révèle que le passage à l'acte partisan et l'attachement au parti sont d'abord étroitement liés aux ancrages primordiaux – familial et socio-géographique (Kabylie) – des enquêtés. La culture, la langue et l'histoire de la région imprègnent et façonnent leur univers de significations politiques. Dans la famille comme au village, la popularité du leader du parti incite à prendre également en compte la dimension affective de l'attachement au FFS. Nous mettons surtout l'engagement et le militantisme partisan en perspective avec les engagements associatifs et protestataires et les mobilisations collectives pour la cause « amazigh » qui ont marqué les parcours de l'ensemble des enquêtés. Une perspective diachronique permet de saisir les évolutions des logiques de l'engagement et des pratiques militantes mais s'avère également indispensable pour comprendre les dynamiques intra-partisanes et la fabrique des positionnements partisans.

Que ce soit à travers des engagements concomitants ou des proximités militantes, la revendication berbère a fluidifié les interactions entre espaces partisan et protestataire en favorisant notamment la constitution de liens inter-organisationnels ou la cooptation d'acteurs protestataires au sein du parti. Cela dit, la position aujourd'hui distante à l'égard des mobilisations protestataires et, plus largement, la faiblesse des activités militantes incitent à s'intéresser aux flux militants à l'intérieur du parti, particulièrement au sein des équipes dirigeantes. Les perceptions du jouable sont effectivement intrinsèquement liées à l'environnement politique concurrentiel dans lequel les acteurs évoluent et sont indissociables des logiques de différenciation qu'impose la lutte pour le monopole de la parole contestataire

¹ Créé par Hocine Aït Ahmed en 1963 mais légalisé en 1989, le FFS est un parti social-démocrate qui se veut laïc et dont l'ancrage électoral se situe dans le centre du pays (en Kabylie). Aux dernières élections locales de 2007, le parti a remporté 54 sièges dans les assemblées populaires de wilaya (APW) et 566 dans les assemblées populaires communales (APC) soit respectivement environ 3 et 4% des suffrages exprimés. Le parti a obtenu 27 sièges aux dernières élections législatives (10 mai 2012).

légitime. Cependant, ces représentations varient dans le temps et synchroniquement ; elles sont également conditionnées par ce qui se joue dans les luttes à l'intérieur du parti.

À travers le cas du FFS, nous cherchons à comprendre comment se forme et tient une organisation partisane mais aussi à saisir celle-ci à la fois comme une composante et comme un site d'observation de la société politique algérienne².

² Le matériau empirique mobilisé est le fruit de plusieurs terrains réalisés depuis 2009 en grande partie à Alger mais aussi à Béjaïa, Oran et Tizi Ouzou. Les données collectées se composent d'entretiens, d'observations participantes, d'observations directes de mobilisations, de réunions ainsi que de situations d'interactions quotidiennes. Les observations et le suivi ethnographique de la dernière campagne pour les élections législatives nourrissent également notre réflexion.

Rencontre nationale des jeunes chercheur-e-s en études africaines

Les rapports Nord/ Sud au sein d'une campagne internationale. Le cas de la coalition anti-dette du Jubilé 2000.

- *Axe 1. Modes d'appartenance africains à la globalisation*
- *Terrain : Benin, Togo, Zambie (+ archives USA)*

En prenant pour objet d'étude les rapports Nord/Sud au sein de la campagne internationale du Jubilé 2000, notre objectif est de nous interroger sur la place de l'Afrique au sein des mobilisations transnationales. Centrée sur la division du travail qui s'opère entre militants du Nord et du Sud, notre communication se propose de réfléchir sur les dynamiques d'arrimage et de déconnexion entre mobilisations locales et internationales ainsi que sur le(s) échelle(s) d'analyse pertinente(s) des mobilisations « transnationales ».

La campagne du Jubilé 2000 a été lancée officiellement en 1996. Initiée par les milieux chrétiens britanniques, elle s'est rapidement propagée dans une soixante de pays, regroupant des organisations européennes, africaines, asiatiques, sud-américaines et nord-américaines. L'objectif commun partagé par les militants était d'obtenir l'annulation des dettes impayables des pays pauvres avant l'avènement du nouveau millénaire. Cette campagne a reçu un accueil très favorable : 24 millions de signatures ont été recueillies (soit la plus grande pétition de l'histoire) et remises aux représentants du G8 lors du Sommet économique de Cologne en juin 1999. La campagne a débouché sur des résultats concrets en matière de politiques économiques internationales, les chefs d'Etat acceptant de lancer une nouvelle initiative visant à alléger les dettes des pays pauvres : l'initiative pays pauvres très endettés renforcée (PPTE renforcée).

Si Jubilé 2000 a suscité l'intérêt de certains chercheurs, c'est donc essentiellement en raison de son « succès ». Il s'agissait de mettre en lumière les facteurs permettant de rendre compte de cette réussite. Cependant, les accords de Cologne ne doivent pas être considérés comme le signal marquant la fin de la mobilisation anti-dette. Ils furent aussi le révélateur des divergences idéologiques au sein de la campagne, et le point de départ d'une reconfiguration du mouvement. Dès novembre 1999, la majorité des campagnes dette du Sud se sont rassemblées pour fonder *Jubilee South*, et se sont démarquées de la Coalition du Jubilé 2000, en raison du fait que les campagnes européennes et notamment *Jubilee UK* y occupaient une place prépondérante.

Nous argumentons qu'une meilleure compréhension de la contestation transnationale nécessite de prendre en compte les acteurs du Sud et de s'intéresser aux rapports de pouvoir et aux conflits qui surgissent en son sein. Suivant les thèses de Keck et Sikkink, de nombreux travaux sur les réseaux transnationaux de militants ont eu tendance à considérer de tels réseaux comme des acteurs homogènes et à encenser leur caractère horizontal et a-hiérarchique. Or si on le soustrait aux effets de labellisation qui le font exister comme un tout cohérent, la coalition du Jubilé 2000 apparaît avant tout comme un regroupement d'acteurs hétérogènes. C'est dans cette perspective que nous voulons analyser la division du travail militant entre partenaires du Sud et du Nord. Comment s'opère-t-elle ? Sur quels critères ? Mais aussi, quelles sont les stratégies mises en place par les différents acteurs afin de parvenir à rééquilibrer des relations toujours grandement asymétriques ?

Rencontre nationale des jeunes chercheurEs en études africaines

11 et 12 janvier 2013 – Paris

Titre (provisoire) : Que font (encore) les Français en Afrique ? Une enquête autour des lycées français de Casablanca, au Maroc

Sylvain Beck, Doctorant 1ère année, Laboratoire GEMASS, Paris 4 - Sorbonne

Cette communication vise avant tout à inclure la présence française en Afrique dans les études africaines. Elle semble bien souvent faire défaut au sein des travaux de recherche, qui privilégient surtout les populations locales ou migrantes. Nous constatons une absence de travaux approfondis consacrés à ce versant des rapports entre l'Afrique et l'Europe. Sous des formes diverses, ces relations touchent encore aujourd'hui une partie sensible de l'histoire commune liée à la colonisation. Habituellement, les questions relatives au postcolonialisme concernent les rapports entre la société française et ses immigrés en provenance d'Afrique. L'héritage littéraire dénonçant le colonialisme et la nature des rapports ethniques à la période des Indépendances, est conséquent depuis les écrits de Sartre, Camus, Balandier, Fanon, Memmi. Les affaires de la Françafrique, le néocolonialisme de la coopération d'après les Indépendances, le comportement des touristes occidentaux en matière de loisirs et leur goût pour l'exotisme, ont largement contribué à forger une image stéréotypée de la présence française en Afrique.

Cette communication repose sur les observations et entretiens d'une enquête en cours effectuée auprès des enseignants français exerçant dans les établissements scolaires français à Casablanca. Aujourd'hui, les figures du colonisateur et du colonisé sont-elles toujours d'actualité dans le contexte de la mondialisation ? Tous les enseignants français sont-ils de nouveaux colons ? Un Français installé en Afrique créé-t-il systématiquement une situation néocoloniale ? Quels rôles jouent aujourd'hui les écoles françaises en Afrique dans la géopolitique mondiale ? Quels sont les enjeux de la présence du passé dans le présent, aussi bien dans les pratiques de vie quotidienne personnelle et professionnelle que dans les discours ? En arrière-plan, cette communication suggère la question délicate du repli sur soi, située entre réalisme et idéalisme : faut-il réguler l'immigration française en Afrique afin que ce continent puisse enfin s'émanciper de manière autonome ? Une attitude idéaliste consiste à considérer qu'un certain repli africain serait nécessaire pour qu'il acquiert une véritable autonomie. Une attitude réaliste tend davantage vers une continuité avec l'histoire des relations internationales et la construction des État-nations, tout en considérant les dynamiques de globalisation actuellement en marche, ce qui induit une liberté de circulation inégale entre les migrants des deux rives de la Méditerranée.

L'enquête ethnographique en cours de réalisation au Maroc dans le cadre de ma thèse de doctorat, aborde ces questions à partir de l'exemple marocain, étude

de cas approfondie, des rapports de la France avec l'une de ses anciennes colonies qui constitue un exemple de réactualisation des enjeux dans les rapports Nord-Sud. Les établissements scolaires se situent au cœur d'un dispositif institutionnel qui diffuse la culture française et renforce la diplomatie française. En dépit du fait que cette contribution ne propose que les prémises d'une enquête plus large visant à comparer les situations dans un contexte postcolonial (Casablanca) et un contexte concurrentiel européen (Londres), elle ne correspond pas à une version aboutie de cette recherche, mais à la présentation de la synthèse de premières données de terrain, susceptibles d'ouvrir de nouvelles réflexions.

Proposition de communication :

Les vacances au « bled » de descendants d’immigrés algériens comme mode d’approche des appartenances diasporiques

Jennifer Bidet – Doctorante en Sociologie sous la direction de Jean-Yves AUTHIER
Université Lyon 2, Centre Max Weber (UMR 5283)

Symbole du maintien de relations concrètes avec le pays d’origine au même titre que l’envoi d’argent, les retours temporaires au pays de groupes immigrés apparaissent régulièrement dans les travaux d’historiens ou de sociologues, davantage comme indicateur que comme objet central de recherche. Charbit, Hily et Poinard innove dans ce domaine en plaçant les retours de vacances des immigrés portugais au centre de leur recherche dans leur ouvrage *Le va-et-vient identitaire* publié en 1997. Dans ce travail, les retours vacanciers des émigrés et les modalités d’insertion de ces vacanciers particuliers dans la société locale ont vocation à déconstruire la vision linéaire du processus d’émigration comme déracinement, établissement définitif dans un autre pays et coupure avec la société d’origine. Au contraire, les auteurs montrent que malgré leur départ, les émigrés gardent des relations intenses avec leur village d’origine. Les auteurs n’abordent que rapidement le cas de la génération suivante, née à l’étranger, dont les pratiques de « retour au pays » contrastent avec celles des parents. À l’autre bout du spectre des phénomènes migratoires, des travaux se sont intéressés à des pratiques touristiques motivées par des sentiments d’appartenance liés à des migrations bien plus anciennes : le tourisme au Ghana d’Africains-Américains à la recherche des traces de leur aïeux esclaves en est devenu un cas exemplaire. L’éloignement temporel de l’acte d’émigration autorise plus facilement ces chercheurs à parler de tourisme : contrairement aux primo-migrants susceptibles d’être rattrapés par des contraintes sociales et par une quotidienneté familiale, les lointains descendants d’esclaves ou d’émigrés irlandais sont, lors de telles visites, nécessairement dans un déplacement hors du quotidien.

Dans notre travail, il s’agit de s’intéresser plus particulièrement aux pratiques de vacances dans le pays d’origine de *descendants directs d’immigrés* algériens aujourd’hui adultes : si leurs séjours d’enfance en Algérie peuvent être analysés comme la prolongation de l’obligation parentale à l’égard de la famille restée dans le pays d’origine, les séjours effectués à l’âge adulte prennent un nouveau sens, ces individus décidant seuls d’y revenir pour leurs vacances. En 2009, le ministère du Tourisme algérien comptabilise 1,25 millions d’entrées d’Algériens résidant à l’étranger en 2009, soit 65% du total des entrées aux frontières du pays. Si pour le Maroc, où le secteur du tourisme est fortement développé, la dimension diasporique n’est pas immédiatement décelable dans l’importance quantitative du phénomène (les descendants d’immigrés peuvent partir au Maroc au même titre que n’importe quel touriste français, uniquement pour le loisir), pour l’Algérie – où le tourisme est très peu développé – le maintien de séjours réguliers par des descendants d’immigrés algériens apparaît plus facilement comme le signe d’un attachement particulier à la terre de leurs ancêtres. Cependant, une approche comptable ne saurait suffire à rendre compte des enjeux de tels séjours. Il faut s’interroger plus en profondeur sur les pratiques effectives de vacances, sur les motivations mises en avant par les individus, et sur les potentiels effets produits en termes de sentiment d’appartenance.

C’est ce que nous proposons de faire à partir de notre matériau de thèse, récolté dans le cadre d’une enquête ethnographique menée entre la France (région lyonnaise) et l’Algérie (région de Sétif), basée sur des entretiens biographiques avec des descendants d’immigrés algériens ayant entre 20 et 45 ans et des séjours d’observation des pratiques de vacances trois étés consécutifs au sein de certaines familles et dans des lieux de consommation touristique algériens.



Proposition de communication

Hugo BREANT

Doctorant allocataire en science politique

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

<http://www.reseau-terra.eu/auteur327.html>

Axes : Axe 4 (+ éventuellement Axe 1)

Titre de la communication : Analyser les migrations depuis l'Afrique : un détour géographique pour réinterroger l'objet migratoire

Cette communication vise à la fois à proposer une présentation des travaux menés dans le cadre de ma thèse et à l'inscrire dans le cadre des réflexions épistémologiques que cette journée d'études souhaite mettre en avant (d'où son inscription possible dans plusieurs axes).

Ma thèse entend étudier les phénomènes migratoires au Togo et aux Comores, et plus particulièrement les migrations entre ces deux pays et la France, par le prisme de l'émigration, c'est-à-dire des mobilités géographiques des émigrés, entendues comme des trajectoires sociales.

L'objectif n'est pas seulement d'opérer un renversement afin d'ancrer les migrations dans leur seul contexte d'origine africain, mais de considérer que le pays d'origine fait partie d'un continuum social de la migration. En effet, il est à la fois un lieu de départs, de va-et-vient, de retours, mais plus largement un lieu de socialisations continues, de production d'imaginaires et de normes sociales ou encore un espace où les émigrés bricolent leur statut, leur position et leur rôle social. Il est donc perpétuellement en lien avec la migration, et ne peut être simplement considéré comme un espace qui a fourni à l'émigré sa « culture ».

La sociologie des migrations reste majoritairement une sociologie de l'immigration qui rend difficile ce changement de regard spatial. Pourtant, en regardant de manière fluide, comment le pays d'origine influe sur l'émigration et comment l'émigration (re)produit la société d'origine, il semble que ce détour par les Comores et le Togo puisse renouveler à la fois les travaux de recherches africanistes et les travaux de recherches sur les migrations.

Enfin, dans une perspective de décloisonnement des recherches africanistes et migratoires, souvent cantonnées dans leur sous-champ respectif, j'essayerai de montrer comment cette recherche tente d'apporter à la fois à la science politique, à la sociologie et à l'anthropologie, en réinscrivant les trajectoires des émigrés (trajectoires/carrières), et plus encore leurs appropriations, contournements, résistances, bricolages et reproductions des logiques familiales, sociales et politiques de l'émigration, dans des réflexions liées aux politiques publiques, au genre, aux socialisations, aux acteurs transnationaux, etc.

Enfin, une réflexion sur la démarche comparative de ce travail comme moyen de mettre en lumière l'hétérogénéité, souvent oubliée, des migrations africaines, pourra être abordée.

Lalibela/Soweto : le développement contre le tourisme ?

Marie Bridonneau, doctorante, Université Paris-Ouest Nanterre
Pauline Guinard, doctorante, Université Paris-Ouest Nanterre

Aux marges de l'économie globalisée, l'Afrique participe faiblement aux circulations touristiques internationales. Le tourisme est pourtant appréhendé par de nombreux acteurs du développement comme une promesse de croissance économique, partout où un potentiel est identifié. Le potentiel touristique d'un lieu peut être constitué par des ressources naturelles comme culturelles. En Afrique, ce sont ainsi souvent les espaces naturels circonscrits au sein de parcs nationaux qui sont mis en valeur comme destinations touristiques majeures du pays. Ici, nous faisons le choix de nous intéresser plus spécifiquement aux espaces touristiques urbains, construits autour de ressources culturelles, à partir de deux villes : Johannesburg (Afrique du Sud) et Lalibela (Éthiopie).

Dans ces deux villes, les acteurs du tourisme cherchent à attirer une clientèle aisée, souvent étrangère et venue des pays du Nord, toujours présentée comme source de devises. Tandis que la mondialisation sous-tend une compétition intense entre les différentes destinations touristiques à l'échelle de la planète, chaque pays, région, ville, ou même chaque quartier cherche à faire valoir ses avantages comparatifs. Dans la métropole de Johannesburg (Afrique du Sud) comme dans la petite ville de Lalibela (Éthiopie), les acteurs publics et privés du tourisme entreprennent de mettre en valeur des caractéristiques aisément identifiables et attractives pour un potentiel visiteur perçu comme en quête d'exotisme et d'histoire. Dans les deux espaces touristiques ici considérés, les alentours des églises rupestres de Lalibela et le *township* d'Orlando West à Soweto (*South West Townships* de Johannesburg), se construit alors, autour de traditions réinventées et de mémoires sélectionnées, un produit culturel à visée touristique, aisément assimilable et consommable par des touristes en quête d'ailleurs. Paradoxalement, il arrive parfois que l'élaboration de ces produits touristiques génère une transformation de l'espace telle que cet espace, et notamment ses paysages, ne corresponde plus à l'image que les touristes étaient précisément venus chercher. Si le tourisme est un vecteur de développement économique et social, les politiques de développement touristique seraient-elles paradoxalement, à partir d'un certain point, un frein au tourisme, en ce qu'elles introduiraient une distorsion trop forte entre la réalité ainsi créée et les attentes des visiteurs ?

Notre communication, volontairement provocatrice, cherche à interroger le sort fait à la « pauvreté » dans ces processus de mise en tourisme. Nous confronterons alors deux espaces *a priori* fort différents : Lalibela et Soweto, pour mettre à jour les contradictions peut-être inhérentes à ces deux notions que sont le développement et le tourisme. Afin de proposer un produit standardisé dans le champ des destinations touristiques, les acteurs du tourisme, tendent à cacher les stigmates de la pauvreté, alors que le développement touristique, créateur de richesses, peut conduire au remplacement d'un tissu urbain paupérisé par de nouvelles constructions et infrastructures, qui ne correspondent pas nécessairement à l'imaginaire des touristes. Avec l'effacement des traces de la pauvreté, c'est aussi souvent la spécificité de l'espace qui disparaît. Les politiques de mise en tourisme, conduisant alors à l'uniformisation, peuvent-elles alors signifier une baisse de l'attractivité de l'espace mis en tourisme ?

Marie BROCHARD

Doctorante en anthropologie CEPED, Université Paris Descartes

Procréer ou périr : l'infertilité et les nouvelles technologies de reproduction au Sénégal

Au Sénégal, les définitions du masculin et du féminin sont mises en rapport avec la capacité à procréer. Un homme est viril après avoir eu plusieurs enfants et une femme en est réellement une après avoir prouvé sa fécondité. La société sénégalaise soumet les couples à des règles strictes en matière de reproduction ; tout d'abord les couples doivent se marier à la mosquée et parfois à la mairie et ensuite, dans l'année qui suit le mariage, le premier enfant doit naître. Tout l'entourage du couple, de la famille aux collègues de travail, veille à ce que ces normes soient respectées. Dans ce contexte, les couples infertiles sont mis à la marge de la société ; ils sont humiliés, moqués, stigmatisés. Les femmes sont les premières victimes de ces normes reproductives et sociales car dans les représentations sénégalaises, lorsqu'un couple n'a pas d'enfant, c'est la femme qui en est la responsable. L'infertilité masculine étant encore mal connue et taboue, les femmes prennent systématiquement sur elles l'infertilité de leur époux. Pour échapper cette stigmatisation sociale, les femmes s'inquiètent rapidement lorsqu'elles ne tombent pas enceintes. Elles multiplient les consultations de spécialistes, allant des guérisseurs aux gynécologues, et quand elles en ont les capacités financières, elles ont recours aux techniques de reproduction assistée.

Dans ce contexte de stigmatisation sociale de l'infertilité, les nouvelles technologies de reproduction pourraient se présenter comme un espoir pour les couples infertiles. Cependant ces techniques sont chères et ne se pratiquent que dans le privé ; ce qui laisse beaucoup de couples sans réponses face à leur problème. L'infertilité qui touche socialement les couples, n'est pas traitée à sa juste mesure par l'Etat sénégalais. Alors que ce sujet est mentionné comme faisant parti des priorités en matière de santé de la reproduction, on comprend rapidement qu'il n'en est rien et que l'accent est plutôt mis sur les femmes pouvant enfanter et sur la santé de leurs enfants. Nous avons donc cherché à comprendre à différents niveaux (couple, famille, société, institutions médicales, Etat) quels sont les enjeux entre les sexes autour des thèmes de l'infertilité et de l'assistance médicale à la procréation au Sénégal. Nous nous sommes appuyés sur le concept de « genre » et sur les *gender studies* pour analyser la place que tient la reproduction au Sénégal et le problème social que pose le couple « sans enfant ». Nous avons essayé de comprendre ce que signifiait être une « vraie femme » et un « vrai homme » ; l'adjectif « vrai » étant conditionné par une capacité de fertilité. Dans les représentations populaires, un couple qui n'a pas d'enfant renvoie à une forme d'inutilité sociale et à l'idée d'une rupture dans la continuité des générations. Notre enquête de terrain a été réalisée à Dakar pour une durée de six mois. Nous avons recueilli des témoignages d'hommes et de femmes infertiles, ayant ou non recours aux techniques de reproduction assistée, ainsi que des entretiens de spécialistes de l'infertilité. Les couples ou personnes infertiles ont pu être rencontrées par l'intermédiaire des médecins.

**Proposition de communication pour la première rencontre nationale des jeunes
chercheur-e-s en études africaines des 11 et 12 janvier 2013 à Paris
Axe 2. État, économie et société**

Le jeu politique en Guinée : Syndicats et partis politiques à l'heure de la transition démocratique

CAMARA Fodé

Doctorant en Science Politique rattaché au Groupe de Recherche sur la Sécurité et la
Gouvernance (GRSG)
Sous la direction de Wanda CAPELLER
Institut d'Études Politiques de Toulouse
École doctorale de sciences juridiques et politiques de l'université de Toulouse 1 Capitole
Chargé d'enseignement et membre du Conseil Scientifique à l'Université Toulouse 1 –
Capitole
fode.camara@sip.univ-tlse1

DEDIEU Claire

Institut d'Études Politiques de Bordeaux
Étudiante en Master 2 – Parcours « Politique et Développement en Afrique et dans les Pays du
Sud »
claire.dedieu@wanadoo.fr

Les événements de janvier 2007 en Guinée Conakry ont vu, pour la première fois, des acteurs syndicalistes faire plier le régime d'un président guinéen. Les syndicats de travailleurs ont su mobiliser, pendant de longues semaines et face à une répression sanglante, tous les secteurs de la société pour lutter contre « la violation répétée, au sommet de l'État, des lois républicaines ». Lansana Conté cédait alors aux revendications des syndicats, notamment sur la mise en place d'un Premier ministre, chef de gouvernement. Cet épisode a marqué les mentalités guinéennes et les représentations sur la place des syndicats dans l'arène politique, érigés alors en acteurs crédibles du jeu politique en Guinée au détriment des partis politiques. Le présidentielisme marqué du régime de Conté laissait cependant la place au multipartisme. Mais le président Guinéen, à la tête de l'État depuis 1984, avait la main mise sur tous les pouvoirs, ce qui limitait considérablement la marge de manœuvre des partis d'oppositions. Les faits de 2007 ont dévoilé l'identité d'un nouvel acteur de l'opposition, à savoir les syndicats soutenus par les différentes composantes de la société civile. Les partis politiques ont alors montré qu'ils étaient peu en prise avec la société guinéenne en raison d'un militantisme limité mais également en raison d'un discours clivant car ethnicisé. Les syndicats, en 2007, ont investis les niches politiques laissées par des partis politiques fantômes qui avaient abandonné leurs fonctions traditionnelles et notamment tribunitienne. Depuis 2010, la Guinée s'est dotée d'une nouvelle Constitution et d'un nouveau Président. Le paysage politique a évolué. En nous basant sur nos travaux précédents sur le rôle des syndicats pendant la crise de 2007, nous tenterons d'analyser la position actuelle des syndicats dans l'espace politique guinéen en nous intéressant au répertoire d'action collective passé et actuel dans lequel ils ont puisé et puisent aujourd'hui leurs modes d'action. C'est donc dans une perspective de comparaison diachronique que s'inscrit notre étude. Nous poursuivrons alors nos travaux antérieurs au regard de la conjoncture actuelle en nous appuyant sur une enquête de terrain à Conakry pendant laquelle nous irons à la rencontre des acteurs syndicaux et des partis politiques grâce à des entretiens semi-directifs et nous puiserons dans la sociologie des partis politiques, des mouvements sociaux ainsi que dans la transitologie pour tenter de répondre à un certain nombre de questionnements : La transition démocratique en marche depuis la mise en place d'un premier ministre et l'élection d'Alpha Condé a-t-elle

permise aux partis politiques de remplir finalement leur rôle ? Ou bien les syndicats jouent-ils, au contraire, un rôle encore déterminant dans le jeu politique national ? Il y a-t-il une spécificité africaine, du moins guinéenne, faisant des syndicats l'acteur principal de l'opposition politique et des partis politiques de simples opposants de façades singeant avec difficulté les partis occidentaux ? Si tel est le cas, qu'en est-il de la légitimité et de la représentativité de ces acteurs par rapports aux partis politiques ?

Proposition de Communication
Rencontre nationale des jeunes chercheurEs en études africaines 2013

Titre :

Qu'elle terminologie pour la bouffonnerie ? Les mots du vernaculaires et de l'ethnologie.

Auteur

Laure Carbonnel

Doctorante en Ethnologie

Université Paris Ouest Nanterre la Défense

Centre d'Étude des Mondes Africains (CEMAf), Laboratoire d'Ethnologie et de Sociologie Comparative (LESC)

L'élaboration d'un objet de recherche mobilise fréquemment la nomination de groupes et des types de regroupement qui les englobe. Ainsi au Mali peuls et bambaras par exemple sont considérés comme des groupes ethniques et non comme des associations ou des castes. A ces deux niveaux, l'opération de désignation effectuée par l'ethnologue s'appuie sur un double ancrage : sur le terrain avec des terminologies vernaculaires auxquels se rattachent des individus ou des groupements ; dans le monde scientifique avec des notions et des concepts permettant la généralisation et la comparaison. Je propose dans cette communication d'introduire une réflexion sur ce processus de désignation des groupes et l'influence des implicites véhiculés sur la compréhension du phénomène étudié, en partant de ma recherche de doctorat en cours.

Celle-ci a pris comme point de départ un terme vernaculaire bambara permettant d'identifier un certain type d'individus : les *korodugaw* (ou *koreduga*). Ils sont définis dans la littérature à la fois au regard de leur pratique, qui relève de la bouffonnerie, et en tant qu'unité sociale comme une classe d'une société d'initiation qui n'est autre que le contexte dans lequel ils ont été majoritairement observés. Les traductions de « bouffon sacré » ou de « bouffonnerie rituelle » allient ces deux dimensions. Or, leurs manifestations tout comme leur organisation sont apparues de manière indépendante de ces sociétés : les *korodugaw* participent à toutes sortes de cérémonies. Tous ne pratiquant pas ce que l'ethnologie a l'usage désigner comme la bouffonnerie, l'activité elle-même est apparue comme insuffisante pour définir cette unité sociale. Je me suis alors tournée vers les études portant sur les castes et les associations. Mais leur élaboration s'appuient là-aussi sur des implicites qui rendent parfois difficile la comparaison des systèmes. Afin de pouvoir redéfinir cet objet à partir de mes données de terrain tout en mobilisant ces études ethnologiques riches en descriptions et en analyses, mon attention s'est portée sur les processus d'élaboration de ces catégories dans leur double ancrage.

Plusieurs facteurs peuvent être mobilisés pour comprendre l'écart qui est apparu entre mes lectures et mes observations. L'évolution différenciée de la société malienne selon les régions et avec la disparition des sociétés d'initiation, ou encore les différences entre les approches méthodologiques et les modes d'investissement des espaces de recherche (décrire un ensemble ou suivre un réseau d'individus). Sur la base de mes matériaux et d'un état des lieux de la littérature ethnologique, j'analyserai l'influence de ces approches différenciées sur la manière dont l'ethnologue reprend et conceptualise certains groupements. Dans un second temps je prendrai comme référence la question des catégories sociales afin d'élargir le point de vue et mettre en valeur les apports réciproques d'études ethnologiques africaniste et indianiste, ainsi que des études sociologiques.

Bibliographie indicative

- Amselle, Jean-Loup (2010), *Logiques métisses*, (Paris: Petite bibliothèque Payot).
- Bouglé, Célestin (1935), *Essais sur le régime des Castes* (Paris : Presses Universitaires de France), 176.
- Bourdieu, Pierre and Loïc J.D. Wacquant (1992), *Réponses pour une anthropologie réflexive*, (Paris: Le Seuil) 268.
- Boyer, Pascal (1983), 'Le statut des forgerons et ses justifications symboliques : une hypothèse cognitive', *Africa - Journal of the international african institute*, Vol 53 (No. 1), 44-63.
- Camara, Sory (1992), *Gens de la parole - Essai sur la condition et le rôle des griots dans la société malinké*, (Hommes et Sociétés, Paris: Karthala).
- Bromberger, Christian (1987) 'Du grand au Petit. Variation des échelles et des objets d'analyse dans l'histoire récente de l'ethnologie de la France.', *Ethnologies en miroir. La France et les pays de langue allemande* (Paris: MSH), 67-94.
- Champy, Florent (2006), 'La sociologie française des « groupes professionnels » Ascendance interactionniste, programme épistémologique dominant, ontologie implicite', *Séminaire du Centre d'études sociologiques de la Sorbonne dirigé par Jean-Michel Berthelot*.
- Colleyn, Jean-Paul (1988), *Les chemins de Nya - Culte de possession au Mali*, eds. J.P. Colleyn and M. Augé, (Anthropologie visuelle, Paris: EHESS) 221.
- Conrad, David C and Barbara E. Franck (1995), 'Nyamakala. Contradiction and ambiguity in mande society', in Conrad, David C. and Barbara E. Frank (eds.), *Status and identity in west Africa* (Bloomington and Indianapolis: Indiana University Press), 1-23.
- Dumont, Louis (1966), *Homo hierarchicus - Le système des castes et ses implications*, (Tel, Paris: Gallimard) 443.
- Ellen, Roy (2006), *The Categorical Impulse. Essays in the Anthropology of Classifying Behaviour*, (Berghahn Books) 233.
- Gallais, Jean (1962), 'Signification du groupe ethnique au Mali', *L'Homme*, 2 (2), 106-29.
- Jolly, Eric (1994), 'Diffusion de trois cultes dans le sud du pays Dogon : juru, ina et aramanu-na', *Journal des Africanistes*, 64 (2), 3-38.
- Launay, Robert (1972), 'Les "clans" et les "castes" mandingues', *Conference on manding studies / congrès d'études mandingues School of Oriental and African Studies*,
- Leynaud, Émile (1964), 'Contribution à l'étude des structures sociales et de la modernisation rurale dans la haute vallée du Niger',
- Luneau, René (1974), 'Les chemins de la noce - La femme et le mariage dans la société rurale au Mali', (René Descartes UER des sciences sociales Paris- Sorbonne).
- N'Diaye, Bokar (1995), *Les castes au Mali*, (1970 Editions Populaires, Bamako edn., Paris, Dakar: Présence Africaine) 107.
- Pageard, Robert (1959), 'Notes sur les Diawambé ou Diokoramé', *Journal de la société des africanistes*, 29 (2), 239-60.
- Pâques, viviana (1954), 'Bouffons sacrés du cercle de Bougouni', *Journal de la société des africanistes*, XXIV (Fasc. 1), 63-110.
- Sidibe, Mamby (1959), 'Les gens de caste ou nyamakala au soudan français', *Bulletin d'information et de correspondance de l'Institut Français d'Afrique Noire*, 81 (13)17.
- Tamari, Tal (1997), *Les castes de l'Afrique occidentale - artisans et musiciens endogames* (Paris: Société d'Ethnologie) 463.
- Zahan, Dominique (1960), *Sociétés d'initiation Bambara. Le n'domo, le korè*, (EPHE VI section - Le monde d'outre mer passé et présent - Etudes VIII -, Paris: Mouton & co).
- Zobel, Clemens (1996), 'Les génies du Kôma: Identités locales, logiques religieuses et enjeux socio-politiques dans les monts Manding du Mali', *Cahiers d'Études Africaines*, 36 (144), 625-58.

Nathalie Carré

Caravanes et transferts culturels en Afrique orientale au XIX^{ème} siècle.

La communication proposée se situe à la croisée des disciplines littéraire, historique et ethnologique et s'intéresse à la question des transferts culturels dans la sphère swahili (Afrique orientale), notamment par le biais des caravanes qui se sont déployées tout au long du XIX^{ème} siècle entre la côte est-africaine et l'intérieur de l'Afrique (en particulier territoires actuels de la Tanzanie et de la République démocratique du Congo). Elle s'inscrit dans les axes 1 et 3 de l'appel à contribution (modes d'appartenance africains à la globalisation ; cultures et patrimoines).

S'appuyant sur un corpus de récits de voyage datant de la fin du XIX^{ème} siècle et disponibles en swahili, l'étude s'attachera tout d'abord à mettre en valeur les phénomènes d'appropriation et d'hybridation du « genre-*habari* », genre littéraire issu du monde arabe, ayant essaimé – en se transformant – dans l'océan Indien et utilisé tout au long des itinéraires caravaniers.

Elle posera également la question de la constitution et la transmission des savoirs tout en s'intéressant à la notion de civilisation (« *uungwana* » ou « *ustaarabu* » en kiswahili) et à la manière dont celle-ci façonne des imaginaires sociaux. Vue comme un processus dynamique qui emprunte aux sphères africaine, arabe et européenne (qui se rencontrent alors, notamment pendant les années 1850-1890), cette civilisation possède ses codes. Comment ceux-ci se mettent-ils en place le long des axes caravaniers et comment se diffusent-ils ? Quelles sont les marques qui les définissent ? Où passent les frontières – toujours mouvantes – entre civilisation et sauvagerie ?

Les phénomènes d'emprunts et de transferts culturels dans certaines lignées caravanières (lignée de Fundi Kira et sa descendance en pays nyamwezi ; lignée de M'siri et descendance au Katanga) pourront aussi être analysés.

La communication proposée s'appuiera, outre les sources écrites, sur un travail de terrain effectué le long d'un ancien axe caravanier (Zanzibar-Bagamoyo-Tabora-Ujiji-lac Tanganyika) et gagnera probablement beaucoup à la confrontation aux travaux et expériences d'autres chercheurs venus de disciplines diverses.

Proposition de communication

La croyance à la sorcellerie en Afrique équatoriale entre passé et présent : continuités et ruptures face au changement social.

Dans de nombreux contextes d’Afrique équatoriale, la croyance à la sorcellerie est un phénomène d’actualité qui entraîne des sursauts de violence populaire, des séquences judiciaires, des rituels spectaculaires mis en scène dans les églises de délivrance. Si des nombreux auteurs (J. & J. Comaroff, P. Geschiere, A. Ashforth entre d’autres) ont souligné le lien indissociable entre la résurgence des arguments occultes et les nouveaux défis de la modernité et des économies libérales, d’autres chercheurs (T. Sanders, F. Bernault) ont préféré mettre en exergue une certaine continuité entre les manifestations actuelles de la sorcellerie et les processus de reformulation du sacré mis en branle par la colonisation. Entre continuité et discontinuité avec le passé, ce débat renvoie surtout à la façon dont la sorcellerie, et les croyances magico-religieuses plus en général, appréhendent le changement social : les crises endémiques qui traversent le continent africain aujourd’hui, les bouleversements de la colonisation et de la traite esclavagiste dans le passé récent. Dans ma communication, je souhaiterais reprendre les termes de ce débat à partir de mes recherches de terrain en République centrafricaine. Il s’agira de montrer que les manifestations actuelles de la croyance à la sorcellerie entretiennent un rapport spécifique avec le passé de cette région équatoriale, et que les rumeurs récentes sur une prolifération des dangers sorcellaires peuvent être mieux interprétées si on les appréhende en tant que phénomènes de longue durée, inscrits dans l’histoire centrafricaine du dernière siècle. J’essayerai donc de montrer les continuités de l’imaginaire sorcellaire centrafricain, à partir du passé (pré-)colonial jusqu’à l’actualité, pour montrer à la fois comme la perspective historique aide à élucider le phénomène sorcellaire et comme ce dernier implique toujours un moment de « reprise » – réinterprétation ou réinvention – du passé.

Andrea Ceriana Mayneri

LAAP/Université Catholique de Louvain
CEMAf-Paris

Mail : afrinauta@gmail.com

Tel : +39 3487052692

Titre : le rôle des acteurs de la recherche biomédicale face au sida au Botswana : la constitution d'un site attractif pour l'intervention internationale

Dans le processus de généralisation de l'accès aux médicaments antirétroviraux pour les personnes vivant avec le VIH/sida en Afrique, la recherche biomédicale transnationale a joué un rôle important tant pour apporter à la communauté internationale les « preuves » de la faisabilité et de l'efficacité des traitements en Afrique que pour venir en appui aux systèmes de santé.

Sur le plan empirique, je m'appuie sur les données de ma thèse qui traitent de la collaboration de l'école de santé publique de Harvard avec le Botswana et du rôle de cette institution au cœur du programme national d'accès aux antirétroviraux afin d'entrevoir les transformations en cours des logiques d'intervention sur le continent africain. Plutôt que de penser la relation de l'Afrique au monde selon le prisme du « champ d'expérimentation » je discute l'idée que s'y dessinent des « sites attractifs » pour la recherche biomédicale sur le sida (Petryna 2009).

Plus particulièrement, sur le plan théorique, il s'agit de réinscrire dans une trame historique ces transformations concernant la place-dans-le-monde qu'est le continent africain miné par le sida mais accédant aux ARV. Je propose de prolonger un article écrit en 1991 par J. P. Dozon au sujet de la double contrainte d'attraction/répulsion qui caractérise historiquement la relation de l'Afrique au monde. Tandis que la conquête coloniale s'était faite dans un mouvement de rejet de ce « tombeau de l'homme blanc » synonyme de maladies et de mort (répulsion), l'installation coloniale et la domination exercée notamment grâce à une biomédecine toute puissante avaient fait basculer la double contrainte dans le sens de l'attraction. La décolonisation poursuivait cette phase d'espérance, de croyance en la modernité du développement et au progrès scientifique et malgré les premières crises de la post indépendance, « l'Afrique demeurait attractive pour les Occidentaux ». Mais l'ampleur prise par le sida en Afrique réactiva soudainement le spectre d'un continent « à la dérive » qui serait son propre tombeau. Avec son lot de peurs démographiques et d'images de mort, le sida redéfinissait le double mouvement d'attraction/répulsion dans le sens de la répulsion.

La massification des antirétroviraux en Afrique n'a-t-elle pas replacé le continent dans le sens de l'attraction ? L'intervention sur le sida, et plus généralement sur « la santé globale » (recherche clinique, formation médicale, coopération technique) génère une grande diversité de programmes et d'acteurs impliqués dans des pays (re)devenus attractifs. Je montrerai avec la réciprocity que permet la notion d'attractivité que les institutions nationales sont parties prenantes de ce processus avec des attentes, des inquiétudes spécifiques.

L'ampleur des transformations amenées par les thérapies (survie, programmes de recherche, partenariats) ne définissent-ils pas une nouvelle modalité d'appartenance de l'Afrique au monde, ou d'« extraversion » (Bayart, 2001), un processus dans lequel les sociétés sont parties prenantes et se modèlent comme des « sites attractifs » ?

Rencontre nationale des jeunes chercheurEs en études africaines

Proposition de communication : Les archives d'une société théâtrale en situation coloniale.

Julie CHAMPRENAULT (doctorante contractuelle à Sciences-Po Paris, actuellement en troisième année de thèse d'histoire sous la direction de Madame Emmanuelle LOYER, CHSP).

A l'automne 2008, la parution de l'ouvrage de Christophe Charle *Théâtres en capitales*¹, a consacré l'entrée du théâtre dans une phase de renouveau historiographique. Rompant avec une tradition académique marquée par la distinction des études littéraires, historiques et sociologiques, ce livre novateur a érigé la pratique dramatique en objet privilégié d'une histoire décloisonnée. Il a mis au jour la complexité de la société théâtrale, qui se tisse autour de divers acteurs (auteurs, metteurs en scène, comédiens, machinistes, critiques, publics), s'articule en divers lieux, rythmes et temporalités, et sur laquelle reposent des enjeux esthétiques et culturels mais aussi économiques, sociaux et politiques dont l'analyse croisée nous permet de saisir toute la richesse.

Ce regard englobant, qui tend à reconstituer une société théâtrale « de la cave au grenier, ou plutôt des dessous de la scène aux cintres »², entre aujourd'hui en résonance avec les nouvelles orientations de l'histoire coloniale. Après s'être longtemps et légitimement arrêtés sur les ressorts politiques et économiques des mécanismes de domination et des processus de prise d'indépendance, une transition s'observe, incarnée par des chercheurs qui se concentrent sur la réalité de la situation coloniale et sur les spécificités d'une société marquée par une mise en coprésence de populations qui, en Algérie, s'est étendue sur plus d'un siècle et a engendré des pratiques originales et des comportements spécifiques.

Contrairement à d'autres activités culturelles plus individuelles ou médiatisées (par un écran, un appareil radiophonique), au théâtre, auteurs, comédiens, techniciens et publics se côtoient et un monde imaginaire, mais construit sur des références communes, se réfracte. Chaque représentation met en mouvement une culture et une société. C'est donc à cette « société en acte »³, identifiée par Christophe Charle, que j'ai souhaité consacrer mes travaux de recherche dans une thèse au croisement de l'histoire politique et culturelle et centrée sur la pratique dramatique en Algérie entre 1946 et 1962.

Dans cette communication, je me propose donc d'opérer un retour analytique sur les archives de cette société théâtrale, archives officielles et archives privées, sources imprimées et sources orales, que j'ai tenté de rassembler en un corpus pertinent pour rendre compte des dynamiques d'une société théâtrale en situation coloniale dans le cadre de mon doctorat d'histoire « Cultures et Empire, une société théâtrale en situation coloniale, Algérie, 1946-1962 ». Afin de répondre le plus solidement possible aux différents enjeux de cette démarche « englobante » que je revendique, je me suis astreinte à la consultation et au croisement de fonds d'archives multiples, selon des trajectoires que j'aimerais essayer de reconstituer à l'occasion de cette rencontre nationale des jeunes chercheurEs en études africaines en positionnant ainsi ma communication au croisement des deux derniers axes proposés, « Cultures et Patrimoines » et « Disciplines et terrains : enjeux épistémologiques ».

La quête difficile d'archives légitimes et la recherche, parfois illusoire, de l'exhaustivité entre Paris, Fontainebleau, Grenoble, Aix-en-Provence, Alger, Oran et Constantine seront ainsi au centre de cette réflexion aux accents épistémologiques et, je l'espère, aux vertus heuristiques tant du point de vue de l'histoire de l'Algérie coloniale que de l'histoire culturelle du second vingtième siècle.

¹ Christophe CHARLE, *Théâtres en capitales. Naissance de la société du spectacle à Paris, Berlin, Londres et Vienne*, Paris, Albin Michel, 2008.

² *Ibid.* p. 7.

³ *Ibid.* p. 11.

**Titre : RÉCITS DE VIE BRISÉ(E)S. UNE APPROCHE ANTHROPOLOGIQUE DES JEUNES
VIVANT DANS LA RUE AU BURKINA FASO**

Dans une même phrase et sans y prendre garde les jeunes avec qui je travaille au Burkina Faso peuvent m'affirmer qu'ils ont dix-neuf ans et qu'ils sont nés en 1986. Ou encore qu'ils ont dix-sept ans parce que leur mère leur a dit quatre mois plus tôt qu'ils en ont treize. A dire vrai, ils sont nombreux à ne s'être jamais trop posé la question.

Les adolescents et les jeunes adultes avec qui je travaille vivent dans la rue depuis de nombreuses années déjà, et, alors que j'essaie dans ma thèse de restituer les parcours qui les ont menés dans la rue jusqu'à leur éventuelle réinsertion, il s'avère souvent difficile de dater les événements de leur biographie¹, voire même d'en établir la chronologie. Aggravé par leur consommation de stupéfiants et du fait qu'ils vivent sans calendrier et sans contraintes ni d'heures ni de jour, ce temps aléatoire de la rue peut probablement s'appliquer à l'ensemble d'un pays où l'on se réfère davantage au temps vécu qu'à un temps mécanique quantifiable, obligeant à questionner en contexte africain notre approche classique pensée en termes de trajectoire biographique. Ainsi, loin des illusions rétrospectives critiquées par Bourdieu², ces jeunes évacuent largement les questions de causalité, privilégiant des récits non-linéaires, construits autour d'épisodes marquants, à des descriptions abstraites et totalisantes. La méthode des récits de vie n'est-elle pas éminemment occidentale, influencée par un siècle de psychiatrie et de psychanalyse, consistant à penser que l'on est le produit de son vécu dont le récit livrerait les clés de compréhension ?

J'ai donc tenté de développer une approche plus interactive et plus à l'écoute du temps vécu. Empruntant à la psychologie³, je propose à mes interlocuteurs de poser sur une corde déroulée représentant leur vie des pierres pour les événements négatifs et des fleurs pour les

¹ LECLERC-OLIVE, MICHÈLE, ET CLAUDE DUBAR. 1997. *Le dire de l'événement (biographique)*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion.

² BOURDIEU P., 1986, « L'illusion biographique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°62-63, pp. 69-72.

³ SCHEUER M., NEUNER F. & T. ELBERT, 2011, *Narrative Exposure Therapy. A Short-Term Treatment for Traumatic Stress Disorders*, Göttingen, Hogrefe.

événements positifs de leur existence. Je m’appuie sur cette expérience combinant une logique linéaire et causale à une logique événementielle pour mener ensuite des entretiens très peu directifs, en privilégiant l’une ou l’autre de ces approches selon la manière dont la personne s’est saisie de l’exercice. Parallèlement, je m’attache à recouper les divers récits qu’une même personne a pu livrer d’un même événement à différents moments ou selon différents dispositifs d’enquête. Je compare ainsi les matériaux issus d’entretiens ou d’observations participantes à des données plus quantitatives (recensements, questionnaires, collecte de recettes et dépenses journalières etc), afin de montrer la richesse d’analyses tirées du croisement de ces différentes strates du recueil des données. Je développerai lors de ma présentation certains cas d’étude afin de démontrer plus largement l’intérêt d’une méthode chorale où se rencontrent les regards de l’intéressé, de ses aînés – parents et grands-parents – mais aussi de ses égaux – frères ou camarades de rue. Evitant l’écueil d’une lecture binaire, entre sujet et objet, victime et coupable, pointer ces lectures divergentes d’un même épisode, permet de démêler le nœud complexe des malentendus et des conflits qui ont souvent mené ces jeunes à rejoindre la rue et qui souvent les empêche d’affronter l’avenir.

Salim CHENA (docteur de l'EHESS, 2011)

salim.chena@neuf.fr

Proposition de communication pour l'Axe 4.

Titre : « Enquêter sur les migrations irrégulières en Algérie auprès de migrants subsahariens et d'émigrants algériens. Enjeux méthodologiques et conceptuels ».

Notre thèse portait sur les migrations irrégulières vers et depuis l'Algérie. A ce titre, nous avons réalisé des entretiens avec des migrants originaires d'Afrique subsaharienne (35 personnes de 11 nationalités différentes) comme avec d'anciens émigrés irréguliers algériens de retour ou expulsés d'Europe (17 personnes). Si les discours des personnes interrogées se sont rejoins sur plusieurs points, notamment sur ce qui a trait à la situation sociopolitique de leurs pays respectifs, dans la majorité des cas, les conditions de réalisation des entretiens ont été particulièrement différentes. De même, alors que de nombreux chercheurs considèrent que les deux phénomènes sont séparés, nous avons pu constater de fortes similitudes dans le discours des personnes interrogées. Ainsi, nous avons tenté de rassembler leurs expériences sous la notion d'exil, définie à partir des travaux d'Edward Saïd.

Dans cette communication, nous souhaitons donc mettre en question les conditions et les résultats de nos recherches empiriques auprès de deux groupes d'acteurs différents dans leur position au sein du champ algérien (les uns y étant « clandestins », les autres non), mais dont les aspirations et les réflexions se rejoignent très souvent à tel point que les émigrés algériens se considèrent « clandestins » dans leur propre pays. L'objectif de cette communication est de revenir sur cette expérience de terrain de façon à rendre intelligible, d'une part, les problèmes rencontrés lors d'enquêtes en milieux exclus et, d'autre part, les risques de réification des objets d'études pour cause de divisions soit artificielles, soit acritiques.

Après avoir brièvement évoqué les modalités et les conditions de la migration entre les espaces africain et européen, nous proposons de revenir sur la séparation entre ces deux catégories de migrants et de défendre la critique que nous en avons fait. Ensuite, nous ferons part de nos méthodes d'entretiens auprès de publics marginalisés et en difficulté dans une perspective comparative. Dans une dernière partie, nous essaierons de justifier notre choix théorique de rassembler ces vécus de la migration irrégulière au sein d'une même notion générale, celle d'exil. Par la reprise de nos matériaux de recherches empiriques, nous exemplifierons ces arguments à l'aide de courts extraits de verbatims.

La lutte contre le maraudage au Sénégal : La pratique administrative du « bas côté ».

Au Sénégal le « maraudage » désigne chez les chauffeurs de transport public l'action d'embarquer des passagers en dehors des gares routières. Le maraudage ou la maraude est officiellement devenu(e) une infraction depuis 2004. Dans le code de la route le maraudage est devenu une « concurrence déloyale » tandis que dans les arrêtés ministériels il est considéré comme un « stationnement inapproprié ». La répression du maraudage, a cependant commencé de façon effective bien avant que le code de la route et les différents arrêtés ministériels ne le transforment en délit. Cette répression a été et est encore effectuée par les associations de chauffeurs en lieu et place des gendarmes ou des policiers.

Les associations de chauffeurs tirent en effet une grande partie de leurs ressources de l'exploitation des gares routières. Pour faire respecter ce qu'elles conçoivent comme leur monopole sur l'embarquement des passagers, ces associations dépêchent donc aux différentes entrées et sorties des villes des émissaires aussi appelés « brigade » maraudage. En cas de fraude, ce sont les associations de chauffeurs qui émettent leurs propres amendes et encaissent des montants pouvant aller jusqu'à 48 000 FCFA contre les 6 000 FCFA maximum prévus par la loi. Les membres de la brigade maraudage viennent s'ajouter aux percepteurs municipaux, aux gendarmes ou aux policiers nationaux et plus rarement aux officiers des eaux et forêts, tous déjà en poste aux sorties des villes, sur le bord de la route. L'assimilation du dispositif de lutte contre le maraudage aux dispositifs de perception de l'autorité publique est telle que les représentants des chauffeurs sont même parfois confondus par les usagers avec ceux de l'Etat ou de la municipalité.

Les justifications et les pratiques entourant la lutte contre le maraudage interrogent les continuités plutôt que les ruptures existantes entre le champ des mouvements sociaux et celui de l'administration, entre le légal et l'illégal ou encore entre le privé et le public. Ce sont ces continuums que cette communication se propose d'explorer dans la lignée des travaux portant sur la « décharge » ou encore les « institutions claires-obscurcs ». Comment les activités de représentation de l'Etat peuvent engager des acteurs habituellement considérés comme extérieurs à l'Etat ? Comment les représentants des associations de chauffeurs s'imposent-elles sur le bord de la route comme des autorités légitimes capables de taxer, d'amender leurs pairs aux côtés des gendarmes et des policiers ?

Cette communication propose de répondre à ces questions en s'intéressant aux profils et aux pratiques des membres d'une brigade maraudage à la sortie de l'une des principales villes d'une région rurale du Sénégal. Au quotidien, l'exercice de l'autorité publique par une entité dite « privée » est le fruit de la mise en oeuvre de techniques spécifiques imitant les pratiques administratives ainsi que d'une association étroite avec les membres de l'administration. Les postes maraudage donnent à voir la formation au quotidien d'une « administration du bas côté ».

Sidy Cissokho
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Les modernités africaines en arts visuels.

La modernité en histoire de l'art est encore majoritairement considérée du point de vue de l'Europe et de l'Occident. Les modernités des autres continents commencent à être prises en compte. L'Afrique quant à elle reste souvent en marge de ce débat. Elle est principalement abordée sous l'angle des arts classiques ou des arts contemporains.

De nombreuses écoles d'art ont vu le jour dans les anciennes colonies européennes africaines à partir des années 1920-1930. Elles ont été conduites dans la plupart des cas par des artistes, administrateurs coloniaux ou missionnaires français, belges ou anglais. Les créations issues de ces écoles ont toujours été déconsidérées, celles des artistes autodidactes également. Parmi ces écoles, celle de Dakar est beaucoup étudiée, beaucoup d'autres, quant à elles, restent inexplorées. Nous en proposerons un panorama (principalement au Congo Brazzaville et Kinshasa, au Nigeria, au Soudan et en Ethiopie).

En outre, s'il est courant de montrer l'apport des cultures africaines dans les arts primitivistes du début du XIX^{ème} siècle, les études qui explorent les appropriations des arts européens par les artistes africains sont très rares, voire inexistantes. Les enseignements des techniques et des courants artistiques européens aux artistes d'Afrique n'ont pas empêché des innovations de voir le jour et de se développer. En effet, les rencontres entre l'Europe et l'Afrique ont été bien plus complexes qu'il est communément admis. Mais la puissance et l'étendue de cet imaginaire prendront une réelle ampleur avec l'expression d'opinions politiques à la veille et aux lendemains des Indépendances.

L'époque coloniale a trop longtemps été considérée comme éradicateur de toute création, voire d'originalité. Nous souhaiterions montrer qu'il en est autrement. De plus, le tournant décisif de la décolonisation a servi de déclencheur à une appropriation africaine des courants esthétiques alors en vigueur. En effet, les artistes africains des écoles, comme les autodidactes, n'ont pas simplement opéré une assimilation, ils ont sélectionné les éléments qui convenaient aux messages qu'ils souhaitaient porter. D'aucuns se positionnèrent en réponse à une attente européenne, dans la satisfaction d'une demande précise (c'est-à-dire faire « africain » et « authentique » tel que certains Européens le formulaient mais aussi en réponse au mouvement de la Négritude de Senghor), d'autres commencèrent de cette manière pour, par la suite, davantage s'autonomiser. Enfin, certains ne suivirent aucune formation et offrirent des créations totalement personnelles et originales. Nous verrons également en quoi ces créations dites modernes participent à la constitution d'une culture nationaliste et de revendications politiques. Nous proposons donc d'étudier la variabilité des réponses artistiques à l'Histoire et interroger les notions mêmes de modernité et d'art contemporain.

Nous ferons un parallèle avec le traitement de ces problématiques dans l'espace muséal. Les expositions traitant de cette période en Afrique sont très rares – surtout en France -, peu de musées prennent le parti de s'y essayer. Cependant, nous présenterons, via notre expérience au Centre Pompidou et notre préparation à la nouvelle présentation des collections prévue pour 2013, quelles sont les problématiques majeures liées à ces modernités africaines.

Proposition de communication :

"Enjeux et modalités de la recherche en études théâtrales sur les dramaturgies contemporaines d'Afrique noire francophone."

Cette communication se propose de mettre en avant les mutations du théâtre d'Afrique noire francophone et ses enjeux contemporains, tant sur le plan esthétique que du point de vue scientifique. Un champ de recherche qui émerge dans le domaine des études théâtrales mais qui reste encore en marge et qui, en France, est malheureusement trop souvent connu uniquement à travers les dynamiques post coloniales encouragées par les actants de l'économie théâtrale française. Il s'agit d'un domaine soumis à de nombreuses controverses qu'il serait important de soulever : polémiques autour de l'africanité, questions liées aux phénomènes d'exotisation, circulation des œuvres et des auteurs, contraste entre le théâtre en Afrique et le théâtre d'Afrique...

Après une première partie évoquant ces questions d'ordre ontologique, la seconde partie de cette intervention porterait sur l'histoire des différentes mouvances éthiques et esthétiques qu'a connues le théâtre d'Afrique noire francophone, une approche présentant les grandes figures de ces écritures. La troisième partie serait consacrée aux formes actuelles du matériau dramaturgique qui tend à dépasser les problématiques postcoloniales pour s'inscrire dans des thématiques plus larges. Des esthétiques transculturelles qui pratiquent le marronnage comme philosophie créatrice. Cette partie dépeindra un panel des thématiques et des outils dramatiques des auteurs d'Afrique noire francophone : de la violence à la véhémence de certaines pièces, de la récurrence des esthétiques du masque et de la marionnette qui passent d'actants du drame à motif d'écriture faisant alors du "corps-texte" un véritable champ de bataille, à la fois territoire morcelé, évocation du corps diasporique (la musicalité à travers le blues et le jazz reliant à cette thématique) et unique possibilité de matérialiser l'indicible. La marionnette est enfin un médium de réflexion sur les propensions rhizomatiques des mécanismes manipulatoires.

Poétiques de la béance et de la surprise, nous montrerons que ces écritures font entendre une choralité, postulat d'un lien communautaire encore constructible dans l'acceptation de la pluralité de l'être. Cette communication se propose donc de faire un état des lieux des questions que posent le domaine des dramaturgies africaines tout en abordant les questions esthétiques liées drainées par ces écritures qui choisissent de s'exprimer par le biais de la scène avec tous les enjeux linguistiques, sociologiques et philosophiques que comportent la pratique théâtrale.

Doctorante et chargée de cours en Etudes théâtrales à Paris III, Pénélope Dechaufour prépare une thèse en « Scènes Francophones et Ecritures de l'Altérité » (lab. SeFeA) sous la direction de Sylvie Chalaye. Prix 2011 de la Chancellerie des Universités de Paris elle est actuellement membre de l'IRET et chercheur associé au programme « Marionnette et censures » (dir. J. Sermon). Sa thèse interroge les dynamiques de l'exotisme à l'ère postcoloniale ainsi que les esthétiques marionnettiques et les fluctuations du matériau théâtral dans les dramaturgies d'Afrique noire francophone principalement chez Kossi Efoui. Sont enfin à signaler des activités périphériques : chroniques pour Africultures et ZigZag magazine – création théâtrale à Lubumbashi (RDC) – co-réalisation d'un film documentaire : « Io à Lubumbashi ».

Adeline Del Medico

Doctorante, Université Paris Descartes, ED 180 « Sciences humaines et sociales : cultures, individus et sociétés », UMR 196 Université Paris Descartes – INED – IRD, Centre Population et Développement (CEPED).

Directrice de thèse : Marie-France Lange, directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (UMR CEPED, Paris Descartes – INED – IRD)

Email : acdelmedico@gmail.com

Rencontre nationale des jeunes chercheurEs en études africaines

Axe 1. Modes d'appartenance africains à la globalisation

Proposition de communication

Idées internationales et réappropriation locale. Analyse de la mise en pratique des principes de l'efficacité de l'aide dans le secteur éducatif au Mali

La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (2005) est récemment devenue le cadre d'action de référence pour les acteurs du développement international ; ses principes ont été repris dans les discours et les déclarations d'intention de la plupart des acteurs du développement au Nord comme au Sud. L'objectif principal de la Déclaration de Paris est d'améliorer l'efficacité de l'intervention des bailleurs de fonds dans les pays du Sud et ainsi de transformer durablement les pratiques de l'aide au développement.

Au niveau local, cette transformation des pratiques se concrétise par la création de partenariats entre donneurs et receveurs d'aide et par la mise en place de systèmes de coordination de l'aide plus ou moins formels. L'expérience du Mali est en ce sens intéressante, ce pays étant souvent cité comme le « bon élève » et l'exemple à suivre dans le domaine. En effet, dès la fin des années 1990, une expérience inédite de coordination de l'action des bailleurs et des partenaires gouvernementaux s'est progressivement mise en place, pour aboutir aujourd'hui à un système très institutionnalisé. Le secteur éducatif (avec la santé) a été l'un des secteurs où cette coordination a été la plus précoce et aussi la plus poussée.

L'enjeu est donc de s'interroger sur le processus de diffusion d'idées portées par des acteurs au niveau international, et surtout d'analyser dans quelle mesure ces idées sont adoptées et réinterprétées au niveau local pour produire des actions et des politiques spécifiques. Par le biais de l'exemple malien, il nous semble pertinent d'analyser, au-delà des déclarations d'intention, l'adhésion des pays partenaires à ces principes d'efficacité de l'aide et leur participation effective aux nouvelles formes de partenariats entre bailleurs de fonds et receveurs d'aide. Ces principes, définis à l'échelle internationale par l'OCDE, sont-ils uniquement portés par les acteurs occidentaux du développement ? ou, au contraire, font-ils l'objet d'une réelle adhésion et d'une réappropriation au niveau local de la part des acteurs maliens ?

Tout d'abord, nous montrerons comment l'expérience malienne de coordination de l'aide s'est nourrie à la fois de considérations locales et d'influences extérieures, pour aboutir à un système formel dont la dynamique est largement impulsée par les partenaires techniques et financiers occidentaux. Pour terminer, nous verrons que le coup d'État et la situation d'instabilité qui a suivi ont fortement perturbé les efforts de coordination, sans les remettre en cause. Pour ce faire, nous nous appuierons sur l'analyse des textes officiels et sur des données de terrain que nous avons recueillies.

**Modes d'appropriation et d'hybridation d'un principe à prétention universelle :
la participation dans les politiques locales au Mali et au Sénégal**

Patrice DIATTADoctorant-contractuel, moniteur
UFR Droit, Sciences politiques & sociales
Centre de Recherche sur l'Action Locale (CERAL)
Université Paris 13 – France
patrice.diatta@gmail.com

Depuis une vingtaine d'années, le principe de la participation citoyenne, promu au nom du *renforcement des capacités de la société civile*, semble s'imposer comme un des piliers indispensables pour une meilleure gouvernance des politiques et actions publiques dans les pays en développement. C'est ainsi qu'en Afrique subsaharienne, parallèlement au développement de la décentralisation dans les années 1990 s'est développée aussi une rhétorique de la participation aujourd'hui utilisée aussi bien par les élus locaux que par des acteurs associatifs et économiques en quête de partenaires financiers internationaux pour soutenir leurs projets. Dans les contextes malien et sénégalais où nous avons effectué des enquêtes de terrain dans le cadre de notre thèse en cours, l'analyse des différentes interprétations et appropriations locales de cet *impératif participatif* à prétention universelle est riche d'enseignement. Elle permet de voir comment dans ces jeunes Etats du Sud souvent décrits comme marginalisés dans la mondialisation, certains acteurs participent pourtant au quotidien à la reconstruction et à la redéfinition d'un tel phénomène. La présente proposition de communication s'inscrit dans l'axe 1 « modes d'appartenance africains à la globalisation » de l'appel à communication. Elle s'appuie sur les premiers résultats d'enquêtes sur les processus et acteurs de politiques locales dites participatives de gestion des déchets ménagers dans deux communes populaires de banlieues dakaroise (Yeumbeul-Nord) et de Bamako (Commune I). En mobilisant à la fois les outils de la sociologie de l'action publique, des policy transfer studies, de la sociologie des mouvements sociaux et de l'anthropologie de la mondialisation, on peut mettre en évidence les processus complexes à travers lesquels des acteurs inscrits dans différents réseaux à différentes échelles (organisations internationales, agence de coopération bilatérale, mouvements sociaux, élus locaux, associations de migrants, groupements d'intérêt économique locaux, etc.) s'approprient et redéfinissent des politiques tout en renforçant leur position. Une « élite plurielle » hétérogène émerge de cette dynamique.

International election monitoring as a universal norm? The case of the European Union and Ethiopia

Since the implementation of a federation and the beginning of democratization process in 1991, Ethiopia organized four federal elections in 1995, 2000, 2005 and 2010. For some of them, international observers were chosen and invited, the European Union being one of them. Final reports often mentioned chaotic electoral process marked both by progress and retreats. The European Union was engaged in the observation of 2005 and 2010 elections. The first one was praised for its political competition and openness but condemned its violent political aftermath. Meles Zenawi, the Prime Minister of Ethiopia, blatantly criticized the work done by the European observers. Nonetheless, the invitation was formulated again five years later. Though the context was way different as very much more politically controlled, the European Union accepted and reasserted criticism saying that the government “fell short of international commitments for elections”. Once again, its integrity was questioned and its work even insulted. Why would then the Ethiopian government keep on inviting observers for elections while cheating? Why would the European Union keep on accepting the invitation and sending observers on the field if their reputation is damaged?

International election monitoring is not a legal obligation for any country. The host government is the only one to decide whether or not inviting international institutions to observe the electoral process for a limited period of time. The supposedly objective is to ensure the legitimacy of the electoral process according to democratic principles. Elections are regarded as the path to democratic transition. The invitation of international election monitors is a national decision. In turn, the international institution, as the European Union for instance, also has the possibility to decline the invitation. However, the situation is such as today one cannot deny their presence on the field all over the world. An election without international election observers is regarded as non democratic. How did such a process happen? Why? With which means? What are the consequences?

To look more precisely on the way international election monitoring is implemented questions international relations and the way it can interfere in domestic issues. What is the reason for it? What about sovereignty and independence of any state? To answer those questions we need to interrogate the process of democracy and democratization. Democracy became both a form of government and an ideology to develop. To do so universal standards and norms are promoted and the European Union is part of it as its experts try to share know-how through election monitoring. But the main question is to what extent can we talk of universal norm when analyzing democracy and election monitoring? In what sense does it represent a norm? What is universal in it? What are the implications for the host country? What does it mean regarding the relationship between international organization and observed government? The fact that the two last federal elections in Ethiopia were partially flawed and violence was not eradicated questions both the intention of the Ethiopian government towards the international community and the attitude of the European Union.

The fact that the Ethiopian government is regularly caught cheating during the electoral process and that it nevertheless keeps on inviting international observers is puzzling. It shows at least that it does not entirely deny its sovereignty. Would then international election monitoring rather be a bargain, a negotiation process? What is at stake in this negotiation? How can it explain the fact that international election observers are invited or not? How to explain that the European Union accepts the invitation while knowing that their work will not fully be taken into consideration? To answer those questions, one needs to look at the history of the relationship between the European Union and Ethiopia. Both have biases and use strategies to manipulate or comply depending on the situation and dealing with their interdependency. Ethiopia developed strategies to maintain the EPRDF and Meles in power, using the very same norms and institutions developed by the West, defined as liberal democracies, to actually serve “Revolutionary democracy” in Ethiopia. This is presented as an alternative form of democracy, to what extent is it really the case or simply a reorganization of hegemonic power?

**La perspective africaine du concept de Réforme du Secteur de la
Sécurité (RSS)
De l'appropriation d'un concept par ses bénéficiaires**

DUTOUR Isabelle

2 rue des Thermes

13090 Aix-en-Provence

+33 (0)6 89 98 66 49

[*isabelle.dutour@hotmail.fr*](mailto:isabelle.dutour@hotmail.fr)

Doctorante en droit international

« L'appropriation nationale des processus de réforme du secteur de la sécurité »

Sous la direction du Professeur Xavier PHILIPPE

Aix-Marseille Université – GERJC

Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire (IRSEM)

Le concept de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS), défini comme « *un processus [...] visant à instaurer un système de sécurité efficace et responsable pour l'État et les citoyens, sans discrimination et dans le plein respect des droits de l'homme et de l'état de droit* »¹, est un concept occidental issu de l'aide au développement² répondant au leitmotiv « sans sécurité pas de développement ».

En reprenant le vocabulaire, le processus RSS a pour pierre angulaire l'appropriation nationale. Alors qu'il se doit d'être « *mené par les autorités nationales* »³, le concept révèle tout son paradoxe lorsqu'il s'agit de le mettre en œuvre. Entre les prescriptions théoriques⁴ et la mise en œuvre pratique⁵, l'écart est pour le moins important. D'aucuns vont jusqu'à qualifier l'appropriation nationale des processus RSS d'« *artifice rhétorique* »⁶. Puisque la réforme intervient principalement en situation de post-conflit ou de transition, les Etats bénéficiaires ne sont souvent pas en mesure de faire les réformes eux-mêmes : absence de gouvernement, absence de moyens matériels et incapacité budgétaire. De plus : 1) l'initiative devrait être menée par les autorités nationales⁷ pour que la réforme soit un succès et 2) les actions passées de ces autorités⁸ sont les raisons principales de ce besoin de RSS⁹. Dans les

¹ Rapport du Secrétaire général des Nations Unies, *Assurer la paix et le développement : le rôle des Nations Unies dans l'appui à la réforme du secteur de la sécurité*, 23 janvier 2008, (A/62/659 – S/2008/39), p. 7. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.cedhd.org/uploads/file/Documents%20internationaux/Role%20des%20ONU%20dans%20la%20RSS.pdf> (consulté le 15 mars 2011)

² Voir : BRZOSKA (M.), *Development Donors and the Concept of Security Sector Reform*, DCAF Occasional Paper no. 4, 2003.

³ Rapport du Secrétaire général, *Assurer la paix et le développement : le rôle des Nations Unies dans l'appui à la réforme du secteur de la sécurité*, *op. cit.*, pp. 6-7.

⁴ Rapport du Secrétaire général des Nations Unies, *Assurer la paix et le développement : le rôle des Nations Unies dans l'appui à la réforme du secteur de la sécurité*, 23 janvier 2008, (A/62/659 – S/2008/39), p. 7. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.cedhd.org/uploads/file/Documents%20internationaux/Role%20des%20ONU%20dans%20la%20RSS.pdf> (consulté le 15 mars 2011)

⁴ OCDE-CAD, *Réforme des systèmes de sécurité et gouvernance : principes et bonnes pratiques*, Lignes directrices et ouvrages de référence du CAD, EditionsOCDE, 2005. Disponible sur : <http://www.oecd.org/dataoecd/8/37/31785341.pdf> (consulté le 15 mars 2011) ; *Manuel de l'OCDE sur la réforme des systèmes de sécurité : soutenir la sécurité et la justice*, OCDE, EditionsOCDE, Paris, 2007. Disponible sur : <http://www.oecd.org/dataoecd/20/31/39297674.pdf> (consulté le 15 mars 2011) ; Rapport du Secrétaire général, *Assurer la paix et le développement : le rôle des Nations Unies dans l'appui à la réforme du secteur de la sécurité*, *op. cit.* : sur les dix principes directeurs définis, quatre sont liés à l'appropriation nationale (voir pp. 14-15) ; U.S. Agency for International Development, U.S. Department of State and U.S. Department of Defense. « Security Sector Reform, » February 2009, p. 4 : The United States guidelines on SSR cite « support host nation ownership » comme le premier des six principes directeurs.

⁵ Voir notamment : PANARELLI (L.), « *Local Ownership of Security Sector Reform* », *USIP Peace Report*, Washington, DC: U.S. Institute of Peace, 2010 ; DONAIS (T.), *Local Ownership and Security Sector Reform*, Munster: LIT Verlag, 2008 ; NATHAN (L.), *No Ownership, No Commitment: A Guide to Local Ownership of Security Sector Reform*, University of Birmingham, 2007. SCHEYE (E.), PEAKE (G.), « Unknotting Local Ownership » in EBNÖTHER (A.) and FLURI (P.) (Eds.) *After Intervention: Public Sector Management in Post-Conflict Societies – From Intervention to Sustainable Local Ownership*, PfP Consortium Working Group on SSR, 2005.

⁶ SCHEYE (E.), PEAKE (G.), « Unknotting Local Ownership » in EBNÖTHER (A.) and FLURI (P.) (Eds.) *After Intervention: Public Sector Management in Post-Conflict Societies – From Intervention to Sustainable Local Ownership*, PfP Consortium Working Group on SSR, 2005, p. 240.

⁷ « *locally-owned* » en anglais.

⁸ « *local owners* » en anglais.

⁹ SCHEYE (E.), PEAKE (G.), « Unknotting Local Ownership » in EBNÖTHER (A.) and FLURI (P.) (Eds.) *After Intervention: Public Sector Management in Post-Conflict Societies – From Intervention to Sustainable Local Ownership*, PfP Consortium Working Group on SSR, 2005, p. 235.

faits, ce sont donc divers acteurs internationaux¹⁰ ayant pour point commun d'être occidentaux qui prennent en charge ces processus et réforment ainsi des domaines relevant des compétences régaliennes de l'Etat.

Face à ce constat, le concept est loin de faire l'unanimité.

Si la Déclaration de Paris suggère que la dynamique des interventions extérieures est caractérisée par des impulsions « civilisatrices » qui rappellent l'époque coloniale ou plus simplement, une croyance selon laquelle les modèles occidentaux de gouvernance sont préférables, les opposants au concept de RSS y voient purement et simplement l'imposition forcée de néo-institutions de tutelle dans des Etats souverains¹¹. D'autres ont fait valoir qu'elles représentent une « *quasi-imposition impérialiste des normes occidentales sur les sociétés post-conflit, et comme un déni du droit à l'auto-gouvernance démocratique et à l'auto-détermination* »¹².

Les partisans du concept rejettent ces accusations sur la base que l'intention des acteurs internationaux n'est pas liée à un style de domination coloniale, mais à un impératif moral à intervenir en soutien de la paix, de la sécurité et du développement au regard du potentiel déstabilisateur des forces de sécurité dans les Etats fragiles ou en sortie de conflit.

L'Afrique étant l'un des principaux bénéficiaires de RSS, il a été noté le manque de « *contenu africain* » du concept¹³. A défaut de pouvoir mettre en œuvre le processus RSS du fait même des contextes d'intervention, à comprendre ici tant de la conception d'un processus RSS spécifique que de sa réalisation, les bénéficiaires peuvent intervenir sur la définition du concept lui-même. Il est aujourd'hui intéressant de voir l'Union Africaine et la CEDEAO¹⁴ développer leur propre politique en la matière.

Alors que la notion encore floue d'« appropriation nationale » est au cœur des débats en matière de RSS, le développement d'outils par le continent africain doit être considéré comme un pas important et nécessaire tendant vers cet objectif. Il s'agit ici de démontrer que le développement d'une littérature propre à ce continent participe de l'appropriation des processus RSS à travers l'appropriation du concept lui-même.

¹⁰ Les organisations internationales (l'Organisation des Nations Unies) ou régionales (l'Union Européenne), des Etats (comme les Etats-Unis et le Royaume-Uni), des entreprises privées mandatées par les précédents (exemple de DynCorp International au Libéria).

¹¹ Voir : EGNELL (R.) et HALDEN (P.), Laudable, ahistorical and overambitious: security sector reform meets state formation theory, in *Conflict, Security & Development*, 2009 ; DUFFIELD (M.), *Global Governance and the New War. The Merging of Development and Security*, Zed Books, London, 2001 ; CHANDLER (D.), *Empire in Denial. The Politics of State-building*, London, Pluto press, 2006.

¹² ZAUM (D.), The Norms and Politics of Exit: Ending Postconflict Transitional Administrations, in *Ethics & International Affairs*, 23 (2), p. 195.

¹³ M. Ebo Adededeji, responsable de l'Unité RSS du DOMP : « la RSS touche principalement l'Afrique, il est important d'entendre un point de vue spécifique car, à ce stade, la réforme n'a pas assez de « contenu africain » ». Voir : <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2010/Conf100514-FORUM.doc.htm>

¹⁴ D'aucuns qualifient l'Afrique de l'Ouest de laboratoire d'essais au regard de la gouvernance/réforme du secteur de la sécurité. Voir : BRYDEN (A.), N'DIAYE (B.), OLONISAKIN (F.) (dir. publ.), *Gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest : les défis à relever*, LIT Verlag, 2008, p. 13.

Proposition de communication à la « Rencontre nationale des jeunes chercheurEs en Etudes africaines », 11 et 12 janvier 2013 à Paris.

« Expression mémorielle transnationale des Mouride et l'espace public au Gabon »

Par M. Doris Ehazouambela, doctorant à l'EHESS/CEAF, Paris. (ehazouabela@yahoo.fr; ehazoua@ehess.fr).

La Mouridiyya est une confrérie musulmane d'origine sénégalaise, de son fondateur Cheikh Ahmidou Bamba (1853-1927) (Marty 1913). La confrérie s'est constitué sa propre ville sainte Touba au Sénégal, mais la diaspora mouride est aujourd'hui mondiale ; on la retrouve dans les pays d'Europe, d'Amérique, d'Asie et d'Afrique (Harrison 1988 ; Bava 2005 ; Robinson 2010). En Afrique, cette diaspora est également présente notamment au Gabon, pays ayant connu une immigration sénégalaise coloniale et postcoloniale. Liée à la fois à l'exil du Gabon (1895-1902) de leur fondateur et à leur propre immigration, la présence sénégalaise des Mourides actualise une « mémoire religieuse » (De Jong 2010) et une « mémoire historique » (Dozon 2010) pour marquer leur singularité dans l'espace public gabonais.

Mon exposé se propose d'analyser comment, dans un contexte de migration, les Mourides construisent une dynamique locale et globale autour des enjeux de mémoire liés à l'exil de leur fondateur et aussi à l'histoire sénégalaise nationale de la résistance anticoloniale. « Transfigurés » en acteurs de promotion de la mémoire de leur confrérie, les Mourides conçoivent un projet de faire aussi du Gabon une terre de mémoire, pour l'ensemble des talibés (adeptes). Mais au-delà, il s'agit pour eux de construire une mémoire commune autour d'une « figure africaine » de la résistance anticoloniale : le marabout Cheikh Ahmadou Bamba. La « territorialisation » de la mémoire, de la Mouridiyya, au Gabon prend ainsi corps par l'organisation annuelle d'un « pèlerinage du souvenir » comme le « Magal » qui a lieu à Touba (Guèye 2004).

Prémises d'une industrialisation de la communication du téléacteur sénégalais et tunisien.

Benoît Tine¹ et Mohamed Ali Elhaou²

Téléperformance est une entreprise en Tunisie dont l'une des singularités est de recruter massivement depuis son installation dans la capitale Tunis en novembre 2000. PCCI (Premium Contact Center International), créée au Sénégal en 2002, est devenue en quelques années le premier recruteur local. Elle embauche aussi bien des jeunes diplômés sortant de l'enseignement supérieur que des étudiants qui sont à la recherche d'une première expérience professionnelle et des revenus pour le financement de leurs études. Pour ces deux entreprises, le diplôme est une valeur symbolique certifiant non seulement une capacité de maîtrise des langues étrangères et notamment le fait de pouvoir parler un «français sans accent»³ mais aussi une «compétence» minimale à s'engager dans une tâche, à mener à bien une mission sur une certaine durée et renvoyant à un profil de candidat suffisamment acquiesçant pour se couler dans les contraintes managériales du secteur du service qui ne cesse de s'industrialiser⁴. Dans cette perspective, la normalisation de la flexibilité, entre autres, dans les critères de recrutement est concomitante à des formes d'organisation du travail qui mobilisent la subjectivité du salarié. Les deux entreprises exhortent en effet chaque téléopérateur individuellement à rationaliser sa communication en étant plus «réactif», «dynamique», «engagé» pour pouvoir «s'adapter au changement» du monde de travail. Cette adaptation permanente au changement est supposée être un «besoin» inaliénable du client⁵ ou peu s'en faut. De ce fait, la future recrue au même titre que le téléopérateur, déjà sur place, doivent non seulement s'adapter à un poste de travail mais à des mutations communicationnelles, publicitaires et techniques sans cesse renouvelables liées à des produits et services à forte déperdition et à des clients volatils.

Les injonctions managériales prennent en outre de la vigueur par le biais des technologies de l'information et de la communication (TIC) telles que l'ERP (*Entreprise Resources Planning*) et le couplage entre l'informatique et la téléphonie. Celles-ci «permettent» *ex nihilo*, à prendre pour argent comptant la version managériale, d'opérer des «sauts qualitatifs» dans la «prestation de service» de chaque téléopérateur. Or les téléopérateurs au quotidien assertent que le management suppose *ipso facto* que dans leur travail demeure encore des sédiments d'«immobilisme», de «fainéantise» et notamment des «résistances au changement» sans mesurer les «bienfaits» de l'entreprise. Ainsi, les salariés sénégalais et tunisiens dans cette perspective sont désignés comme les principaux auteurs freinant la «vision moderniste» de leur direction.

Dès nos premières observations participantes et non participantes au Sénégal et en Tunisie, nous avons remarqué qu'à mesure que l'incertitude des managers⁶, appelés également «performers», augmente, s'accroît en effet leur autoritarisme et choisissent l'option de l'intensification du travail pour les salariés qui souhaitent s'inscrire dans la logique du profit de l'entreprise. Cette intensification industrielle du travail dans les centres d'appels est

¹ Post Doctorat au Laboratoire Printemps-CNRS, Université de Versailles St Quentin. benoit.tine@uvsq.fr

² Chercheur associé au Labsic et à MSH PARIS-NORD. Attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'UFR INFO-COM, Université de Lille 3. elhaou@gmail.com

³ Cf., Bourdieu P. 1982, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Fayard, p. 80.

⁴ Mœglin P., 2010, *Les industries éducatives*, Paris, P.U.F., coll. « Que sais-je ? ».

⁵ Kessous E., Mallard A. et Mounier, C. 2005. « À la découverte du client » L'engagement marchand dans différents formats de la relation commerciale, *Economies et Société*, série EGS « Économie et Gestion des Services », n°7.

⁶ Casel R., 2009, *La montée des incertitudes : travail, protection et statut des individus*, Paris, Seuil.

désormais érigée en mode de management qui profite *nolens volens* d'un «déclassement structurel»⁷ dans les deux pays. Aussi, nous avons constaté dans la lignée bourdieusienne les «effets de l'imposition violente d'une culture⁸» exogène, productiviste, modernisatrice de force sur des entités traditionnelles africaines. Cette «violence symbolique⁹» légitimée, subie par cette jeunesse diplômée, qui se retrouve dévalorisée à l'occasion d'un travail sans reconnaissance sociale marque une coupure dans leurs «trajectoires» professionnelles avec le spectre de se retrouver «coincés» dans un travail monotone, répétitif, prescrit, usant, parcellisé. A défaut d'un «capital social, culturel, économique¹⁰» pour ces téléconseillers la «reproduction sociale» retrouve son souffle d'antan.

Dans cette communication, nous relirons l'organisation, le rapport au travail et le début d'industrialisation de la communication dans le secteur des centres d'appels à l'aune du prisme conceptuel bourdieusien. En effet, on montrera dans un premier temps, que dans la mesure où elle empêche de «bien faire» son travail, l'intensité excessive de l'activité de la relation client oblige les «dominants» détenteurs du «capital»: sous-traitants et donneurs d'ordre, à choisir les communications les plus standardisées, les plus rapides, rarement les plus pertinentes, occasionnant «une violence symbolique». En ce sens, la rationalité de la communication, son adaptation à des fins, a quelque chose de paradoxal : si elle est trop rationnelle, elle manque ses effets.

Dans un deuxième temps, on abordera la question de la «cascade informationnelle»¹¹ à travers laquelle on mettra l'accent sur le fait que chaque échange avec le client devient un flux de communication que le superviseur dans le centre d'appels régule, norme et contrôle. Dans un troisième temps, on explicitera comment dans les cinq filiales de Téléperformance et de PCCI s'introduit la question de l'individualisation de la relation au travail. On évoquera l'introduction des horaires variables, la généralisation des entretiens individuels pour évaluer les «performances», mais aussi, les salaires, la «trajectoire».

BIBLIOGRAPHIE

Bourdieu P., Passeron J-C. (1970). *La reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement*. Paris : Editions de Minuit

Bourdieu P., 1978, « Classement, déclassement, reclassement », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°24, p. 11.

Bourdieu P. (1979). *La Distinction, critique sociale du jugement*. Paris : coll. «Le sens commun», Éditions de Minuit.

Bourdieu P. 1982, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Fayard.

Casel R., 2009, *La montée des incertitudes : travail, protection et statut des individus*, Paris, Seuil.

⁷ Bourdieu P., 1978, « Classement, déclassement, reclassement », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°24, p. 11.

⁸ Bourdieu P., Passeron J-C. (1970). *La reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement*. Paris : Editions de Minuit

⁹ Bourdieu P., Passeron J-C. *op. cit.*

¹⁰ Bourdieu P. (1979). *La Distinction, critique sociale du jugement*. Paris : coll. «Le sens commun», Éditions de Minuit.

¹¹ Matthew Sagalnik, Peter Dodds, Duncan Watts, 2006, « Experimental Study of Inequality and Unpredictability in an Artificial Cultural Market », *Science*, 311, p. 855.

DeNora Tia, 1998 [1995], *Beethoven et la construction du génie*, Paris, Fayard.

Elhaou, M.-A., 2011, « Ère du changement en Tunisie ? ». *Analyse des enjeux rhétoriques du changement à partir de l'expérience de l'entreprise de Téléperformance Tunisie*, Editions Universitaires Européennes, Sarrebruck.

Kessous E., Mallard A. et Mounier, C. 2005. « À la découverte du client » L'engagement marchand dans différents formats de la relation commerciale, *Economies et Société*, série EGS « Économie et Gestion des Services », n°7.

Mœglin P., 2010, *Les industries éducatives*, Paris, P.U.F., coll. « Que sais-je ? ».

Matthew Sagalnik, Peter Dodds, Duncan Watts, 2006, « Experimental Study of Inequality and Unpredictability in an Artificial Cultural Market », *Science*, 311, p. 854-856.

Linhart D., 2009, *Travailler sans les autres ?*, Paris, Le Seuil, coll. Hors Normes.

Zarifian P., 2007, « Dits et pensée silencieuse dans l'exercice de la puissance d'action des travailleurs du service », *Travailler*, 2007/1 n° 17, p. 143-161.

Mustapha EL MNASFI

Doctorant en science politique à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines
Chercheur associé au Centre Jacques Berque (USR 3136, CNRS) Maroc
m.elmnasfi@gmail.com

Proposition de communication

Axe 2 : Etat, économie et société

Titre de la communication :

Les effets de la participation citoyenne dans les projets urbains au Maroc : le cas de l'« INDH » en milieu urbain

Au mois de mai 2005, le monarque marocain annonça le lancement de l'« Initiative Nationale pour le Développement Humain ». Parmi les principaux programmes de cette initiative, l'on trouve le « Programme de l'INDH en milieu urbain ». Cette Initiative insiste sur la participation des citoyens concernés dans l'élaboration des projets qui visent à lutter contre la pauvreté. Dans la perspective de permettre à ces citoyens de participer à ce programme, des dispositifs participatifs ont été instaurés comme le « diagnostic participatif » et l'« appel à projets ».

L'objectif de cette communication est de présenter dans un premier temps, d'une part, comment la participation citoyenne est organisée, dans le cadre de l'« INDH en milieu urbain », par les pouvoirs publics ; et d'autre part, comment les procédures de participation sont investies par les citoyens (partie I). Dans un second temps, nous comptons étudier d'une part, quels sont les effets de la participation citoyenne sur la décision publique (Qu'est-ce que cela change sur la décision publique ? Est-ce que la participation citoyenne est purement symbolique ? Est-ce qu'elle est contrôlée ?) ; et d'autre part, quels sont les effets de la participation citoyenne sur les citoyens mobilisés (Est-ce que cela change leur engagement citoyen ? Qu'est-ce que cela change chez eux ? Qu'est-ce qu'ils apprennent ?) (Partie II).

A partir de ces questions, nous partons de l'hypothèse selon laquelle la participation citoyenne dans le cadre de l'« INDH en milieu urbain », a donné lieu à l'émergence de citoyens actifs avec un parcours hétérogène. Cette participation citoyenne a obligé au rapprochement entre les représentants des pouvoirs publics et les citoyens. Donc grâce à l'instauration des dispositifs participatifs dans l'« INDH en milieu urbain », une transformation s'opère progressivement dans la relation pouvoirs publics/citoyens. Cela permet d'assister à l'émergence de nouvelles associations et coopératives, ainsi que de citoyens qui s'engagent pour la première fois dans la vie associative.

C'est par la réalisation d'enquêtes de terrain, à travers des entretiens semi-directifs, que nous comptons procéder pour récolter les données. Nous comptons travailler sur six quartiers (trois à Rabat et trois à Casablanca), qui connaissent la participation de citoyens dans des projets entrant dans le cadre de l'« INDH en milieu urbain ». Nous envisageons donc de réaliser des entretiens avec les représentants des associations qui participent dans l'« INDH en milieu urbain » et avec les pouvoirs publics locaux (les coordinateurs locaux de l'« INDH en milieu urbain », qui sont en même temps chefs de la Division de l'Action Sociale dans les préfectures de Rabat et de Casablanca, et les chefs d'Equipe d'Animation du Quartier de l'« INDH »). Un travail théorique accompagne par ailleurs le travail de terrain pour une approche conceptuelle sur la question.

La politisation de la société sénégalaise : vers une popularisation du discours politique ?

À partir des observations sur la manière de parler politique aussi bien chez les politiciens que chez la population, nous avons fait un constat selon lequel des mutations profondes s'opèrent actuellement dans le champ politique sénégalais. La tendance à une hétérogénéisation de plus en plus massive de ses acteurs venus de tous les groupes sociaux, marque un tournant dans la vie et dans les *habitus* politiques de ce pays. Nous essaierons de rendre compte de cette hétérogénéisation sous l'angle des pratiques langagières en montrant l'influence des champs discursifs du « dehors » sur celui de la politique. En nous basant sur des événements récents de la vie politique du Sénégal, nous avançons l'hypothèse que les pratiques discursives politiques sont fortement imprégnées d'un certain nombre de lexiques, d'expressions, de réalités appartenant à d'autres champs autres que celui de la politique, du fait de l'identité multiple, variée et « populaire » des acteurs sur le terrain. Mais aussi de l'intérêt que le peuple porte sur la chose politique, intérêt rendu possible par l'accès facile aux moyens modernes de communication, notamment les TIC, les radios et télévisions privées. En effet l'intégration du corps populaire (par corps populaire, j'entends ici, tous ceux qui n'étaient pas destinés à la base à pratiquer la politique, tous ceux qui ne sont pas passés par la « fabrique des élites »), dans le champ politique, à travers la présence d'un certain nombre de figures, comme celle du marabout, du griot, des musiciens, des rappers, des lutteurs, etc. ; et la naissance d'une nouvelle conscience citoyenne rendue possible et visible grâce aux actions de la société civile et des organisations associatives et non-gouvernementales, ne sont pas sans impacts dans la manière non seulement de pratiquer la politique mais également de la dire et de se la représenter.

En effet, force est de constater donc une popularisation l'espace politique, laquelle se reflète principalement à travers le discours. C'est ainsi qu'on assiste à une formation d'un continuum discursif dans le champ de la politique, allant d'une technicisation du discours politique, traditionnellement encadré par une forme d'académisme et de professionnalisme à un discours de plus en plus amateur, spontané et improvisé, pour ne pas dire populaire, compte tenu de l'arrivée dans ce champ de nouveaux acteurs. Aujourd'hui, les normes de ce discours châtié sont en train de céder la place à un discours de plus en plus en marge des normes, si tant est qu'elles en existent.

Nous allons donc dans le cadre de cette communication essayer de rendre compte des interactions incessantes entre le champ de la politique avec d'autres champs de la vie sociale

et culturelle et montrer en quoi ces interactions participent-elles à l'évolution et aux transformations des discours et pratiques politiques au Sénégal.

Prénoms: El Hadji Abdou Aziz

Nom : Faty

Statut : Docteur en Sciences du langage de l'Université Paris V Descartes (septembre 2011).

Laboratoire d'attache : CEPED, Université Paris V Descartes.

Hiérarchisations entre femmes dans un contexte migratoire¹

Se basant sur l'examen des relations intrafamiliales au sein d'un segment de lignage originaire de la région de Kayes (Mali) et dont les principaux lieux d'habitation sont le village de Bako², Bamako et la région parisienne, ma recherche porte sur l'impact des processus migratoires sur les rapports sociaux de sexe.

Dans le cadre de la présente intervention, je propose de centrer mon regard sur les femmes (celles restées au village, celles qui se sont installées à Bamako et celles qui ont émigré en France).

Indépendamment des migrations, ce groupe est déjà divisé de plusieurs façons : par les catégories de caste/ classe et d'âge, et au sein des unités familiales, par l'opposition entre les femmes liées au lignage par filiation et celles liées par alliance, elles-mêmes hiérarchisées selon leur ancienneté dans l'unité domestique. Les mobilités géographiques introduisent une hiérarchisation supplémentaire au sein de ce groupe, situant les femmes installées en France tout en haut de l'échelle, celles vivant dans une grande ville, à Bamako notamment, en position intermédiaire et celles vivant au village tout en bas. Les processus de migrations déterminent également de nouvelles stratégies de subordination entre femmes, qui aboutissent en particulier à l'exploitation de jeunes filles provenant du village, installées chez des parent.e.s à Bamako ou en France.

Mon intervention portera sur les causes, les manifestations et les effets de cette hiérarchisation, ainsi que sur son impact sur la manière dont les femmes négocient leur position sociale vis-à-vis des hommes.

¹ Titre provisoire.

² Le nom du village a été remplacé par un nom fictif.

Université Libre de Bruxelles Marie Fierens, Doctorante en Information et Communication
Marie.fierens@ulb.ac.be 0032 (0)2 474 50 03 98

Les journalistes congolais et ivoiriens : place et rôle dans le contexte de l'indépendance nationale (1960-2010)

Mots-clés : République démocratique du Congo – Côte d'Ivoire – Journalistes – Presse écrite – indépendance

A travers ma recherche, je propose d'utiliser le moment historique de la célébration des 50 années de l'indépendance en République démocratique du Congo et en Côte d'Ivoire pour étudier le positionnement des journalistes autochtones (congolais et ivoiriens) de la presse écrite dans leur société respective à l'époque de l'indépendance (1960) et 50 années plus tard (2010).

Ce travail entend cerner les acteurs et les paramètres qui contribuent à l'émergence et à l'évolution du métier de journaliste dans ces deux pays. L'objectif principal consiste à dégager les éléments structurants qui fondent la profession de journaliste au Congo et en Côte d'Ivoire, en 1960 et en 2010 ; d'interroger la diversité des parcours des journalistes et de leur production afin de dégager des points de comparaison pertinents. Qui est le journaliste ivoirien/congolais en 1960 et en 2010 ? Quel rôle s'attribue-t-il au sein de la société ? Quels sont les principaux facteurs qui influencent sa production ?

Les notions de pouvoir et de dépendance sont au centre de mon analyse¹ ; pouvoir politique en général et pouvoir de domination colonial en particulier. Les relations de dépendance – essentiellement politiques – des journalistes, expliquent en effet en grande partie leur positionnement dans la société.

L'analyse de contenu des corpus de presse et les entretiens sont les deux principales méthodes utilisées. Je propose, dans ma communication, de rendre compte des pistes de réflexion issues de mes recherches de terrain et de la rencontre de nombreux journalistes et acteurs politiques, dans les deux pays étudiés (11 semaines à Kinshasa et 12 semaines à Abidjan).

¹ Chupin, Ivan, et Jérémie Nollet. *Journalisme et dépendances*. Hallin, Daniel C., et Paolo Mancini. *Comparing Media Systems: Three Models of Media and Politics*. Cambridge University Press, 2004. Editions L'Harmattan, 2006. Diabi, Yahaya. « L'information et le pouvoir politique en Côte d'Ivoire entre 1960 et 1990 ». *CNRS Editions, Paris* (2000). Kitoko, Eddie Tambwe Kitenge Bin. *Écrit et pouvoir au Congo-Zaïre, 1885-1990: un siècle d'analyse bibliologique*. Editions L'Harmattan, 2001.

Camille Forite
Doctorante contractuelle – 2^{ème} année
Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine
Paris III – la Sorbonne Nouvelle
camilleforite@gmail.com
06 25 24 12 24

Proposition de communication – La politique africaine d'Hugo Chavez

Axe 1 : modes d'appartenance africains à la globalisation.

Par le biais d'une approche empirique, cette communication voudra effectuer un état des lieux de l'incursion d'un nouvel acteur émergent en Afrique, le Venezuela.

Depuis l'accession au pouvoir d'Hugo Chávez en 1999 et depuis que la politique étrangère s'est vêtue du « Socialisme du XXI^e siècle » en 2005, le Venezuela effectue une percée sur le continent africain. Sur le plan multilatéral, il devient membre observateur de l'Union Africaine en 2005, pays amphitryon du sommet Amérique du Sud – Afrique en 2009 (ASA), et membre observateur de la Communauté Economique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en 2010. Sur le plan bilatéral, l'offensive vénézuélienne se traduit par une augmentation du nombre de missions diplomatiques (dix-huit sur tout le continent), un accroissement d'accords de coopération (environ cent cinquante) dans des secteurs très diversifiés, ainsi qu'une multiplication des visites présidentielles et ministérielles. Elle s'appuie sur des partenariats privilégiés, parmi lesquels la Gambie de Yahya Jammeh, le Mali alors d'Amadou Toumani Touré, l'Algérie d'Abdelaziz Bouteflika ou encore la Libye de feu Mouammar Kadhafi. Elle tente de rallier à la cause anti-impérialiste des régimes libéraux comme le Sénégal d'Abdoulaye Wade, ou encore de raviver les flammes révolutionnaires du Bénin marxiste-léniniste des premières heures de Mathieu Kérékou. Guidée par une ligne résolument anti-impérialiste et anti-néocolonialiste, la diplomatie bolivarienne se donne les moyens d'exercer une influence nouvelle sur la scène africaine.

Etant entendu que les échanges commerciaux se maintiennent à un niveau quasi-nul et que diffuser les valeurs de la « révolution bolivarienne » outre-Atlantique figure au rang des objectifs énoncés par le gouvernement, il s'agira de s'interroger sur la question des visées idéologiques du gouvernement Chávez en Afrique. Avec la mise en place d'une série de programmes (parrainage d'écoles primaires, financement de cycles universitaires au Venezuela à des étudiants africains, construction de logement sociaux, etc.) le Venezuela s'improvise comme un tout nouveau pourvoyeur d'aide au développement. Comment s'articule l'aide à la diffusion du « Socialisme du XXI^e siècle » ? Quelle est la stratégie adoptée pour faire-valoir les bénéfices du nouveau modèle politico-social vénézuélien ? Quels sont les bénéfices symboliques et matériels attendus et reçus par les Vénézuéliens ?

Grâce à un terrain réalisé début 2012 en Gambie, au Sénégal et au Bénin, il s'agira de dresser un premier bilan de l'efficacité de l'aide - le plus souvent gérée localement par des ambassadeurs non issus de la carrière diplomatique traditionnelle et qui ont fait leurs armes en politique via le mouvement afro-vénézuélien, acquis à la cause chaviste. Il s'agira aussi de s'intéresser à la question de la réception de cette politique étrangère. Nous verrons la façon dont les gouvernements perçoivent les appels du pied lancés par le gouvernement vénézuélien. Si la Gambie de Yahya Jammeh se montre très réceptive à l'intensification des liens, le Bénin du début des années 2000 s'est trouvé gêné de composer avec un partenaire dont ils pressentent que la présence peut froisser les grands bailleurs de fonds du Nord. Dans quelle mesure la rhétorique anti-impérialiste permet-elle de courtiser des gouvernements africains dont la priorité est pour beaucoup le maintien de « diplomatie de développement » ?

C'est à toutes ces questions que cette communication voudra répondre et ce, afin d'apporter un éclairage assez large sur la politique africaine d'Hugo Chávez, le plus souvent restée méconnue.

Ndèye Gnagna GNING

Doctorante en anthropologie de la santé/Bordeaux II

UMR 5115/LAM

Un objet anthropologique pas comme les autres: sida et homosexualité au Sénégal.

Loin de tomber dans l'écueil du «narcissisme méthodologique» tel que mis en garde par certains anthropologues (dont Olivier Leservoisier 2005), évoquer de nos jours la réflexivité par rapport à son objet d'étude nous semble être une manne de connaissances très productives à la démarche ethnographique. Partant du fait qu'expérience de terrain et données empiriques sont un continuum constituant la base de la rédaction ethnographique, l'objectif de ma démarche, dans cette perspective, c'est de manier les difficultés pour donner un mode d'intelligibilité des données recueillies sur le terrain, les choix et prises de risques en les replaçant dans le contexte global de ma recherche.

Pour mémoire, en anthropologie, la question de la réflexivité est loin d'être nouvelle. Plusieurs études portant notamment sur les hiérarchies sociales et/ou sur les terrains dits sensibles (Agier 1997; Ghasarian 2002, Leservoisier 2005, Bouillon et al 2005, Fassin et Bensa 2008), les enjeux méthodologiques, politiques et éthiques des recherches sur le sida (Vidal 2004) etc. reviennent sur les conditions d'obtention des données, le statut du chercheur (genre, âge, culture) dans la relation d'enquête, les postures du chercheur sur le terrain (engagement et distanciation). Cependant, en Afrique de l'ouest, ces questionnements dans un contexte de proximité culturelle et sociale sont souvent escamotés par les chercheurs africains. D'ailleurs, tel que le souligne Mamadou Diawara (1985): *«l'analyse des conditions méthodologiques et épistémologiques de la recherche dans un contexte de proximité culturelle est peu documentée»*.

Dans cette présentation, je propose de retracer mon expérience de terrain au Sénégal à partir d'une recherche empirique menée depuis 2009 sur un sujet tabou tel que l'homosexualité (au vu de la situation sociale et juridique des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes dans ce pays). Il s'agit ici de présenter les difficultés méthodologiques et déontologiques à faire de l'anthropologie du caché «chez soi» (et ce en particulier lorsqu'on est femme, musulmane et sénégalaise) ainsi que les postures d'enquête adoptées. Dans le même temps, j'exposerai sur la difficulté de préserver anonymat et confidentialité face aux sollicitations des ONG locales et les exigences du comité éthique de recherche national du Sénégal. Cela me permettra de discuter de la différence entre une éthique formelle (le formulaire de consentement éclairé) et une éthique de la relation, contextuelle et fondée sur une confiance qui ne se traduit pas dans une signature mais dans une attention, un respect, des actes.

Doctorant **Jacopo Granci**

Intitulé de la thèse : « **Le mouvement amazigh marocain : d'une revendication linguistique et culturelle à une mobilisation sociale et politique (1991-2011)** »

Inscription en Thèse : Ecole doctorale en Sciences Politiques de l'Université Montpellier 1, depuis septembre 2010 en cotutelle avec l'Università degli Studi di Macerata (Italie).

Doctorant associé au Centre Jacques Berque pour les Etudes en Sciences Humaines et Sociales de Rabat (depuis janvier 2011).

Directeur de Thèse : Prof. Paul Alliès (Université Montpellier 1)

Co-directeur de Thèse : Prof. Angelo Ventrone, Prof. Anna Baldinetti (Università di Macerata)

La musique comme instrument d'engagement et d'affirmation identitaire dans le mouvement amazigh marocain: le cas du Sud-est.

Contexte général

Dans les dernières années le mouvement amazigh marocain s'est imposé dans le panorama contestataire du pays et semble avoir dépassé le cadre strictement associatif du début (entre les années 1970 et 1990), bien que les organisations culturelles existantes sur le territoire national restent nombreuses et très actives dans leur engagement pour l'affirmation d'une identité longtemps méprisée par le régime en place.¹

Les protagonistes de cette nouvelle dynamique - plus spontanée et d'une certaine façon plus radicale - ce sont d'abord les jeunes, dans les campus universitaires des grandes villes comme dans les régions reculées du « Maroc profond », où les habitants sont en large majorité berbérophones. C'est surtout dans ce « Maroc profond »² que les associations amazighes ont toujours eu des difficultés à avoir un écho auprès des populations locales, leur action restant enfermée dans une logique plutôt élitaire et cadrée par le contexte répressif en matière de mobilisation et de liberté d'expression qui a marqué le règne de Hassan II. La nouvelle génération d'activistes par contre, profitant aussi de l'« ouverture contrôlée » du régime qui a accompagné la succession au trône (1999), a réussi à sensibiliser et mobiliser un plus grand nombre des personnes autour de la « cause amazighe ». D'une part les revendications du mouvement, originellement linguistiques et culturelles³, ont pris une connotation de plus en plus politique et socio-économique, visant ainsi l'exercice du pouvoir, la gestion des ressources et la question du développement dans les zones berbérophones défavorisées.⁴ D'autre part l'activité de plaidoyer et de lobbying adoptée par la majorité des structures associatives a été renforcée par des initiatives différentes privilégiant l'action directe sur le terrain (sit-in, blocage des routes..) et l'utilisation de nouveaux modes d'engagement, notamment les réseaux internet et la musique.

Sujet de mon intervention

Mon intervention va se situer dans ce cadre général, tout en se focalisant sur le contexte du Sud-est marocain et spécifiquement l'axe géographique qui lie Goulmima à Ouarzazate (250 km), où nous

¹ Pour un regard global sur la "question amazighe" au Maroc voir : H. RACHIK (dir.), *Usage de l'identité amazighe au Maroc*, 2006; S. POUESSEL, *Les Identités amazighes au Maroc*, 2010.

² Par exemple les régions du Rif, Sud-est, Haut Atlas, Moyen Atlas, Anti Atlas.

³ Voir à ce propos la Charte d'Agadir (1991) signée par les premières associations amazighes. Aux revendications linguistiques et culturelles du mouvement l'Etat a répondu avec la création de l'IRCAM (Institut royal de la culture amazighe) en 2002 et avec la reconnaissance constitutionnelle du tamazight - comme langue officielle à coté de l'arabe - en juillet 2011.

⁴ Voir à ce propos le « Manifeste pour "Timmouzgha" » publié par une dizaine d'activistes amazighs en printemps 2011.

avons assistés dans les dernières années on a assisté à un véritable foisonnement de jeunes groupes amazighs qui font de la chanson un instrument militant et un outil de sensibilisation politique. Dans leurs textes engagés, pour la plupart chantés en tamazight et accompagnés par guitare et batterie, sont exprimés (entre autres) le sentiment d'appartenance identitaire, la dénonciation de la marginalisation économique que vit la région et la récupération d'une mémoire collective qui n'est pas prise en compte par "l'histoire officielle" du pays.

Il s'agit d'une réalité récente et originale, qui n'a pas encore été explorée par la recherche académique.⁵ Cette contribution veut reconstruire le parcours des ses protagonistes, tracer leurs profils et voir les interconnexions et les points en commun qui autorisent l'observateur à parler d'un véritable phénomène social et politique, bien avant d'être culturel. En même temps, l'intervention essaye de situer les nouveaux groupes dans le socle des traditions musicales de la région⁶ et de envisager les l'impact des influences étrangères⁷ qui ont contribué à la fixation du genre, désormais reconnu comme « musique du Sud-est ». Ensuite nous prendrons en considération les rapports entretenus par les musiciens avec les autres acteurs du mouvement amazigh et leur implication dans les initiatives en cours à l'échelle locale ou nationale. Enfin il nous importera de comprendre de quels moyens ces groupes disposent pour financer la production des leurs albums, quand et où ont-ils la possibilité de jouer en public et, en général, quels sont les canaux de diffusion (et donc de réception) qu'ils utilisent.

⁵ Il y a quand même d'autres chercheurs qui ont travaillé sur le mouvement amazigh au Sud-est marocain et qui ont constitué une base bibliographique précieuse pour mon enquête de terrain. Voir à ce propos D. LE SAUT, « La radicalisation de la revendication amazighe au Maroc. Le sud-est comme imaginaire militant », *L'Année du Maghreb*, 2009, pp. 75-93; P. A. SILVERSTEIN, « Masquerade politics: race, islam and the scale of amazigh activism in southeastern Morocco », *Nation and Nationalism*, vol. 17, n. 1, January 2011, pp. 65-84.

⁶ Par exemple les chants collectifs (*haidous*) et les poèmes (*amdeyaz*), même si la tradition musicale du Sud-est est moins remarquable par rapport à celle du Souss ou du Moyen-Atlas.

⁷ Surtout kabyles, à niveau de style et de contenu.

Proposition de communication

« La gestion des déchets en milieu urbain africain, un service public comme un autre ?
Réflexions à partir du Nord Cameroun (Garoua et Maroua) »

La « poubellisation » des villes africaines, soit l'invasion des espaces collectifs urbains par les déchets issus des foyers, des activités commerciales et artisanales ou encore des industries, est un phénomène aujourd'hui largement médiatisé, sur le continent africain comme dans les pays occidentaux. Il constitue également l'un des axes privilégiés d'intervention des bailleurs de fonds comme des acteurs locaux et internationaux de la coopération et du développement, visant à pallier aux déficiences des Etats et des autorités municipales en la matière. Dans ce sillage, pressés par l'urgence à endiguer ce phénomène pour en limiter les impacts sanitaires et écologiques, quelques chercheurs en sciences sociales étudient depuis le début des années 1990 les modes de traitement institutionnels et populaires des déchets, ainsi que les représentations du sale et du propre et de l'ordre et du désordre qui les sous-tendent, que ce soit sous l'angle de la santé et de l'hygiène, de la sociabilité citadine ou de la gouvernance urbaine. C'est dans cette dernière optique que les travaux les plus approfondis ont pu être menés, tels que ceux de J. Bouju et F. Ouattara, J.P. Olivier de Sardan, E. Dorier-Aprill ou encore M. Mérino, identifiant le domaine de l'assainissement et de la gestion des déchets dans nombre de villes africaines comme une « *arène éminemment politique* » où s'affrontent, dans une compétition pour la mainmise sur l'espace urbain et l'acquisition d'une certaine légitimité politique, un nombre important d'acteurs : citoyens, parfois constitués en communautés d'intérêts concurrents ou contradictoires (selon les origines, l'ancienneté en ville, le statut socio-économique, ou encore la religion), travailleurs « informels » des déchets, groupements associatifs, entreprises privées, autorités coutumières, différents échelons d'autorités municipales, parfois avec des colorations politiques diverses, et enfin gouvernement national et ses différentes délégations locales.

La gestion des déchets a pourtant pu être appréhendée dans ce cadre comme un service public parmi d'autres, tels que l'éclairage, l'entretien de la voirie ou l'accès aux soins de santé. Je propose de reconsidérer ici la gestion des substances, matériaux et objets « déchus », certes comme un enjeu du politique, au même titre que la plupart des services publics municipaux, mais aussi comme un « objet » particulier du et de pouvoir, à l'aune des conceptions et des pratiques de manipulation des déchets des citoyens comme des acteurs politiques de Garoua et Maroua, villes secondaire du nord du Cameroun. Les rapports particuliers entretenus avec les déchets dans ce contexte, leurs accumulations (tas d'ordures), ou depuis plus récemment leurs dispositifs techniques de collecte (poubelles, bennes), révèlent en effet une « gouvernementalité » spécifique, à l'œuvre à la fois dans les « techniques de soi » exercées par les individus pour se gouverner eux-mêmes et dominer les autres, et dans les discours et les pratiques de gouvernement des élites locales. C'est cette « gouvernementalité » particulière de l'ordure qui sera auscultée ici, à l'aide de la « boîte à outils » méthodologique et théorique de la « subjectivation » des individus par leur culture matérielle, définie par J.P. Warnier à partir des travaux de M. Foucault.

Emilie Guitard

Doctorante en Anthropologie

Université Paris Ouest La Défense/LESC

Associée au CEMAF et à l'IRD

Sous la direction de M. Houseman (EPHE/LESC) et
de C. Seignobos (IRD/Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

Mots clés : Immigration, Commerçants Chinois, Alger, Intégration

L'Afrique attire l'attention des différentes disciplines de la recherche. Les sociologues s'intéressent au phénomène migratoire du continent Africain vers l'Europe et aux problèmes d'intégration des immigrés et de leurs enfants. La circulation des Africains du Sud vers le Nord remonte à la Grande Guerre. Après la 2^{ème} Guerre Mondiale, une migration économique est entamée. Le ralentissement économique de l'Europe a conduit à l'intensification de la surveillance des frontières et au durcissement des lois de séjour. Une récente migration est née dans l'autre sens (Nord-Sud). Des cohortes d'étrangers viennent en Afrique pour investir, construire (bâtiments, autoroutes, stades, etc.) et lancer des activités commerciales. Nous nous sommes intéressés à la présence particulière des petits commerçants Chinois à Alger, un sujet peu traité au niveau académique.

La Chine et l'Algérie entretiennent des relations remontant à la Conférence de *Bandung* (1955). Ces relations n'ont cessé depuis de s'affirmer à travers les visites diplomatiques et les multiples accords bilatéraux. Les géants de la construction Chinoises raflent de gros marchés en Algérie, comme la réalisation de l'autoroute Algérienne Est-Ouest reliant la frontière Tunisienne à la frontière Marocaine, un projet qui a nécessité des milliers de travailleurs Chinois. Ce phénomène de migration économique a alors drainé dans son sillage un nombre appréciable de commerçants Chinois venus investir dans le commerce, à la conquête de cette terre quasi-vierge de toute concurrence notoire. Cet investissement des commerçants Chinois en Algérie nous pousse à poser la question : *cela peut-il se traduire par une implantation durable et donc d'une volonté de rester ? Ou au contraire, l'Algérie est-elle juste un pays de transit pour un certain moment ?*

Après avoir effectué une enquête sur le terrain auprès des commerçants Chinois établis à Alger et certains établissements publics, puis procédé à des entretiens semi-directifs et à l'observation non participante, nous avons pu dégager certains éléments de réponse. Les commerçants Chinois proviennent pour la plupart du Sud de la Chine. Selon le Centre National des Registres de Commerce d'Alger, 729 commerçants Chinois étaient inscrits au registre du commerce fin 2009, la Capitale concentre 614 commerçants dont les magasins proposent des produits variés destinés à toutes les tranches de la société. Le *made in China* semble avoir un succès auprès de la population locale, les prix alléchants font le bonheur des petites bourses. Les Chinois sont parvenus à se faire une petite place au sein de la société Algérienne. Une harmonie semble opérer entre ces deux cultures (apprentissage de l'arabe, mariages mixtes, conversion à l'Islam). L'émancipation du planning familial favorise l'implantation durable des familles Chinoises. Les Algériens commencent à étudier la langue Chinoise. Des activités culturelles (concours d'écriture, implantation d'arbres, etc.) sont organisées par l'ambassade de Chine et l'association d'amitié Algérie-Chine pour renforcer la compréhension mutuelle entre les deux peuples. Notons que les vagues d'immigration Chinoise vers les Etats Unis d'Amérique (moitié du 19^{ème} siècle) et vers Algérie (fin 1990) sont deux schémas migratoires quasi-similaires à bien des égards (reconstruction post-guerre civile, réalisation d'ouvrages d'art reliant les frontières Est-Ouest, installation des petits commerçants, émergence des Chinatowns).

En résumé, ce phénomène d'implantation des Chinois en Algérie montre une volonté d'intégration et un désir de rester durablement. Ceci est expliqué par la pugnacité de ces commerçants.

Rencontre Nationale de jeunes chercheurEs en études africaines 11 & 12 Janvier 2013

Clothilde Hugon (LAM / IEP de Bordeaux)

Axe 1 : Modes d'appartenance africains à la globalisation

« La modernisation des *daaras* » au Sénégal : analyse d'une réforme spécifique autour de l'enseignement arabo-islamique

L'espace dans lequel s'inscrivent les réformes éducatives aujourd'hui est globalisé. Les conférences internationales de Jomtien (1990) et de Dakar (2000), avec la mise en œuvre de programmes d'Education Pour Tous (EPT), ont principalement porté sur le renforcement de l'accès à l'éducation pour les populations dans un souci de garantie de la qualité des services délivrés. Si la diversité de l'offre éducative n'est pas nouvelle en Afrique, dans le contexte de l'EPT et du développement des modèles et instruments éducatifs standardisés, cette problématique soulève des questions sur les limites d'une politique éducative globalisée et sur ses conséquences en termes de stratégies de scolarisation, de différenciation et de stratification sociale. En effet, à côté de l'école « officielle » ou « classique » se maintiennent et se transforment d'anciens modes de transmission des savoirs ou se créent de nouvelles écoles qui échappent au contrôle étatique.

Les écoles coraniques ou communément appelés *daaras* au Sénégal ont évolué en dehors des ces cadres éducatifs officiels et continuent aujourd'hui de constituer une réponse explicite aux déficits de l'offre scolaire éducative formelle de l'Etat. Ainsi, les autorités ont tenté, dans le cadre d'un programme global, depuis l'alternance politique avec A. Wade, d'amener l'éducation religieuse « informelle », « parallèle », « alternative » dans le giron du système étatique formel. Cette réforme de l'éducation, représente une ouverture juridique qui permet à l'Etat de créer un cadre institutionnel et d'encadrer l'éducation islamique. Cette analyse permettra donc d'interroger les modèles alternatifs d'éducation, en analysant plus particulièrement l'enseignement traditionnel coranique, à la fois dans son rapport au modèle dominant véhiculé par les systèmes nationaux et internationaux, mais aussi du point de vue de son insertion dans le réseau social, religieux et politique national. Cette recherche se déclinera donc sous trois formes : dans un premier temps, nous analyserons la production et le changement de l'action dans le cadre du programme de « modernisation » des *daaras* au Sénégal, c'est-à-dire d'étudier l'activité réformatrice des acteurs dans ce secteur, mais également de mettre en évidence les différents acteurs et leurs interactions au sein de l'arène politique. Dans un second temps, il sera intéressant dans une configuration d'offre et de demande scolaire, de spécifier la demande sociale en faveur de cet enseignement islamique et plus spécifiquement en faveur de ces *daaras*. Enfin, nous verrons comment les écoles coraniques se situent dans l'offre globale depuis les programmes internationaux d'Education Pour Tous.

Sur le plan méthodologique, un premier terrain de trois mois permettra de faire une étude ethnographique de l'enseignement coranique en zone urbaine (Dakar) et rurale (région de Thiès et de Pire). D'autre part, un certain nombre d'acteurs seront identifiés et les différentes sphères dans lesquelles ils interagissent analysées (sphère politique, scientifique, religieuse, sociale, militante, etc).

Politiques du patrimoine et patrimonialisations politiques au Kenya

Le "musée-mausolée", nouvel enjeu d'une reconfiguration de l'espace mémoriel kenyan

Assez largement initiés en Afrique de l'Ouest¹, les musées africains sont bien souvent perçus comme des vestiges sans grand intérêt de la période coloniale. Véritables "puzzles socio-culturels"² trop longtemps restés en marge des études menées en science politique, ces institutions participent pourtant à la consécration du patrimoine culturel matériel et immatériel africain en tant qu'enjeu identitaire et politique. Au Kenya, l'écart entre "musée" et "mausolée" s'amenuise au fur et à mesure que la mise en scène, imposée par des directives officielles, d'une mémoire collective passée, présente et future³ se complexifie. Présentant de concert une muséographie communautaire et une galerie en l'honneur de héros nationaux – hommes politiques, chefs, sorciers, guerriers – les musées-mausolées kenyans s'affirment aujourd'hui comme un savant métissage entre histoire(s) locale(s) et histoire nationale. La multiplication des acteurs du champ mémoriel participe de cette confusion, les actions menées par les ONG (*Trust for African Rock Art – TARA* ou *The 50 Treasures of Kenya*), les administrations gouvernementales (*Ministry of National Heritage and Culture*, créé en 2008 et l'institution patrimoniale kenyane, les National Museums of Kenya⁴) et autres organismes de coopération (Ambassades, etc.) modifiant sensiblement la mission traditionnelle de l'institution muséale.

Ma présentation visera à comprendre ces espaces comme des institutions ambivalentes en ce que ces musées-mausolées constituent des constructions formelles possédant une portée stratégique évidente, agissant dans le même temps comme de puissants vecteurs identitaires. Dans un premier temps, je m'attacherai à analyser et à comprendre ces édifices en tant que lieux sociaux intimement liés à la question identitaire et au processus d'écriture de la mémoire, participant d'une importante reconfiguration de l'espace mémoriel kenyan. Dans un deuxième temps, il sera aussi pertinent d'appréhender ces nouveaux « lieux de mémoire » comme des outils gouvernementaux ayant pour vocation d'agir sur les représentations collectives, des enjeux politiques transparaissant au sein de leur muséographie ainsi que dans le discours des acteurs leur étant officiellement associés. En cela, le processus de « patrimonialisation », envisagé par le gouvernement kenyan comme nécessaire à l'avènement d'un sentiment d'appartenance durable à la Nation sera ici envisagé dans sa dimension cognitive⁵.

Enfin, cette présentation visera aussi à questionner la dimension stratégique des nouvelles politiques patrimoniales mises en place dans un pays aux prises avec un récit national

¹ Notamment les "banques culturelles" du Mali : voir à ce sujet *Afrique : musées et patrimoines, pour quels publics ?* Textes réunis par Anne-Marie Bouttiaux, éd. Karthala, Paris, 2007.

² Neino Chaibou, ancien directeur du Patrimoine et des Musées du Niger, "Le musée National du Niger : un exemple symbiotique entre la culture et l'environnement", *Le patrimoine culturel africain*, éd. Maisonneuve&Larose, Laval, 2001, p. 41.

³ "Du patrimoine local ou des identités nationales et régionales, tout est "mémoire", c'est à dire "présent du passé", Marie Claire Lavabre, "Usages et mésusages de la notion de mémoire", in *Critique Internationale* n°7, 2000, pp. 18-57, introduction.

⁴ Le *National Museums of Kenya* est un organisme d'État institué en 2006 par une loi parlementaire. Le NMK, autorité patrimoniale kényane, se présente comme une institution à vocation multi-disciplinaire dont le rôle serait de collecter, préserver, étudier, documenter et donner de la visibilité au patrimoine moderne comme ancien, culturel et naturel, kényan. Son objectif est d'utiliser ce patrimoine dans une perspective durable pour le bénéfice de l'ensemble des communautés de la nation kényane et pour la communauté internationale. Source : site officiel des NMK.

⁵ Je me baserai ici sur l'étude de Jean Davallon, *Le don du patrimoine - Une approche communicationnelle de la patrimonialisation*, Hermès Science Publications, 2006, 222 p. qui conçoit la patrimonialisation non seulement comme un processus de "mise en patrimoine" par identification mais comme un processus humain et sensible d'interrelation entre le public et les objets en représentation.

commémoratif longtemps absent et aujourd'hui omniprésent. Témoins des enjeux de mémoire passés et présents d'une identité particulière mais aussi d'un pays en quête de cohésion nationale, ces musées-mausolées mettent en effet en lumière les problématiques du Kenya à la veille de l'anniversaire du cinquantenaire de son indépendance (1963-2013) et donnent à voir de manière concrète un certain nombre de difficultés auxquelles le gouvernement de *Grand Coalition* tente de faire face afin de mettre un terme aux tensions ayant mené aux violences post-électorales de 2007-2008, leur muséographie permettant bien souvent d'identifier des éléments qui semblent au premier abord au centre de l'identité collective mais ne sont bien souvent que des icônes, (ré)inventées et mobilisées lors de moments politiques bien précis.

PROPOSITION DE COMMUNICATION
RENCONTRE NATIONALE DES JEUNES CHERCHEURS
EN ETUDES AFRICAINES

Titre temporaire : Les entrepreneurs du Burkina Faso face à l'arrivée des motos chinoises

Boulevard Charles de Gaulle, Ouagadougou, il est 18h. C'est la « descente »¹. Les Ouagalais quittent le centre et se dispersent pour la nuit dans les innombrables quartiers périphériques de la capitale burkinabé. L'air est étouffant, les motos vrombissent. Des colonnes entières de centaines de ces engins à deux roues défilent dans la tiédeur de la fin de journée. A Ouagadougou, la moto fait partie du paysage ; à la fois sur les routes, sur les affiches ou dans les nombreuses boutiques qui ornent le bord des voies. Avec près de 110'000 motos vendues par an², ce secteur est en plein essor. Or, depuis une dizaine d'années, la majorité de ces engins viennent de Chine.

Malgré l'émergence d'une vaste littérature sur la question de la Chine-Afrique, rares sont encore les contributions traitant de l'arrivée des produits chinois sur le continent africain. Quelques textes, s'inscrivant dans une démarche internationaliste, relèvent ainsi l'effet dévastateur de la concurrence du « *made in china* » sur le tissu industriel de certaines économies africaines³. En parallèle de ces recherches, une réorientation récente du champ vers des approches plus socio-anthropologiques délivre, quant à elle, le discours d'Africains fustigeant la faible qualité de ces biens, dont l'arrivée est constamment mise en relation avec celle des petits commerçants chinois venus

¹ Terme burkinabé signifiant la fin de la journée de travail.

² Ce chiffre ne représente que les véhicules immatriculés auprès du Direction Générale des Transports Terrestres et Maritimes de Ouagadougou (DGTMM) entre 2008 et 2009. Intégration faite des deux roues échappant à la législation, ce chiffre pourrait être doublé.

³ Brautigam, D., 2007. " Flying Geese " or " Hidden Dragon " ? Chinese Business and African Industrial Development. *Draft chapter, prepared for The Politics of Contemporary China-Africa Relations*, (March). Giovannetti, G. & Sanfilippo, M., 2009. Do Chinese Exports Crowd-out African Goods ? An Econometric Analysis by Country and Sector. *The European Journal of Development Research*, 21(4), p. 506. Akinrinade, S. & Ogen, O., 2009. Globalization and De-Industrialization: South-South Neo-Liberalism and the Collapse of the Nigerian Textile Industry. *The Global South*, 2(2), p. 169. Nguyen, E., 2009. *Les relations Chine-Afrique : L'empire du milieu à la conquête du continent noir*. Studyrama, Levallois-Perret, p. 44. Richer, P., 2008. *L'offensive chinoise en Afrique*. Khartala, Paris, p. 90. Lafargue, F., 2005. La Chine, une puissance africaine. *Perspectives chinoises*, 90(90), p. 4. Yong, H., 2010. Does China's Trade Expansion Help African Development?-A South-South Trade Model Approach. *Working Papers*, (December). Gebre-Egziabher, T., 2006. The Developmental Impact of China and India on Ethiopia with Emphasis on Small Scale Footwear Producers. *Development Policy Research Unit, Johannesburg, South Africa (October 18-20, 2006)*, (October).

s'implanter dans les rues des capitales, telles que Ouagadougou⁴. Ces études peinent, à notre sens, à cerner l'importance du bouleversement engendré par l'arrivée des produits chinois en Afrique, dont l'exemple présenté plus haut est une illustration.

S'appuyant sur les thèses de la « mondialisation par le bas »⁵, l'orientation nouvelle du champ des relations Chine-Afrique vers l'étude de la migration africaine en Chine pallie en partie cet état de fait. L'intérêt porté par ces études sur les communautés commerçantes transnationales souligne la place centrale de l'acteur africain dans ce phénomène de mondialisation⁶, l'arrivée des produits chinois étant le fait d'une réorientation des filières d'approvisionnement africaines sous l'impulsion d'une multitude d'entrepreneur-migrants. Nous proposons donc, pour ce travail, de poursuivre la réflexion déjà engagée dans ces textes, mais de quitter le terrain chinois, afin d'analyser les conséquences structurelles plus régionales de l'arrivée des produits chinois sur l'entrepreneuriat.

Pour ce faire, nous comptons nous appuyer sur l'étude du cas des motos chinoises au Burkina Faso⁷. Au delà de son historicité en tant que fleuron de l'industrie nationale, ce secteur cristallise à lui seul les nombreuses dimensions des bouleversements entraînés par les produits chinois. Cette présentation nous permettra de soutenir l'idée selon laquelle l'arrivée des motos chinoises au Burkina Faso, du fait des nouvelles opportunités commerciales qu'elle entraîne, permet une multiplication des commerçants actifs dans l'importation et la revente, accompagnée par une diversification des trajectoires d'accumulation burkinabé, sans pour autant, cependant,

⁴ Kernen, A. & Vulliet, B., 2008. Petits commerçants et entrepreneurs chinois au Mali et au Sénégal. *Afrique contemporaine*, 228(4), pp.69-94. Bourdarias, F., 2009. Migrants chinois au Mali : une pluralité de mondes sociaux. *Revue européenne des migrations internationales*, 25(1), pp.7-24. Bourdarias, F., 2010. Redéfinitions de l'État-nation et des territoires au Mali en temps de crise : Migrants chinois et populations locales. *palabres-mali.ird.fr*, pp.1-24. Bourdarias, F., 2011. Entre la Chine et l'Afrique de l'Ouest: les reconfigurations des réseaux commerciaux maliens et Chinois. p. 7. Dobler, G., 2005. South-South business relations in practice: Chinese merchants in Oshikango, Namibia. *Draft Version*, (September). Haugen, H.Ø. & Carling, J., 2005. On the edge of the Chinese diaspora: The surge of baihuo business in an African city. *Ethnic and Racial Studies*, 28(4), pp.639-662. Haugen, Heidi Østbø, 2011. Chinese Exports to Africa: Competition, Complementarity and Cooperation between Micro-Level Actors. *Forum for Development Studies*, 38(2), pp.157-176. Jung Park, Y., 2010. Chinese migration in Africa. *China in Africa Project (SAIIA)*, (24), pp.1-20. Jung Park, Y. & Ying Chen, A., 2009. Recent Chinese migrants in small towns of post-apartheid South Africa. *Revue européenne des migrations internationales*, 25(1), pp.25-44. Ma-Mung, E., 2009. Le prolétaire, le commerçant et la diaspora. *Revue européenne des migrations internationales*, 25(1), pp.97-118. Ma-Mung, E., 2008. Chinese migration and China's foreign policy in Africa. *Journal of Chinese Overseas*, 4(1), pp.91-109.

⁵ Portes, M.A., 1999. La mondialisation par le bas. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 129. Tarrus, A., 2002. *La mondialisation par le bas : Les nouveaux nomades des économies souterraines*. Balland, Paris, pp. 156-157. Peraldi, M., 2002. *La fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*. Maisonneuve te Larose, Paris, pp. 8-9.

⁶ Marchal, R., 2007. Hôtel Bangkok-Sahara. *Voyages du développement: émigration, commerce, exil*, Karthala, Paris, pp.183-215, Bertoncetto, B. et Bredeloup, S., 2009. Chine-Afrique ou la valse des entrepreneurs-migrants. *Revue européenne des migrations internationales*, 25(1), pp.45-70. Bertoncetto, B., Bredeloup, S. & Pliez, O., 2009. Hong Kong, Guangzhou, Yiwu: de nouveaux comptoirs africains en Chine. *Critique internationale*, 3(3), pp.105-121, Haugen, H.Ø., 2012. Nigerians in China: A Second State of Immobility. *International Migration*, pp. 1-16, Le Bail, H., 2009. Les grandes villes chinoises comme espace d'immigration internationale: le cas des entrepreneurs africains. *Asie Vision*, 19(Août), pp.1-26, Pliez, O., 2010. Toutes les Routes de la Soie mènent à Yiwu (Chine) : Entrepreneurs et Migrants Musulmans dans un Comptoir Economique Chinois. *L'espace géographique*, 39(2), pp.132-145, Prin, E., 2011. Les commerçants nigériens des portes au cœur de la Chine. *Outre-Terre*, 30(4), pp.419-430.

⁷ Cette étude de cas est documentée sur la base de plusieurs récoltes de terrain effectuées entre 2010 et 2012, et totalisant une période d'une dizaine de mois.

provoquer une reconfiguration notable des logiques de gestion de la rente liée à l'extraversion⁸.

⁸ Bayart, J.-F., 1999. L'Afrique dans le monde: Une histoire d'extraversion. *Critique internationale*, 5(1), pp.97-120.

Proposition de communication

Qualifier en politique en Afrique *L'exemple du VIH/sida à partir du territoire camerounais*

Quelle est la frontière entre le public et le politique en Afrique ? Un problème public est-il nécessairement un problème politique ? Qu'est-ce qui donne à un problème public une dimension politique ? Existe-t-il une spécificité africaine dans la qualification, et la définition des problèmes publics ? Cette étude part du constat de l'absence de leadership et de mobilisations de portée politique (à ne pas confondre avec les mobilisations sociales), et de l'absence de contestation publique à l'égard des politiques nationales de lutte contre le VIH/sida au Cameroun. Compte tenu de la gravité de ses conséquences, des moyens mis en œuvre pour l'éliminer et des décisions prises par l'Etat, l'épidémie du VIH/sida est incontestablement un objet d'une intervention publique, objet de décisions politiques. La dimension proprement politique de cet objet nous semble importante à étudier, dans la mesure où il ne présente aucune caractéristique d'un problème politique (débats politiques, controverses, mobilisations militantes susceptible de mettre en cause le pouvoir etc...). Tous les problèmes publics ne connaissent pas un destin politique. Qu'est-ce qui dans le contexte camerounais est susceptible de donner une dimension politique à un problème ? La même question peut-être posée dans le sens inverse, qu'est-ce qui peut empêcher un problème public d'avoir une dimension politique.

Un examen attentif des acteurs de lutte contre le VIH/sida dans cinq des dix régions du Cameroun, de leurs caractéristiques, de leurs registres d'action et de leurs formes d'engagement a permis de faire ressortir le caractère non polémique (et donc non politique?) de l'épidémie. Qu'il s'agissent des autorités politiques (Gouverneurs des régions, maires, leaders politiques) ou des organisations de la société civile, nous n'avons noté aucun discours contestataire à l'égard de la politique nationale, même dans les communes dirigées par l'opposition. En dehors de quelques propositions sur ce que l'Etat devrait faire, de faibles revendications formelles sont formulées. Les uns et les autres se contentent d'accompagner les activités organisées par le pouvoir central, malgré les spécificités de leur zone géographique. Les organisations de la société civile impliquées dans la lutte n'ont pas de rôle militant, répondent présentes lorsqu'elles sont sollicitées et agissent plus ou moins de façon autonome en fonction des fonds qu'elles réussissent à obtenir.

Nous avons pu identifier quelques facteurs permettant d'expliquer la difficulté à qualifier l'épidémie du VIH/sida d'enjeu politique : premièrement, la dépolitisation (le bâillonnement?) de l'ensemble de l'espace public. L'essor de la société civile contraste avec l'absence de contestation politique sérieuse. L'absence de contestation politique n'implique cependant pas l'existence d'un consensus et ne paraît pas suffisant pour dénier à l'épidémie du VIH sa dimension politique. Deuxièmement, le contexte social. Malgré les connaissances sur l'épidémie du VIH/sida, la crainte de la stigmatisation et de la discrimination empêche les associations de gagner en visibilité. Par ailleurs, dans l'échelle des besoins quotidiens des populations, le VIH/sida est une préoccupation mineure. Le VIH serait ainsi l'affaire de l'Etat et non l'affaire de tout le monde. Troisièmement, l'argument économique. Les acteurs politiques locaux et les leaders d'opinion laissent faire l'Etat parce qu'ils y tirent leurs moyens de subsistance et qu'ils n'ont pas les moyens d'agir de façon autonome.

Cette étude invite à qualifier un enjeu de politique non pas à partir d'une catégorie spécialisée d'acteurs (acteurs étatiques), mais à partir des systèmes d'acteurs, des modes d'organisation et d'action, des discours et des arènes institutionnelles dans lesquels il est inscrit et prend forme.

Mots-clés : *Politique-VIH/sida-problème public-arène politique-société civile-Cameroun*

LABONIA, Mónica.

Doctorante en Anthropologie.

Université François Rabelais Tours. UMR CITERES Centre Interdisciplinaire Cités, Territoires, Environnement et Sociétés.

De la frontière politique à la frontière symbolique du royaume: le cas de la royauté *joola-ajamaat*.

Dans cette communication nous analysons la construction historique des liens entre les différents villages *ajamaat*. En effet, au temps du commerce colonial, le climat d'insécurité permanent régnait entre la Casamance et la Guinée portugaise (Sane, 2001). Néanmoins, la délimitation des frontières physiques en 1902 n'a pas eu d'impact significatif sur les populations locales qui menaient des activités le long de la frontière. De nos jours, les pratiques, comme la cueillette de vin de palme ou le ramassage de paille, se réalisent autant dans le territoire sénégalais que guinéen. À ces activités économiques se superposent des pratiques religieuses partagées par les villages *ajamaat* placés sous l'égide de la royauté de Kerouhey.

En premier lieu, nous explorons la nature dynamique de notre objet d'étude, le royaume *joola-ajamaat* de Kerouhey. Étalé sur les frontières administratives sénégalaises et guinéennes, le royaume exige d'un côté un travail sur terrain ancré dans un contexte régional, d'effacement des limites géographiques et de l'autre côté, une réflexion multidisciplinaire issue de la cartographie, la géographie, la philosophie et l'anthropologie. En effet, nous présenterons l'aspect méthodologique de notre recherche à savoir ce mouvement de va et vient par lequel la royauté *ajamaat* est abordée à partir d'un village sénégalais, Youtou. Le choix de ce village dérive du fait que nous avons constaté des transformations au sein de son organisation politique – religieuse suite au conflit casamançais.

En deuxième lieu, nous étudions les conflits internes *ajamaat* actuels (fonciers et en ce qui concerne les ressources) qui s'insèrent parallèlement dans le contexte régional du conflit armé casamançais.

En troisième lieu, nous démontrons que les liens entre les villages *ajamaat* nous renvoient à l'existence d'une organisation d'indépendance et de dépendance villageoise. En effet, c'est l'institution royale de Kerouhey qui intervient comme médiatrice lors des conflits transfrontaliers, comme il en est question pour le cas de Youtou - Bujin.

Les questions suscitées par nos objets d'étude nous ont emmenés à dévoiler les constructions mémorielles sur ces territoires faites par les acteurs où la notion de frontière est toujours mouvante. De même, cela nous a incité à réfléchir sur le phénomène actuel de l'incidence de la politique traditionnelle dans les conflits africains en prônant une démarche de rapprochement entre les sciences humaines et sociales.

Rencontres nationales des jeunes chercheurEs en études africaines

11 et 12 janvier 2013 – Paris

Olivia Legrip-Randriambelo
Doctorante contractuelle en anthropologie
Université Lumière Lyon2/CREA

Le *fifohazana* : un mouvement de réveil protestant malgache transnational

L'apparition d'un mouvement de réveil protestant, né de la présence missionnaire norvégienne, dans une zone rurale de Madagascar, marque une volonté de *malgachiser* le message universaliste de la chrétienté. À partir de ce postulat de départ et suivant une démarche anthropologique, cette communication vise à démontrer dans quel contexte historique la création d'un mouvement localisé est rendue possible au regard d'une Église luthérienne mondialisée. Les conditions ont été réunies pour que le *fifohazana* soit créé en 1894 dans le village de Soatananà en région Betsileo, au sud des Hautes Terres centrales de Madagascar, par un ancien devin-guérisseur du culte des ancêtres. L'appartenance aux référents culturels betsileo est le fondement du mouvement, ces marqueurs religieux et identitaires issus de la religiosité locale sont injectés aux pratiques protestantes. La puissance sociale d'un guérisseur issu d'une famille réputée de spécialistes du magico-religieux a été, pour la mission luthérienne, l'apogée d'une période vouée à la conversion, dont le point d'orgue sera la création du mouvement de réveil.

Suite à une longue maladie le laissant pour mort, le fondateur du mouvement a reçu un appel divin et a rejeté le culte des ancêtres pour se consacrer à Jésus Christ. Son apport majeur a été de placer les soins au centre des services de la communauté, ce que ne proposaient pas les missionnaires. Il a instauré deux ministères : celui des *iraka*, des missionnaires errants en charge de l'évangélisation, modèles des valeurs du *fifohazana*, et celui des *mpiandry* (littéralement : bergers), fondé sur la base d'un verset extrait des psaumes (23, 1) parlant de « Dieu bon berger de ses moutons ». Les membres de ces deux ministères portent, entre autres, des récits de guérison par la prière. Les *mpiandry* sont des exorcistes qui soignent par la prière, la chasse des démons et l'imposition des mains.

Le récit de vie du fondateur est relaté dans des ouvrages produits par le mouvement et est devenu un modèle idéaltypique pour les exorcistes du *fifohazana* lorsqu'ils évoquent leur propre appel divin. Aujourd'hui, le village de Soatananà est un haut lieu du protestantisme malgache, où se pratique chaque 17 septembre (date la fête annuelle du mouvement) l'ordination d'une centaine de nouveaux exorcistes.

Le mouvement du *fifohazana* demeure incontestablement « très malgache » dans l'utilisation de chants betsileo (les *zafindraony*), dans les manipulations physiques identiques à celles des devins-guérisseurs, mais aussi dans l'acceptation des entités divines invisibles qui peuplent le monde social dont le discours est réceptionné par le *fifohazana* (ce qui marque une différence majeure avec les pentecôtismes desquels il pourrait être rapproché). Cette reconnaissance des esprits permet de les catégoriser comme néfastes pour les Hommes.

Nous aborderons également la dimension transnationale du mouvement puisque les Églises Protestantes Malgaches à l'Étranger (celle de Lyon sera notre exemple ethnographique) proposent régulièrement des exorcismes du *fifohazana*.

Ce phénomène est un processus adaptatif du religieux, qui par des appropriations du modèle protestant aux normes betsileo, a permis l'apparition d'une dynamique imposant une spécificité du religieux malgache au sein de l'Église protestante globalisée.

Les modèles alimentaires théâtre d'innovations : déterminants locaux et globaux à Dakar

Julie Leport, sociologie, UMR CNRS 5044, CERTOP-TAS, Université de Toulouse II – Le Mirail, doctorat sous la direction de Jean-Pierre Poulain, professeur des universités.

L'augmentation continue de la population mondiale ainsi que les difficultés rencontrées notamment en 2008 lors de la crise des prix des produits alimentaires sur le marché mondial remettent à l'ordre du jour la question « Comment nourrir l'Humanité ? ». La planète Terre a-t-elle des capacités de production alimentaire suffisantes pour satisfaire les besoins de l'ensemble de ses habitants ? La tension est forte entre les ressources naturelles, épuisables, et la demande toujours croissante des populations à nourrir. Dans ce contexte, l'objectif de cette recherche doctorale est de comprendre les dynamiques des modèles alimentaires lorsque vient à manquer un produit central du régime alimentaire d'une population.

Dakar, ville densément peuplée, constitue un terrain d'étude privilégié de cette problématique du fait de la raréfaction d'un produit central de la consommation sénégalaise : le poisson. La surexploitation des ressources piscicoles encouragée par les politiques d'exportation et de gestion des eaux d'une part et les nouvelles problématiques posées par le changement climatique d'autre part provoquent une tension sur l'accessibilité (disponibilité et prix) de cet aliment. Cette raréfaction du poisson se traduit par des modifications des pratiques alimentaires des consommateurs sénégalais.

En situation de changement, les populations s'adaptent et créent des inventions dont certaines deviendront des innovations. « Toute greffe de techniques, de savoirs ou de modes d'organisation inédits (en général sous forme d'adaptations locales à partir d'emprunts ou d'importations) sur des techniques, savoirs et modes d'organisation en place » est considérée comme une innovation par Olivier de Sardan (1995, p.78). Alter (cité par Boutillier, 2002, p.247) ajoute une nuance à cette définition en précisant que pour devenir « innovation », une invention doit être diffusée et adoptée par les acteurs.

Une innovation est la résultante d'une combinaison de plusieurs influences. Localement, les difficultés connues par la filière de la pêche, les « contraintes » biologiques et culturelles et le contexte politique influencent l'évolution des modèles alimentaires. Au delà de cette échelle locale, la situation économique mondiale, l'augmentation de la pauvreté et la raréfaction des ressources naturelles constituent des paramètres globaux qui jouent un rôle important sur les modèles alimentaires locaux.

L'objet de cette communication sera donc, à partir du contexte dakarais, d'avoir une réflexion autour du concept d'innovation en caractérisant les innovations que la raréfaction du poisson sur le marché local engendre. Par ailleurs, il s'agira d'en saisir les déterminants sociaux, aussi bien locaux que globaux, qui peuvent avoir un rôle sur l'apparition et le maintien de ces innovations.

Bibliographie :

BOUTILLIER Sophie, « Norbert Alter : L'innovation ordinaire » In De Boeck Universités, « A propos ... » *Innovations*, 2002/2, n°16, 2002, p.247-257.

FISCHLER Claude, *L'omnivore*, Paris, Editions Odile Jacob, 1990.

OLIVIER de SARDAN Jean-Pierre, *Anthropologie et développement*, Apad – Karthala, Paris, 1995.

POULAIN Jean-Pierre., *Sociologies de l'alimentation*, Paris, PUF, 2002(b).

Lévêque Cédric
Doctorant en Anthropologie sociale et ethnographie
Université de Bordeaux Segalen
cedric.leveque1984@aliceadsl.fr

Proposition de présentation pour la Rencontre nationale des jeunes chercheurs en études africaines.

Axe 1 : Modes d'appartenance africains à la Globalisation

« La lutte contre le paludisme face à l'épreuve du conflit Casamançais. D'une politique nationale aux enjeux locaux de son implantation. »

Thèse dirigée par Frédéric Le Marcis

L'objectif principal de mon travail consiste en une étude anthropologique du paludisme permettant de penser ensemble expériences concrètes de soin et représentations locales des politiques de prévention. Ainsi pour saisir les enjeux comme les contraintes que rencontrent la prévention et la lutte contre le paludisme en Casamance (Sénégal), je propose d'articuler une étude des relations concrètes de soin à celle de leur organisation. Je propose également d'étudier dans la zone d'enquête (village d'Elinkine) l'organisation des soins et de la prévention, d'interroger l'implication du politique dans la lutte, et d'appréhender la façon dont les populations perçoivent cette implication. De ce fait il sera possible de montrer comment une question de santé est aussi un enjeu politique. L'intérêt étant de comprendre comment s'articulent représentations populaires du paludisme, système de santé publique, État et organisations internationales (OMS et ONG), en saisissant les représentations et les pratiques relatives à l'offre de soin biomédicale et à la prévention du paludisme, pour analyser la manière dont se réalise la lutte contre le paludisme dans un contexte particulier de conflit civil.

L'intérêt étant de découvrir d'éventuelles traces de ce conflit (conflit qu'il conviendra de décrire, à la fois dans sa réalisation sur le terrain, ses effets concrets sur les populations et le service public de santé, mais aussi dans l'imaginaire qu'il produit, ses effets subjectifs sur les populations, sur le discours qu'il produit) dans les pratiques des individus face à la maladie, dans leurs préférences et leurs choix d'itinéraires thérapeutiques.

Ainsi, en articulant l'analyse des itinéraires thérapeutique à l'impact de l'histoire et de la politique sur ceux-ci, mon travail a pour vocation d'appréhender la manière dont sont pensés, par les populations, les acteurs de santé publique, pourvoyeurs de soins, relais locaux des directives

sanitaires de l'OMS, du Ministère de la santé sénégalais et des PNL. Eux-mêmes, mobilisent-ils santé et soin comme des témoignages de l'engagement de l'État en Casamance ? A travers ces questions, nous aborderons enfin les questions de citoyenneté, d'autochtonie casamançaise et d'allochtonie. Quels individus bénéficient de quelles légitimités pour bénéficier des services de santé publique, dans quelle mesure ? En quoi l'accès au soin est-il fonction de critères économiques, sociaux, identitaires qui le contraignent ? Quel type d'inégalités dans l'accès aux soins du paludisme observe-t-on ?

Au travers l'étude de la gestion de la maladie, tant du point de vue profane que du point de vue biomédical, nous chercherons à savoir si l'accès aux services de santé est différent entre les différentes populations présentes sur le terrain et si ces différences dans l'accès au soin renvoient à des identités et des légitimités sociales en lien avec l'histoire politique de la Casamance. Nous appréhenderons de plus comment cet ensemble de populations interagit avec l'État et ses différents acteurs locaux. A travers le prisme du politique et de la situation particulière en Casamance, il s'agira d'étudier la réalisation de la lutte contre le paludisme dans sa réalité actuelle et contextuelle, et ce à l'échelle microscopique, au ras du sol et à travers l'expérience des populations.

Rencontre nationale des jeunes chercheur-e-s en études africaines
11 et 12 janvier 2013 - Paris

Proposition de Communication
Axe 2 : Etat, économie et société

Mutations sociales en contexte de « post-conflit » - pistes de recherche sur la (re)structuration des classes sociales en Angola dans l'après-guerre : penser les classes moyennes¹ à Luanda

Juliana Lima
Université Paris 1 - CESSP-CRPS/CEMAF

Depuis l'époque coloniale, la caractérisation des classes sociales en Angola est étroitement liée à l'accès au pouvoir et, par conséquent, aux réseaux d'influence développés en lien avec l'élite politique. La paix inaugure de nouvelles logiques sociales, dans une conjoncture fluide où les rapports sociaux, les relations de travail, la professionnalisation, l'accès aux biens et services publics est en train de se (re)définir.

Ce contexte ouvre de nouvelles perspectives de mobilité sociale. La cessation des hostilités permet la circulation des biens et personnes, stimule le retour d'exilés et favorise la socialisation en dehors du cadre familial. Le boom économique et la reconstruction du pays favorisent les investissements locaux et étrangers, et par conséquent, l'installation d'un nombre important d'expatriés sur le territoire angolais. Dans le même temps, le marché du travail absorbe de plus en plus la main d'œuvre locale, qui cherche à se professionnaliser rapidement. L'accès à l'information (par l'éducation formelle, mais également par les médias) permet aux Luandais de se positionner par rapport à l'étranger, mais également par rapport à leurs confrères habitant le *hinterland*.

Malgré ce scénario invitant à une nouvelle dynamique sociale, les réseaux d'influence restent un élément structurant de la situation socio-économique en Angola, conditionnant, en partie, l'accès aux emplois et aux marchés lucratifs et plus largement aux ressources supplémentaires de tous types (financières² mais aussi symboliques³). Ce facteur structure largement la différenciation entre les riches et les pauvres. Il conditionne également les opportunités des Luandais qui dépendent de l'accès au crédit, aux terres, aux licences d'installation d'entreprises et bien d'autres avantages qui se présentent comme des éléments clés de mobilité sociale, notamment pour les classes intermédiaires.

¹ Nous refusons une vision étroite d'une classe sociale homogène et nous préférons parler de classes moyennes en fonction d'une stratification de cette couche sociale en plusieurs échelons.

² Comme des commissions, promotions, subventions, *per diem*.

³ Comme le prestige associé à certains postes de pouvoir.

A partir de ces considérations, nous voulons présenter certains éléments qui nous semblent utiles pour comprendre la structuration des classes sociales en Angola, et qui, notamment, permettent de penser les classes moyennes de manière relationnel, par rapport aux autres classes sociales. Du fait d'un système de répartition des richesses très inégalitaire, des caractéristiques propres au contexte de post-conflit et des spécificités de la ville de Luanda⁴, les échelons intermédiaires de la pyramide sociale sont plus difficiles à cerner que les extrêmes. Les classes moyennes se présentent plus comme un ensemble aux limites floues et évoluant avec l'expansion économique du pays que comme une (des) catégorie(s) sociale(s) stable(s) et aux frontières bien délimitées. Plutôt qu'identifier les classes moyennes de Luanda à partir de critères artificiels, qui ne semblent guère adaptés au contexte local, nous entendons faire de cette opacité une piste pour la réflexion sur les classes sociales en Angola, à partir de deux échelles d'analyse : (1) l'hétérogénéité des profils d'individus susceptibles de composer les classes moyennes à Luanda et (2) la perception qu'ils ont de leur appartenance sociale et leur (non) appropriation de cette identité.

⁴ Luanda fut classé deuxième parmi les villes les plus chères au monde. Mercer, « *Mercer's 2012 Cost of Living Survey city rankings* », <http://www.mercer.com/articles/cost-of-living-2012>

Jean-Baptiste Valter MANGA, doctorant en anthropologie, l'EHESS, CEAF.

Jeunes et initiations « traditionnelles » en Casamance (Sénégal). Masquer les différences religieuses et afficher une identité commune. L'exemple de l'initiation royale Ewang en 2011 à Oussouye »

« La religion traditionnelle » en Casamance, au Sud du Sénégal, n'a pas pu résister à l'influence de l'Islam d'abord et au Christianisme par la suite. Son domaine d'existence s'est fortement réduit. Les conversions massives aux religions révélées, l'influence de l'école et l'importance de l'exode vers les villes sénégalaises ou vers d'autres pays, ont fait présager dans les années soixante, une disparition totale de cette religion ancestrale. L'une des conséquences immédiates envisagées alors serait la disparition de grandes initiations qui réunissent sur des cycles relativement longs des milliers d'individus durant des mois.

Le constat aujourd'hui est pourtant tout à fait autre. Cette religion n'a pas disparu, surtout en Basse Casamance, l'on assiste même à ce qui pourrait être qualifié de reviviscence. Même des territoires entièrement christianisés ou islamisés de longue date redécouvrent certaines initiations après parfois des décennies d'abandon.

Notre communication voudrait, en partant d'une enquête menée entre février et octobre 2011 à l'occasion de la grande initiation royale à Oussouye (Casamance) montrer les nouvelles configurations des « initiations traditionnelles ». Un intérêt particulier sera attaché aux jeunes et aux expatriés, comme acteurs désireux de se faire initier en allant au-delà des frontières que pouvaient constituer leur conversion au Christianisme, à l'Islam ou encore à leur éloignement du fait de la migration.

Le voyage inachevé.

Les migrations pour études des élites maliennes en Amérique du Nord : entre logiques de distinction et stratégie de reproduction sociale contrariée.

Kévin Mary, UMR ESO 6590 et MIGRINTER 7301

Au Mali, la migration est un phénomène important. Selon les différentes sources statistiques, on estime qu'il existe entre 1,5¹ et 3² millions de Maliens qui résident à l'étranger, soit entre 10 et 20% de la population du pays. Au delà des pays d'émigration « traditionnels » des Maliens (Afrique de l'Ouest et du Centre, France), de nouveaux pôles émergent en relation avec l'évolution du contexte international. Parmi ces nouvelles destinations, l'Amérique du Nord rencontre un succès croissant depuis une vingtaine d'années.

Le phénomène de la migration, qui touche à peu près toutes les catégories sociales maliennes, est particulièrement visible chez les élites. Ces groupes sociaux se caractérisent localement par des logiques de distinction (à la manière de la sociologie de P. Bourdieu) dont l'une des particularités est leur capacité à mobiliser l'espace : les allers retours à l'étranger sont fréquents et participent d'un style de vie qui rend l'espace mondial relativement familier. Pour les enfants des familles les plus privilégiées (fils et filles de ministres, hauts fonctionnaires, hauts gradés de l'armée, ou encore de grands commerçants : ils sont les héritiers des « big men », pour reprendre l'expression de J-F. Médard³), la poursuite d'études supérieures au Mali n'est pas envisageable. Parmi les destinations possibles de ces migrations pour études, les campus universitaires américains et canadiens sont largement plébiscités par ces acteurs.

Si l'étude de ce type de migration chez les élites maliennes rend compte de leurs pratiques de mobilités à l'étranger, elle met aussi plus spécifiquement en lumière certaines des stratégies mises en place par ces acteurs. De ce point de vue, cette recherche s'inscrit dans le champ de la géographie sociale : le rapport de ces groupes sociaux à l'espace est envisagé comme un élément révélateur des hiérarchies sociales et comme une entrée pour analyser la dimension spatiale des rapports sociaux au Mali.

L'investissement financier important consenti pour envoyer leurs enfants étudier en Amérique du Nord souligne un désir de transmission familiale et une volonté de reproduction sociale chez ces élites. Cette stratégie se révèle pourtant fragile. Une partie de ces jeunes ne rentrent pas au Mali après leurs études. Ceux qui décident de rentrer sont certes en mesure d'obtenir des positions importantes (cadres de banques, ingénieurs, etc.), mais rarement des positions de premier plan (ministres, grands commerçants, etc.). En ce sens, le « retour » correspond à un certain déclassement social pour ces jeunes au regard de la position de leurs parents. Tandis que les travaux africanistes ont montré que c'est l'accès à l'État qui permet l'enrichissement le plus important, ces jeunes diplômés s'insèrent majoritairement dans le secteur privé, qu'ils considèrent comme « plus sûr » et pratiquement aucun ne tente une carrière politique. Au final, cette recherche s'interroge sur les liens paradoxaux entre des logiques de distinction qui poussent les acteurs à la mobilité vers l'étranger, et les blocages qui résultent de cette éducation en termes de reproduction sociale inachevée dans le pays d'origine.

¹ Selon la base de données du Centre sur la migration, la globalisation et la pauvreté (DRC) de l'université du Sussex, en 2000.

² Selon la Délégation générale des Maliens de l'extérieur, en 2001.

³ Médard, Jean-François, 1992, Le « big man » en Afrique : esquisse d'analyse du politicien entrepreneur, *L'année Sociologique*, n°42, p. 167-192.

Basée sur une série d'enquêtes de terrain multi situées de plusieurs mois menées entre 2008 et 2011 à Bamako, Washington DC et Moncton (Canada), cette recherche repose sur le suivi en continu de familles maliennes privilégiées dont les enfants ont étudié en Amérique du Nord. Le corpus s'appuie également sur une enquête par questionnaires (n=950) administrés auprès de lycéens de classes de Terminale d'établissements accueillant des jeunes de familles aisées de la capitale malienne.

Impacts et enjeux de la question du VIH/Sida sur la perception de l'homosexualité au Sénégal

Dans un grand nombre de pays africains les relations sexuelles entre personnes du même sexe font l'objet d'un déni considérable, où elles sont légalement interdites dans vingt-neuf États. Au Sénégal, la répression de l'homosexualité s'appuie sur le paragraphe 3 de l'article 319 du Code Pénal, les acteurs de tels actes pouvant encourir de 1 à 5 ans de prison. Néanmoins, dans le passé le *goor-jigeeen* (terme signifiant homme-femme en wolof et employé pour désigner les hommes ayant des attitudes « féminines » ou des pratiques sexuelles avec d'autres hommes), figure d'une certaine vie politique, religieuse et rituelle, était accepté. Depuis la publication, en février 2008, dans le magazine people *Icône*, d'un article sur un prétendu mariage homosexuel, le débat autour de cette question s'accompagne d'actes homophobes (violences physiques, profanation de tombes...) La même année l'Imam Mbaye Niang, président du « Mouvement de la Réforme pour le Développement Social » (MRDS), parti politique islamique de mouvance réformiste, créa le « Collectif des Associations Islamiques du Sénégal » (CAIS) avec une quinzaine d'organisations musulmanes, dans le but de : « *lutter contre l'homosexualité avant qu'il ne soit trop tard* ».

Pour cette communication, je me propose d'analyser le processus discursif autour de la question de l'homosexualité au Sénégal. Il s'agira principalement de percevoir comment cette dernière est devenue un enjeu dynamique en débat dans la société sénégalaise. Pour ce faire, je m'attacherai à examiner la récente émergence d'organisations MSM (signifiant : men who have sex with other men) dans ce pays. Ces nouveaux réseaux de solidarité sont surtout impliqués dans les questions de prévention contre le VIH/Sida. En effet, l'avènement de la pandémie semble jouer un rôle important dans le traitement de la question de l'homosexualité au Sénégal. Les docteurs Abdou Khoudia Diop et Abdoulaye Sidibé Wade qui débutèrent le premier programme de prévention au sein de la population MSM (2003) et furent les instigateurs de la première étude épidémiologique concernant cette population (2005) œuvrèrent à la formation de groupes MSM dans le pays. Ainsi, l'avènement de ces groupes de revendication reste lié, pour une grande part, à des questions de santé. La majorité des MSM interviewés expriment d'ailleurs une certaine méfiance à l'égard de mouvements identitaires gay. Pour grand nombre d'activistes la défense de l'homosexualité se situe au niveau des droits humains ou du risque sanitaire. Le déplacement de cette problématique sur un niveau « apolitique » permet principalement une prise de parole publique sur cette question et la sollicitation de fonds d'organismes nationaux ou internationaux.

En m'appuyant sur les données recueillies à partir d'un terrain effectué à Mbour et Dakar en décembre 2011 et janvier 2012 je m'interrogerai sur les logiques de mobilisations et de contestations de ces nouveaux acteurs, notamment en interrogeant la question de l'intrication entre science et politique.

Aminata Cécile Mbaye Doctorante à la Bayreuth International School of African Studies (BIGSAS) et le Centre d'Études Africaines (Ceaf), laboratoire rattaché à L'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), sous la direction des Professeur-e-s Ute Fendler et Jean- Pierre Dozon. Sa recherche de doctorat s'intitule : La construction du « corps sénégalais » : Analyse du discours sur les « homosexualités ».

Bonjour,

En réponse à votre appel à communication pour la *Rencontre nationale des jeunes chercheur(e)s en Etudes Africaines*, je vous prie de trouver ci-joint ma proposition de résumé de communication pour l'axe 1 (modes d'appartenance africains à la globalisation).

Bien cordialement,

Sara Mercandalli
Doctorante en Economie du développement
UMR ART-Dev / CIRAD
Université Paris 11

Tel : 06 64 82 43 55

Sara.mercandalli@cirad.fr ; sara_mercandalli@hotmail.com

Rencontre nationale des jeunes chercheur(e)s en Etudes Africaines
Proposition de résumé pour l'Axe 1 : modes d'appartenance africains à la globalisation

Dynamiques migratoires et stratégies des familles rurales en Afrique australe: des migrations circulaires aux nouvelles formes de circulation.
Le cas de la localité de Leonzoane, Province d'Inhambane (1900-2010)

Sara Mercandalli

Les migrations entre le Mozambique et l'Afrique du Sud sont profondément ancrées dans la culture, l'histoire et l'économie politique régionale et représentent encore aujourd'hui l'un des principaux flux de migrations économiques en Afrique australe. Cependant, les schémas migratoires ont évolué, d'abord avec l'indépendance du Mozambique en 1975, puis avec le profond renouvellement du contexte régional caractérisé à la fois par la fin de la guerre civile mozambicaine et l'intégration au processus de libéralisation suite à la fin de l'apartheid en Afrique du Sud.

L'objectif de cette communication est de décrire et d'analyser les dynamiques migratoires des ménages ruraux mozambicains depuis la période coloniale à nos jours, afin de souligner la façon dont les formes de mobilités renouvelées du contexte post apartheid permettent l'émergence de stratégies socio-économiques sur une base multi-localisée.

Pour cela, en nous situant au sein des approches de re-conceptualisation du fait migratoire autour de la notion de circulation, nous analysons l'évolution des formes de mobilités et

les stratégies familiales associées dans une perspective historique, à partir des trajectoires de vie professionnelles et migratoires d'un échantillon raisonné de 97 ménages.

Une typologie des systèmes de mobilités mis en regard avec les stratégies des familles permet d'observer l'évolution de migrations circulaires vers les mines sud-africaines, fortement contrôlées par le système colonial en complément de l'agriculture locale, vers des stratégies de mobilités flexibles et informelles s'inscrivant simultanément dans différents lieux de l'espace national et international. Ces résultats sont mis en perspective avec les environnements et contraintes changeants liés au contexte plus large de globalisation, particulièrement en termes d'accroissement des conditions de travail informelles et instables en Afrique du Sud.

**Thèse : Sida et mutations professionnelles dans les structures de santé au Cameroun :
l'exemple de « la prise en charge psychosociale »
Fadimatou MOUNSADE KPOUNDIA**

Résumé

Pour s'occuper des aspects « psychosociaux » de la prise en charge des personnes infectées par le VIH/sida, les hôpitaux du Cameroun accueillent de nouveaux personnels. Ils viennent d'association d'aide et de lutte contre le sida. Ils intègrent les équipes de soins santé rassemblant des médecins, des infirmiers, des assistants sociaux. Notre projet de thèse a donc pour objectif de relever le rôle des membres d'associations dans la prise en charge des personnes vivants avec le VIH en essayant de comprendre :

- 1) comment fonctionnent les équipes soignantes dans lesquelles ils sont impliqués
- 2) comment fonctionnent les associations dont ils sont issus.

L'introduction de ces nouveaux acteurs découle notamment de l'idée que le sida à une importante dimension sociale et qu'elle est toujours l'objet de stigmatisation. A partir de cette image de la maladie, l'arrivée de ce personnel vient bousculer les savoirs et pratiques habituels des professionnels « en place » dans les hôpitaux. D'abord parce qu'un métier a ses normes et requiert des compétences spécifiques qui sont acquises par un cursus professionnel. Ensuite parce que la « prise en charge psychosociale » apparaît comme un « mixte » d'activités où l'on met côte à côte l'annonce, le suivi psychologique et nutritionnel et l'éducation thérapeutique. Enfin, parce que l'on repère parmi les personnes qui sont impliquées pour s'en occuper des profils et de parcours individuels très différents. Si au début de la « prise en charge psychosociale », le personnel se recrutait parmi les étudiants, en particulier de la filière psychologie, aujourd'hui ils proviennent d'associations d'aide et de lutte contre le sida (ceci dans un contexte de lutte de positionnement des associations dans le combat contre le sida). Le mouvement associatif se transforme alors pour partie en acteur d'offre de soins en milieu hospitalier. Ce personnel a de plus un statut particulier, bénévole au sein de l'association, il peut être salarié dans l'hôpital. Il dépend alors d'un projet initié et financé par le partenariat bailleurs de fonds internationaux ou privés et Etat camerounais. Et lorsqu'on sait que les projets s'inscrivent dans le temps, il y a lieu – par exemple - d'interroger la pérennité de cette profession et l'avenir des associations d'aide et de lutte contre le sida dans le champ d'offre de soins.

Il s'agit d'une thèse en anthropologie utilisant une méthode de collecte de données de type qualitatif. Des études sont réalisées dans des structures de prise en charge du sida dans cinq régions du Cameroun présentant des contextes de prise en charge variés. Des entretiens répétés avec l'ensemble des acteurs (soignants et associatifs) de la prise en charge, et des observations de leurs pratiques sont menés

Projet de communication Clélie Nallet

La « classe moyenne » éthiopienne comme nouvelle force stabilisatrice du régime en place :
fantasme du parti au pouvoir ?

Nous proposons ici de discuter les corrélations entre « classes moyennes » et stabilité ou instabilité des ordres politiques à la lumière du cas éthiopien. La notion de « classe moyenne » étant particulièrement polysémique et ambiguë, il conviendra en premier lieu de questionner cette notion et de l'adapter au terrain éthiopien, d'interroger l'existence même de cette catégorie sociale en Éthiopie ainsi que sa signification économique et sociale, avant d'aborder la question de l'impact des « classes moyennes » sur la stabilisation ou la déstabilisation des régimes politiques.

La notion de « classe moyenne » est au cœur de nombreux travaux portant sur l'installation des régimes démocratiques et leur consolidation ou traitant de la stabilité des ordres politiques. Une étude de la littérature permet de réfuter toutes formes de causalité directe entre la présence de classes moyennes et la stabilité d'un régime, ce qui ne signifie pas pour autant une absence de corrélation. Les « classes moyennes » sont le plus souvent décrites comme une « force inertielle » ou encore une « classe légitimiste » profitant au pouvoir en place, qui garantit la sécurité de leur situation et réalise leurs attentes raisonnables. D'autres travaux mettent en évidence le rôle contestataire de « classes moyennes » frustrées, déçues des promesses du régime en place car l'amélioration de leur niveau de vie ne s'est pas accompagnée de la satisfaction des attentes qu'elle a générée. C'est le cas de l'analyse que fait J. Markakis (2006) des origines de la révolution éthiopienne de 1974, décrivant la contestation politique de « nouvelles couches sociales en mutation », d'abord favorables à l'Empire qui les a enfantées, puis progressivement frustrées par l'incapacité d'un État figé à les absorber au sein d'une administration, d'une bureaucratie et d'une structure économique encore restreintes.

Depuis 2005, le terme de « classe moyenne » devient une référence dans les programmes de l'EPRDF (*Ethiopian People's Revolutionary Front*), parti au pouvoir depuis 1991. Le régime semble anticiper l'arrivée d'une nouvelle génération formant une classe intermédiaire composée de diplômés, de cadres, d'entrepreneurs, de fonctionnaires ou encore de commerçants qui pourraient former un nouveau relais de contrôle des populations (Bach, 2011).

Notre communication portera d'une part sur cette catégorisation « classe moyenne » effectuée par le gouvernement éthiopien, sur ses enjeux et ses implications. D'autre part, nous tenterons d'identifier les comportements sociaux et politiques des membres potentiels de cette « classe moyenne » afin de discuter cette catégorisation homogène. Cette communication se basera sur une centaine d'entretiens réalisée à Addis-Abeba mettant en évidence des rapports avec le parti au pouvoir contrastés (défiance/enthousiasme, frustration/opportunité d'ascension économique et sociale) variant particulièrement selon les statuts professionnels des personnes enquêtées et leur socialisation primaire. Ils permettent d'éclairer la relation d'autonomie/dépendance de ces catégories vis-à-vis des intérêts du groupe au pouvoir.

Bibliographie

BACH Jean-Nicolas, 2011, *Centre, périphérie, conflit et formation de l'État depuis Ménélik II : les crises de et dans l' État éthiopien*, thèse pour le doctorat en science politique, Sciences Po Bordeaux.

MARKAKIS John, 2006, *Ethiopia. Anatomy of a Traditional Polity*, Shama Books, Addis Ababa.

Aux marges du réseau : pratiques d'autonomisation de l'accès à l'eau potable des populations aisées et de classes moyennes à la périphérie de Douala (Cameroun)

Douala s'est développée de manière spectaculaire aux lendemains de l'indépendance du pays en 1960. L'urbanisation rapide de la ville s'illustre à travers quelques chiffres. En 1960, elle compte environ 150 000 habitants. Cette population passe à 476 000 en 1976 pour atteindre 809 952 habitants en 1981 (CUD, 2005).

Le milieu de la décennie 1980 est marqué par le début de la crise économique. Des perturbations d'ordre structurel entraînent la baisse du niveau de vie des populations et accentuent les migrations principalement vers les grandes villes dont Douala, le pôle de développement économique. Aujourd'hui, sa population est estimée à environ 3 000 000 d'habitants.

La forte croissance démographique se traduit par une occupation rapide de l'espace qui échappe à toute planification urbaine. L'espace urbain occupé a presque doublé en moins de trois décennies.

Cet étalement urbain couplé à l'augmentation de la population entraîne une demande importante de services urbains. L'accès des populations à l'eau potable représente un défi majeur de planification urbaine, au sein d'une politique d'Etat néo-patrimonialiste (Bayart, 1979, 1989)¹.

Au cours de la décennie 1990, le secteur de l'eau est soumis à des réformes, impulsées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM). Elles soutiennent la thèse du réseau conventionnel, seul capable d'assurer la généralisation du service et l'intégration urbaine.

Aujourd'hui, il ressort de l'analyse des relations entre le réseau et les espaces urbanisés que les réformes en Afrique subsaharienne particulièrement n'ont pas atteint les résultats escomptés et ont engendré la fragmentation urbaine. A l'offre inadaptée du réseau, répondent des offres non conventionnelles qui se développent aux marges du réseau officiel.

La présente contribution va au-delà des rapports entre les populations pauvres et l'eau. Elle s'intéresse particulièrement aux pratiques et espaces des populations aisées et de classes moyennes à la périphérie de Douala, de plus en plus autonomes d'un service public d'intérêt

¹ Lieu privilégié d'accès au privilège et au pouvoir, la politique néo-patrimonialiste de l'Etat a contribué à aggraver les inégalités, confinant les richesses entre les mains d'une minorité.

général. Parallèlement au réseau officiel, se développe à la périphérie une véritable économie de l'eau, gérée par un entrepreneuriat privé et informel. Il met en place des dispositifs individuels et des mini-réseaux de production et de distribution d'eau, plus ou moins sophistiqués.

Il s'agit aussi, dans un contexte de décentralisation, d'analyser l'existence sur le territoire de l'eau d'une multiplicité d'acteurs institutionnels, la divergence des intérêts et les tensions qui en résultent et sont révélateurs des contradictions de politiques publiques.

Quel regard les pouvoirs publics portent-ils sur ce nouveau marché de production et de distribution d'eau urbain ? Peut-on aujourd'hui relativiser le débat sur la portée universelle du modèle conventionnel de réseau et mener une réflexion dans le sens du renouvellement de l'action politique ? La coexistence des systèmes de desserte différenciés est-elle possible et à quelles conditions ?

Ce questionnement mérite une réflexion approfondie dans l'optique de comprendre le devenir du réseau conventionnel au Cameroun et les enjeux de gestion et de préservation de la ressource en eau.

Références bibliographiques

Communauté urbaine de Douala (CUD), 2005, Plan directeur d'urbanisme, Douala, CUD.

Jean-François Bayart, 1985, *L'Etat au Cameroun*, Paris, Presses de Sciences Po.

Rencontre nationale des jeunes chercheurEs en études africaines

Paris, du 11 au 12 janvier 2013

Proposition de communication Axe 4

La recherche quantitative à l'épreuve des institutions nationales de mesure ou les limites études qualitatives. Le cas des sciences sociales.

Bertrand-Dimitri NDOMBI BOUNDZANGA

Dr en Sociologie, EC à l'Université Omar Bongo de Libreville

Membre associé au 2L2S-Grée, Université de Lorraine

bdndombi@univ-nancy2.fr / bdndombi@gmail.com

La recherche quantitative en sciences sociales en Afrique subsaharienne est confrontée à un problème de sources de données chiffrées. Les institutions publiques telles que les Directions nationales des études économiques et statistiques (DNEES), dont les missions consistent à produire des données sociographiques à même de rendre compte des dynamiques sociétales à bien d'égards peinent à mettre en œuvre des monographies à tous les niveaux de la société. Les recensements nationaux sont rares, et leurs résultats peu utilisables. Dans ce contexte, l'étude qualitative apparaît souvent comme l'ultime médiation des processus de recherche et de production des savoirs en Afrique. La recherche de terrain se limite souvent à la production de corpus que le chercheur interprète par la suite. En s'appuyant sur une recherche sur le salariat ouvrier gabonais, cette communication entend poser la question du statut des données statistiques en Afrique. Elle entend aussi mettre en perspective les promesses des études qualitatives issues des corpus. En fin, la communication tentera de défendre l'hypothèse d'une médiation par des études longitudinales sur le modèle des trajectoires socioéconomiques à même de rendre compte des dynamiques sociétales.

“Définition d’une frontière en Afrique

- Relations et perceptions de la frontière Angola-Zambie au cours du conflit angolais”

(Axe 2. État économique et société)

Mots clés: Angola, frontières, déplacés, territoire, conflit

Dans le cadre des études africaines, Angola reste un territoire de rare recherche - un vide scientifique justifiée par l'histoire fragile du pays. En effet, le conflit angolais a commencé dans les années 60 et a terminé seulement en 2002. Le conflit a commencé encore sous le gouvernement colonial portugais, et s'est étendu après l'indépendance en 1975, opposant les deux grands partis - le MPLA (Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola) et l'UNITA (Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola). Comme résultat de cette guerre interminable, ont compte un grand nombre de morts, la destruction massive des infrastructures dans le pays, et ont vérifié qu'un tiers de la population d'Angola s'est déplacée. Le déplacement à l'intérieur du pays et au-delà des frontières nationales, a changé la notion de frontière entre l'Angola et la Zambie. Ainsi, avant les conflits la ligne imaginaire qui sépare les deux pays était relativement perméable; seulement au cours de la guerre la ligne a pris la dimension de frontière physique, respectant la configuration territoriale coloniale.

Comme résultat d'un travail de camp réalisé dans la frontière Angola-Zambie et dans le Camp de Réfugiés de Meheba, où ont été établis des contacts avec des angolais et des zambiens, il a été possible de comprendre certains mécanismes qui ont changé la relation et la perception de la frontière en question.

Avant la guerre de l'indépendance, la frontière était pratiquement inexistante: des différents groupes habitaient dans un espace défini par des liens tribaux et/ou des flux fréquents de populations. Au début du conflit, les populations déplacées ont cherché refuge près de leurs parents et/ou près de groupes ethniques voisins à travers la frontière. Cependant, au cours du temps, les mécanismes de la délimitation des frontières de toutes sortes se trouvent renforcés. Ce fait est lié à des nombreux facteurs tels que: l'entrée dans le territoire zambien sporadique par les différentes factions armées en conflit; l'ampleur de la violence et le nombre croissant de réfugiés; les mines terrestres dans la frontière, ou la croissance du trafic des pierres précieuses et d'autres biens. C'est ainsi que la frontière entre les deux territoires acquiert une dimension physique très évidente. En plus de cette série de raisons, encore aujourd'hui, persiste la croyance que le «fantôme» de l'ancien leader de l'UNITA - Jonas Savimbi, continue errant dans la région du Moxico - la zone où il a été tué par le MPLA.

Ainsi, l'approche se centrera sur comment la perception et la relation avec la frontière Angola-Zambie a évolué à travers le temps jusqu'à aujourd'hui, et comment elle a influencé la construction de l'état-nation angolais post-coloniale.

Proposition de contribution : « *L'aide internationale et la gestion des finances publiques nationales : cas des pays d'Afrique subsaharienne* ».

En dehors des ressources internes, notamment fiscales, les budgets de la plupart des pays en développement sont financés par l'aide internationale. Les pays d'Afrique de l'ouest n'échappent pas à cette réalité. La proportion des financements extérieurs représente, pour certains d'entre eux, près de la moitié de l'ensemble des ressources publiques. Si l'aide n'a pas été remise en cause dans son principe, ses modalités et ses finalités de l'aide internationale ont évolué depuis les indépendances, au gré des circonstances et des crises que traversent les finances publiques. Les organismes bailleurs se sont eux aussi multipliés.

Les questions que soulève l'aide internationale sont multiples ; la diversité des disciplines qui s'y intéressent en est l'expression. La notion d' « aide » utilisée semble elle-même trompeuse ; si elle regroupe les dons accordés aux pays récipiendaires, les prêts (remboursables à échéance !), constituent la masse la plus importante des flux de financements extérieurs concernés. Quelles sont les évolutions notables des politiques de conditionnalité depuis les indépendances ? Les crises récentes des finances publiques que connaissent les pays et organismes d'aide ne vont-elles pas compromettre à terme la viabilité de l'aide au développement ? Quelles influences produit-elle sur les systèmes financiers des pays bénéficiaires ?

Ce projet de contribution se propose d'analyser ces pistes de réflexion en s'intéressant particulièrement aux effets de l'aide sur les systèmes budgétaires et financiers des pays d'Afrique subsaharienne. Les rapports entre l'aide et la gestion des finances publiques semblent difficiles à cerner. L'aide internationale est souvent présentée comme source d'inefficacité budgétaire, une cause de fragilisation des procédures et institutions dans les pays bénéficiaires. Cette image négative s'est surtout développée à la suite des programmes d'ajustement structurel des années 80-90 dont les conséquences économiques et sociales ont été beaucoup dénoncées. Mais on peut se demander si ce reproche fait à l'aide est toujours justifié !

La réforme des mécanismes de conditionnalité introduite par l'Initiative Pays Pauvre Très Endetté (IPTE) est censée améliorer son efficacité en termes de lutte contre la pauvreté. L'aide internationale et ses nouvelles conditionnalités apparaissent dans ce contexte comme le facteur déclencheur d'une modernisation des systèmes financiers publics en les réorientant vers un nouveau paradigme de gestion axée sur la recherche de performance et des résultats. Mais la coordination insuffisante entre bailleurs dans l'octroi des financements et les difficultés de mise en

œuvre des réformes préconisées n'épuisent toutefois pas la problématique des contraintes extérieures, qui persistent encore et empêchent le succès d'une démarche de rénovation des systèmes de gestion des finances publiques.

Projet d'intervention à la rencontre nationale de jeunes chercheurEs en études africaines (11-12 janvier 2013)

Augustin Palliere, Paris Ouest Nanterre La Défense / AgroParisTech

augustin.palliere@gmail.com

Titre :

Intégration aux échanges marchands et riziculture inondée : évolution des pratiques paysannes et des rapports sociaux en Sella Limba (Sierra Leone)

Les paysans sierra léonais sont historiquement des riziculteurs. Mis à part les plaines côtières, le mode d'exploitation historique dominant était l'abatis brûlis sur les terres pluviales. L'exploitation régulière des zones basses, inondées en saison des pluies, est généralement plus récente.

Les développeurs coloniaux, comme post-coloniaux, ont constamment opposé riziculture d'abatis brûlis et inondée. (Richards 1986) La première était considérée comme archaïque et responsable de la déforestation. Le passage à la seconde, synonyme de « développement », était, dans un contexte d'augmentation de la densité de population, soit considéré comme une nécessité devant être imposée par des politiques volontaristes, soit comme une conséquence mécanique de la baisse de la productivité du travail des pratiques traditionnelles. Dans les deux cas, respectivement selon un schéma Néo-malthusien ou Boserupien, les dynamiques agraires sont réduites à l'évolution du rapport population / ressources (Cochet 2001). Dans des cas concrets locaux, ces schémas sont souvent peu opérants.

Sur la base de l'analyse des dynamiques agraires d'une petite région au nord du pays, la Sella Limba, on se propose de comprendre le développement historique de cette riziculture inondée dans les années 50. On verra d'une part que l'intégration aux échanges marchands a joué un rôle clé et que les paysans n'opposent pas techniques traditionnelles et modernes mais cherchent à intégrer des nouvelles pratiques aux anciens modes d'exploitation pour répondre à de nouvelles opportunités.

Notre point de départ est la reconstitution du système agraire des années 40, sur la base des témoignages des villageois les plus âgés de la Sella Limba. Ils ne dressent pas le portrait d'une paysannerie en autarcie, mais néanmoins faiblement intégrée aux échanges marchands. Les groupes domestiques, organisés autour des segments de lignage sous l'autorité d'un aîné, pratiquaient l'abatis brûlis sur des coteaux dominés par les couverts arborés.

A partir des années 50, l'intégration croissante de cette paysannerie dans une économie nationale orientée vers l'extraction minière se traduit par des opportunités nouvelles : à la fois vendre un surplus de riz et vendre sa force de travail dans les mines de diamant de l'est du pays. On verra que d'une part l'adoption d'une riziculture inondée paysanne correspond, à cette époque, à une forme de compromis entre les jeunes et les vieux au sein des groupes domestiques lignagers et qu'elle permet de remplir les creux du calendrier des opérations de culture en abatis brûlis.

Sur la base de cette analyse des rapports sociaux et des pratiques paysannes, on montrera que l'adoption de la riziculture inondée traduit deux tendances générales des dynamiques agraires en Sella Limba :

- la diversification des pratiques dans le but d'optimiser la productivité par actif sans jamais avoir eu accès au capital productif
- la déstructuration des groupes domestiques lignagers historiques en unités de production plus réduites comme source de différenciation économique et sociale.

Références :

Cochet H. 2001 Crises et révolutions agraires au Burundi. Paris: Karthala.

RICHARDS P. 1986 Coping with hunger. Hazard and Experiment in a West African Rice Farming System. London : UCL Press.

Proposition pour l'appel à communication

« **Rencontre nationale des jeunes chercheurEs en études africaines** »

Axe 1 : Modes d'appartenance africains à la globalisation

LA CIRCULATION DES REFORMES UNIVERSITAIRES EN AFRIQUE DE L'EST

LOGIQUES DE CONVERGENCES ET TENDANCES AUX DIVERGENCES

Ma communication portera sur la circulation des réformes universitaires en Afrique de l'Est et sera l'occasion de présenter les premiers résultats de mes recherches (terrains entre mars 2010 et décembre 2012). Il s'agira de discuter des dynamiques de ces circulations et de la diffusion de normes, d'idées et de modèles qui structurent l'enseignement supérieur, et permettent de penser l'Afrique de l'Est à la fois comme extravertie, c'est-à-dire insérée dans un espace global, mais conjointement comme une aire régionale, déployant des logiques propres, en lien avec des trajectoires nationales spécifiques.

Depuis la fin des années 1980, les universités de Makerere (Ouganda), Nairobi (Kenya) et Dar es Salaam (Tanzanie) ont connu, à des rythmes différents, des transformations importantes dans leurs systèmes de gouvernance, leurs structures budgétaires et leurs programmes d'enseignements. Que ce soit les transferts de compétences aux unités académiques, l'apparition d'étudiants privés ou l'avènement de nouveaux enseignements, l'ensemble de ces réformes s'inscrit dans un contexte plus général de circulation de politiques publiques entre le Nord et le Sud, et au sein du Sud. Un agenda est-africain de l'enseignement supérieur se construit en lien avec les exigences des institutions internationales, les bailleurs de fonds et un conglomérat d'organismes et d'individus qui, par le biais de colloques, workshops, journées d'études, rapports et autres formations structurent un « savoir-faire » technique et diffusent une certaine vision de ce qu'est et dit être l'université. C'est lors de ces échanges qui

consistent en la présentation et la familiarisation avec les théories dominantes, mais aussi au cours desquels les professionnels administratifs et académiques se rencontrent pour partager leurs expériences, souvent leurs réussites, parfois leurs échecs, qu'un modèle de réforme émerge et se reconstruit continuellement.

La littérature disponible sur les transformations des systèmes d'enseignement supérieur, qu'elle soit de nature prescriptive, promotionnelle, didactique ou même critique, tend, essentiellement, à aborder les transformations systémiques sous son chapitre institutionnel. Elle encourage une vision mécanique, verticale et hiérarchique des réformes où les agendas s'imposeraient du haut vers le bas. Dès lors, on assisterait à une appropriation parfaite de modèles exogènes. Un concept comme « l'internationalisation », en vogue au sein des cénacles institutionnels, en est un exemple saillant.

Cependant, mes recherches montrent que cette perspective est biaisée et ne décrit pas la réalité des dynamiques de circulation des modèles. Les connexions doivent se lire au regard de leurs fluidités, des intérêts de chacun, des stratégies d'acteurs et de l'historicité propre de chaque pays. Les universités est-africaines, sous-couvert de fortes logiques de convergence, que ce soit dans une marchandisation progressive du savoir, de nouveaux modes de gouvernance, de transformations des programmes ou d'un contexte précaire des humanités, ont leurs propres singularités, histoires et mémoires, leurs propres rapports dialectiques État-université et, au final, des modèles disparates dans la prise de décision. On aurait tort de croire qu'on assiste à une simple application pratique d'un agenda emprunté à l'extérieur et/ou imposé par l'extérieur. En réalité, les stratégies des réformateurs se déploient autour de registres hybrides d'internationalisation et de nationalisation des contenus et des apparences. Au regard d'une analyse multi-niveaux, d'une déconstruction des réformes et d'une remise en perspective socio-historique, ma communication portera sur ces transferts de politiques publiques, sur la construction à *posteriori* du « modèle » de l'université de Makerere par la Banque mondiale et sur les transformations initiées, parallèlement, sur les campus de Dar es Salaam et de Nairobi.



PROVINI Olivier

Doctorant en science politique

Rattaché aux centres de recherche du LAM (Les Afriques dans le Monde) et de l'IFRA (Institut Français de Recherche en Afrique)

Né le 19.12.1986 à Nogent-sur-Marne (94120)

Téléphone mobile en France : +33 6 85 37 24 89

Téléphone mobile en Afrique de l'Est : +254 706 586 079

E-mail : olivier_provini@yahoo.fr

ÉDITION D'OUVRAGE

- En collaboration avec BUGWABARI, Nicodème, CAZENAVE PIARROT, Alain et THIBON, Christian (Éds.), *Universités, universitaires en Afrique de l'Est*, Paris, Karthala, Mai 2012, 361p.

PUBLICATIONS

- En collaboration avec BUGWABARI, Nicodème, CAZENAVE PIARROT, Alain et THIBON, Christian « Introduction » in BUGWABARI, Nicodème, CAZENAVE PIARROT, Alain, PROVINI, Olivier et THIBON, Christian (Éds.), *Universités, universitaires en Afrique de l'Est*, Paris, Karthala, Mai 2012, pp.7-21.

- « Les réformes à l'Université de Dar es Salaam : l'établissement d'un nouveau marché de l'enseignement supérieur » in BUGWABARI, Nicodème, CAZENAVE PIARROT, Alain, PROVINI, Olivier et THIBON, Christian (Éds.), *Universités, universitaires en Afrique de l'Est*, Paris, Karthala, Mai 2012, pp.275-298.

- 'The University of Dar es Salaam: A Post-Nyerere Institution of Higher Education? Legacies, Continuities and Changes in an Institutional Space (1961-2010)' in FOUÉRÉ, Marie-Aude, 2012 (Dir.), *The contemporary uses of the memory of President Julius Nyerere*

and the socialist period in Tanzania, Dar es Salaam, Mkuki na Nyota, À paraître en 2012, 18p.

- « L'intégration de l'université de Dar es Salaam dans l'espace universitaire est-africain », III^{èmes} Journée d'étude de l'École doctorale « Sciences sociales et humanités » de l'université de Pau et des pays de l'Adour sur le thème « Intégrer », Paris, L'Harmattan, À paraître en 2012, 15p.

PARTICIPATION À DES MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

- « Stratégies pour le renforcement de l'équité en matière d'accès et de succès dans l'enseignement supérieur », Conférence internationale de l'AIU (Association Internationale des Universités) co-organisée par Kenyatta University, Nairobi, du 16 au 18 Novembre 2011.

- Terrain à Butiama et Musoma (Tanzanie) avec Marie-Aude Fouéré lors des cérémonies en mémoire de J. K. Nyerere en Octobre 2011 et photographies pour l'article de FOUÉRÉ, Marie-Aude, 'Performing and Narrating the Tanzanian Nation', *Mambo!*, 2011, Volume IX, N°4, 5p.

- « Analyse comparée des phénomènes miliciens », Organisé par le CERI/Science Po Paris, 22-23 Juin 2011.

- III^{èmes} Journée d'étude de l'École doctorale « Sciences sociales et humanités » de l'université de Pau et des pays de l'Adour sur le thème « Intégrer », Pau, du 6 au 8 avril 2011.

- « Lutter dans les Afriques », Colloque international à l'université Paris 1 Panthéon-La Sorbonne, Paris, les 26 et 27 Novembre 2009.

CURSUS UNIVERSITAIRE

- **Doctorat de science politique à l'université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA) et rattaché au LAM (Les Afriques dans le Monde), 2010-2011**

Sujet de thèse: « Les réformes universitaires en Afrique de l'Est. Circulation des modèles, logique de standardisation et pratique des acteurs ». Sous les directions de Christian THIBON (Professeur en histoire à l'université de Pau et des Pays de l'Adour, LAM) et d'Hervé MAUPEU (Docteur qualifié en science politique et chercheur associé à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, LAM).

Terrains en cours (2011-2013) en Afrique de l'Est (Nairobi, Kampala, Dar es Salaam et Bujumbura).

- **Master 2 recherche études africaines option science politique à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2009-2010), mention bien**

Mémoire de Master 2 : « Les réformes à l'Université de Dar es Salaam (1961-2010) et l'établissement d'un nouveau marché de l'enseignement supérieur », réalisé sous la direction de Marie-Emmanuelle POMMEROLLE (maître de conférences en science politique à l'Université Paris I - Panthéon Sorbonne et membre du CESSP équipe CRPS).

Terrain à l'université de Dar es Salaam (Tanzanie) de Février à Avril 2010.

- **Master 1 de science politique spécialité relations internationales à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2008-2009), mention assez bien**

Mémoire de Master 1 : « Mesurer » la démocratie et la bonne gouvernance en Afrique subsaharienne. Une analyse critique des index et typologies fondés sur des bases de données quantitatives. Étude de cas : le projet Afrobaromètre (2002, 2004 et 2006), réalisé sous la direction d'Alphonse MAINDO.

- **Licence de science politique spécialité géopolitique à l'université de Paris 8 Vincennes-Saint Denis (2005-2008), mention bien**

Mémoire de Licence : « L'Afrique, nouvelle frontière de l'Empire du Milieu - ou l'émergence d'une politique interventionniste globale de la Chine en Afrique: enjeux diplomatiques, politiques et économiques », réalisé sous la direction de Clemens ZOBEL (Paris 8/CEAF-EHESS).

LANGUES PRATIQUÉES

- Anglais courant
- Allemand et Latin scolaires
- Notions d'Italien et de Swahili

Regards croisés sur l'expérience de maternité des femmes Sénégalaises en Italie.

Chiara Quagliariello
Doctorante Anthropologie
Université Paris8

À partir des résultats d'une recherche ethnographique menée à Poggibonsi (Siena, Italie), entre novembre 2009 et décembre 2010, mon intervention portera sur les enjeux liés à l'expérience de maternité vécue par les femmes sénégalaises immigrées, depuis les années 2000, en Italie.

L'analyse se déroulera en trois parties. Dans la première, je considérerai la configuration des rapports sociaux de sexe qui traversent la migration sénégalaise vers l'Italie. La différence entre les projets migratoires masculins et féminins, respectivement économique, pour la recherche d'emploi, et sociale dans le cadre de regroupement familiaux, me permettra de souligner la place centrale, occupée par l'expérience de maternité dans la vie des femmes sénégalaises en Italie.

La deuxième partie de l'intervention sera consacrée à l'analyse des éléments qui caractérisent cette expérience. Le choix de part des femmes de mobiliser à l'étranger les savoirs et les pratiques habituellement utilisés au Sénégal me permettra de montrer la fonction qu'elles accordent à la médecine moderne, dans la prise en charge de la grossesse, de l'accouchement et des soins aux bébés. Une telle tentative de préserver les modèles thérapeutiques définis par la culture d'origine, me donnera, également, l'occasion de réfléchir sur le rôle exercé par les réseaux, communautaires et transnationaux, dans les parcours de soins empruntés par les Sénégalaises en Italie.

La troisième partie de l'intervention portera, par ailleurs, sur l'analyse des enjeux sanitaires liés à leur nouvelle présence dans les services d'obstétrique et de gynécologie de Poggibonsi. D'une part, je considérerai dans quelle mesure la culture de départ des femmes sénégalaises influence le recours à ces services. D'autre part, je montrerai comment différents modèles de la naissance dialoguent dans cet espace hospitalier. A travers l'étude de l'organisation de ce service - depuis longtemps promoteur d'une assistance personnalisée aux femmes –il s'agira d'analyser dans quelle mesure le contexte d'accueil peut jouer un rôle fondamental dans le processus de reterritorialisation des modèles de naissance adoptés au Sénégal.

Mon dernier objectif sera donc l'analyse de la tension qu'on peut envisager entre le besoin des femmes de se référer à leurs modèles thérapeutiques culturels et les contraintes liées à leur accueil dans l'espace hospitalier de la médecine moderne en Italie.

Rencontre nationale des jeunes chercheurs en Etudes africaines 11 et 12 janvier 2013 – Paris

Proposition suite à l'appel à contribution :

Le corps assassiné des leaders africains au temps des indépendances : entre visibilité et invisibilité.

A l'heure des indépendances, les corps des leaders nationalistes africains assassinés ont subi un traitement violent par les autorités coloniales ou néocoloniales. Le corps de ces hommes, qui ont représenté l'espoir d'un nouvel avenir politique, fait l'objet d'un acharnement méticuleux de la part de certaines forces endogènes et exogènes postcoloniales, et ce, dans le but d'éviter toute renaissance.

Profané, humilié, exposé, « disparu », « oublié », le corps de ces « martyrs » sans réelle sépulture, s'est pourtant commué en légende désincarnée et en effigie à la *damnatio memoriae*. Pour les proches, le deuil impossible a conduit l'âme de ces morts à errer sans repos.

La représentation sociale du corps du leader attribue à ce dernier, un corps physique et naturel et un corps politique et sacré, dans lequel s'identifie toute la collectivité. Si le corps naturel est assujéti à la mort, aux outrages, le corps politique est sacré et immortel, permettant ainsi aux sociétés de se perpétuer indéfiniment à travers lui.

L'étude comparative du sort réservé aux dépouilles de Ruben Um Nyobé, pionnier de l'indépendance au Cameroun et à celle de Patrice Lumumba, premier ministre de la jeune République du Congo, permet de cerner la dialectique de la visibilité et de l'invisibilité du corps du leader.

L'exhibition publique ou la dissolution du corps naturel, de l'un et l'autre, marquent leur naissance comme icônes mémorielles à mesure que disparaît le corps.

C'est cette « inversion symbolique » que se propose d'étudier cette communication à travers la mort de « deux pères de la Nation » en Afrique. Cette étude prendra appui sur des sources de natures diverses (photographie, peinture, statuaire et littérature) et pourra être élargie à d'autres cas similaires.

Biographie :

Karine Ramondy est chargée de cours en Histoire à Paris IV et doctorante à Paris I (UMR 8138 – IRICE) et à l'EHESS (CEAF) sous la codirection de R. Frank et E. Mbokolo. Sa thèse porte sur l'assassinat politique des leaders africains au tournant des années 60 comme pratique de régulation des relations internationales à l'heure des indépendances. Ses axes et domaines de recherche sont l'Histoire de l'Afrique au XX^{ème} siècle, des relations internationales, du panafricanisme et l'Histoire du corps.

La mutation et la fragmentation en cours de la ville d'Antananarivo (Madagascar) : une question d'appropriation de la rente foncière ?

Avec 100.000 nouveaux habitants par an¹, la croissance urbaine de la ville d'Antananarivo est en cours. Dans cette dynamique d'urbanisation, la pression foncière et la captation de la rente foncière sont des enjeux majeurs de la mutation de la ville auxquels les pouvoirs publics sont confrontés. Dans le cas d'Antananarivo, les projets d'infrastructures de transport (rocade, boulevard²) réalisés récemment ont des effets sur la valorisation des terrains qui les jouxtent, avec une multiplication par 100 de leur valeur initiale avant l'existence de ces infrastructures.

A travers cette communication, nous interrogerons l'appropriation de la rente foncière et ses impacts dans la ville d'Antananarivo en questionnant sur les stratégies de coalition entre les élites économiques et politiques et de « *promotion de la confusion* » (Piermay, 1986) : comment la faiblesse de l'Etat et la faiblesse de l'Etat de droit (faiblesse des structures administratives et faible mise en application des réglementations) s'inscrit-elle dans une stratégie de coalition des élites économiques et politiques dont l'objectif est de s'approprier la rente foncière ? Comment les promoteurs privés vont-ils s'assurer sur les plus-values foncières dans le cadre de leurs projets ? Quels rôles y jouent les pouvoirs publics ?

Tout d'abord, nous analyserons que dans un objectif de récupération de la rente foncière les promoteurs immobiliers et/ou investisseurs adoptent une stratégie d'anticipation spéculative. Ces spéculateurs agissent pour « *deviner peu de temps avant le grand public les changements futurs de la base conventionnelle d'évaluation* » (Keynes, 1975). Pour maximiser la rentabilité de l'investissement, les promoteurs s'intéressent à des terrains généralement peu prisés à la fois par les autorités publiques et les habitants. Il s'agit donc d'investissements sur les fonciers dormant à fort potentiel de valeur ajouté. Ceux qui se trouvent aux franges du futur projet d'infrastructure de transport.

Nous montrons ensuite que cette stratégie spéculative a des incidences dommageables sur l'intégration urbaine, le mode d'habitat: inégalité d'accès au sol due à l'augmentation de valeur des terrains (Buffet, Davezies, 2004), urbanisation à triples avec une très forte disparité entre une ville étalée précaire et une ville fermée très riche d'une part, et une ville dense très pauvre d'autre part. De surcroît, la ville est de plus en plus fragmentée marquée par l'émergence de « *gated communities* ». Si l'hétérogénéité des quartiers caractérise le tissu urbain de la ville, on voit désormais l'essor de quartiers résidentiels enclos où les catégories socioprofessionnelles y sont homogènes et aisées.

En outre, le développement de ces quartiers résidentiels fermés remet en cause progressivement la territorialisation traditionnelle, notamment la conception socio-spatiale de la ville. L'organisation traditionnelle malgache de l'espace se manifeste selon le statut des individus (ville haute valorisée pour les lignages prestigieux tandis que la ville basse destinée aux serviteurs des rois dit « *esclaves* ») et en fonction des points cardinaux (le Nord et l'Ouest valorisés par rapport au Sud et à l'Est) (Fournet-Guérin, 2004).

Cette communication s'appuiera sur un travail de doctorat en cours. Au stade actuel de l'avancement de notre recherche, notre réflexion se nourrit essentiellement de la revue de la littérature. Mais, les résultats de nos investigations sur le terrain viendront enrichir notre analyse.

¹ Rapport BM. L'urbanisation : le nouveau défi malgache. Mars 2011.

² Boulevard de l'Europe, Boulevard marais Masay, By pass (voie rapide et raccordement urbain).

FICHE DE CANDIDATURE

APPEL À COMMUNICATIONS

Rencontre nationale des jeunes chercheurs en études africaines

11 et 12 janvier 2013 – Paris

Nom : RAZANAMANDIMBY
Prenoms : Lalaina Raymonde
Nationalité : Malgache
Mail : lal-aina@orange.fr
Tél : 06 71 86 95 04
Etablissement de rattachement : Université Paris 7- Denis Diderot
Laboratoire : SEDET
Dernier diplôme obtenu : Doctorat en Histoire
(thèse en cotutelle entre l'Université Paris 7 - Denis-Diderot et l'Université d'Antananarivo/Madagascar)

Modalités de soumission

Toute proposition de communication d'au **maximum 500 mots** doit être adressée avant le **30 juin 2012** à l'adresse suivante : jcea2013@gmail.com

L'acceptation sera notifiée aux communicantEs le 15 septembre 2012. Les textes définitifs des communications devront parvenir au comité d'organisation le 15 décembre 2012.

AXE 3 : Cultures et patrimoines

MOTS-CLÉS : Histoire culinaire –Sociabilité à table- Convivialité- Madagascar

TITRE DE LA COMMUNICATION : « Restitution et invention d'une mémoire à Madagascar : la commensalité, révélatrice de l'organisation sociale ? »

Dans la société malgache, à l'occasion d'un événement malheureux (funérailles...) ou d'un évènement heureux (circoncision, fiançailles, mariage...), les membres d'une famille ou d'une communauté villageoise se rassemblent autour d'un repas collectif qui porte un nom spécifique et il est servi uniquement selon l'événement célébré. Ces pratiques collectives ont une importance fondamentale au sein de la société et en constituent l'un des traits les plus remarquables. La commensalité en est souvent le support. Le terme « commensalité » se diffuse dans la France du XV^e siècle pour convier quelqu'un à manger et place l'objet de la table comme le centre de la pratique conviviale¹. Ce terme vient du latin *commensal* : quelqu'un qui partage régulièrement le repas avec les autres².

On peut observer à Madagascar des formes de commensalité comme le *tambirô*³ chez les Tsimihety, et en Imerina, le *vary be menaka* (plat de riz et de viande bien grasse de zébu ou de porc) dans le cadre d'un *famadihana* (litt. « retournement-des-morts ») ; le *tokolava* (plusieurs foyers dont chacun est en forme de trépied, alignés sur une rangée) ; le *tatao* (plat de riz mélangé avec du lait et du miel) servi à l'occasion de l'Asaramanitra (Nouvel an malgache) ; le *kobanondry* (pâté de mouton) distribué le jour de Pentecôte ou encore le *hanimpito loha* (repas à sept têtes pour désigner des plats divers) servi au Palais lors d'un grand banquet royal au XIX^e siècle...

Outre l'invitation d'autres gens, le partage de la viande (*nofonkena mitampihavana* c'est-à-dire viande qui resserre les liens amicaux ou familiaux) est au cœur du mets le jour de fête. Il prend un caractère communiel et nécessite la mobilisation des membres de la diaspora et l'organisation des tâches à effectuer depuis le sacrifice des animaux et la cuisson du repas (tâches confiées aux descendants d'anciens esclaves) jusqu'à la distribution du repas (tâches des descendants du groupe

¹ BENRUBI (David-Jonathan), *Représentations de la table et de la commensalité (1150-1350) dans la moitié septentrionale de la France, l'Angleterre et les Pays-Bas*, Paris, Ecole Nationale des Chartes, Thèse diplôme d'archiviste-paléographe, 2008, p. 10.

² BOUTAUD (Jean-Jacques), *L'imaginaire à table : convivialité, commensalité et communication*, Paris, L'Harmattan, 2004, 281 p.

³ D'après, ZAFIDAHY (I.E), *Le saha de l'Androana (de la terre à la terre). Etude ethnologique de la société tsimihety de l'Androana. Cas du village d'Antsatramidôla*, INALCO, Thèse en Ethnologie (non soutenue), 1993-1994, pp. 498-499 : « Le *tambirô* est un repas rituel au cours duquel on mange de la viande. Ce repas est organisé lors des grands travaux de la rizière (*tanimbary aomby*) de l'ancêtre fondateur. C'est l'apanage de *sojabe* (chef de lignage). Ceci est fait en l'honneur et en souvenir de l'ancêtre fondateur ».

princier). Selon les groupes statutaires auxquels appartiennent les participants, ils reçoivent le morceau de viande qui convient à leur statut social ainsi que la responsabilité qu'on leur confie.

Par ailleurs, le pasteur ou le prêtre local joue un rôle primordial dans la célébration d'une fête⁴. Il sensibilise les membres de la diaspora et les habitants pour accomplir leurs obligations (*adidy*). Il n'hésite pas à user d'arguments (comme l'histoire), pour mener à terme son projet de développer les activités paroissiales et villageois, et pour gagner la sympathie des fidèles ainsi que celle des habitants. À l'instar de ces prédicateurs, les gardiens de mémoire, conservateurs de l'histoire du village, sont conviés à relater l'histoire du mets le jour des festivités en se référant à l'histoire de Madagascar. Il est pourtant significatif que des membres d'autres associations très emblématiques soient invités pour intervenir et parler de l'histoire de la localité pendant la période royale jusqu'à nos jours.

Comment chaque commensalité régit-elle la société malgache ? Pourquoi un repas (*tatao, vary be menaka...*) est-il servi uniquement à un événement déterminé ? De quelle manière les gens respectent-ils ces traditions liées à l'art culinaire ?

Cette contribution éclaire de façon originale non seulement l'histoire de la commensalité et de l'art culinaire à Madagascar mais également les innovations sociales et religieuses qui structurent ce pays depuis le XIX^e siècle.

⁴ Ces deux personnalités peuvent avoir une grande influence au village en jouant, par exemple, le rôle de médiateur en cas de querelles entre les voisins ou dans un conflit conjugal.

La prise en charge des personnes vieillissantes dans les ménages urbains à Ouagadougou (Burkina Faso)

*Rouamba George, doctorant en Anthropologie (U. Bordeaux)
Ecole doctorale Santé Publique, Politique et Sociétés
Laboratoire l'Afrique dans le Monde (LAM, UMR 5115)*

Plusieurs travaux ont contribué à la connaissance des personnes âgées au Burkina Faso à travers l'étude des systèmes de parenté (Héritier et Izard, 1959), les représentations sociales de l'ainesse, le rôle et les fonctions des aînés dans les sociétés traditionnelles (Badini, 1994). D'autres études ont poursuivi l'analyse des hiérarchies sociales fondées sur les âges, les rapports de pouvoir entre les générations, les rapports de production dans les unités domestiques (Gruénais, 1985; Lallemand, 1977). Ces résultats proposent une image plus complexe et polymorphe de la vieillesse qui s'oppose aux généralisations simplistes et abusives (Arcand, 1989) de la société africaine « bientraitante » des vieux (Simmons, 1945). Certains auteurs ont également montré le lien entre modernisation des sociétés et dégradation progressive de la situation des personnes âgées (Vinel, 2005 ; Dacher, 2005). Ainsi, l'accroissement des effectifs des aînés dans un contexte de forte urbanisation interroge leur qualité de vie (Willems, 2002). En milieu urbain, avec les modifications des comportements alimentaires et des modes de vie, on assiste à l'émergence de maladies chroniques qui touchent majoritairement les personnes vieillissantes. L'intervention étatique envers la catégorie des vieux reste donc limitée comme la capacité des familles à « prendre soin » des aînés (au sens du care). Des associations interviennent diversement pour la prise en charge des personnes vieillissantes. De ce fait la prise en charge des vieux, relève prioritairement des solidarités familiales qui sont aujourd'hui menacées par une crise économique multiforme (Vuarin, 2000). Les besoins de base sont de plus en plus compromis au cours de l'avancée en âge car la solidarité sur laquelle on insiste pour la prise en charge des aînés procède d'une lecture partielle des réalités historiques et sociales du contexte. A partir de ces constats, les récentes recherches étudient principalement la question de la protection sociale des personnes vieillissantes (Kinda, 2006) et développent une analyse du contrat implicite au sein des rapports intergénérationnels (Roth, 2010) et des modes d'activités des vieux en milieu urbain (Antoine, 2007). L'enjeu de notre réflexion qui porte sur les prises en charge des personnes âgées impose de dépasser une lecture uniquement structurelle de la vieillesse (analyse basée sur l'appréciation du statut, des droits et devoirs définis en fonction du rang dans la structure générationnelle), mais d'interroger la relation de la prise en charge au sein de la famille. En effet, l'on connaît peu de choses sur les relations de care (soins, aides) au sein des ménages urbains. Celles-ci ne doivent pas être considérées comme une donnée mais comme le produit d'une négociation, d'un équilibre précaire, toujours susceptibles d'évoluer au gré des fluctuations de ressources et des relations intrafamiliales. D'où ce questionnement : quelles sont les logiques familiales (économiques, altruistes, pragmatiques, morales) qui structurent les formes de prise en charge domestique des personnes vieillissantes en milieu urbain?

Rencontre des jeunes chercheurEs en études africaines

Axe 1 : Modes d'appartenance africains à la globalisation

Marie SAIGET, Science Politique / Relations internationales, Sciences Po, CERI

« Les effets des programmes internationaux sur les stratégies d'organisation des femmes burundaises dans la société d'après-guerre »

Si la question du genre dans les sociétés en conflit et en post-conflit est en plein essor depuis quelques années, et cela après un long silence, peu de travaux intègrent la variable « programmes internationaux » à l'étude des bouleversements des rapports sociaux et des stratégies féminines du post-conflit. Par ailleurs, le Burundi constitue un terrain relativement peu étudié en comparaison de son voisin Rwandais ou des sociétés en post-conflit de la Mano River. Cette recherche se propose de répondre à ces manques en étudiant les modes de production et de mise en œuvre d'un discours d'intervention ayant trait à la question du genre, et leurs effets sur une évolution des stratégies d'organisation féminines observées dans la société burundaise de l'après-guerre civile.

La place centrale attribuée à la société civile féminine par les programmes illustre l'émergence de trois registres internationaux, qui construisent l'intervention autour du présupposé suivant : « l'autonomisation des femmes participe de la construction d'une paix durable » : a) l'investissement d'une catégorie d'action publique « les femmes » dans le post-conflit ; b) la société civile comme pont entre le global et le local ; c) le post-conflit comme fenêtre d'opportunité à l'intervention. Ces registres ne sont pas figés, ils se nourrissent de terrains d'expérimentation, notamment en Afrique. L'intérêt de notre recherche est d'examiner, à partir du terrain, les effets d'adaptation des programmes en interaction avec les diverses réceptions des acteurs locaux. Le cas du Burundi montre ainsi une circulation, entre l'international et le local, des initiatives en faveur de la participation des femmes aux processus de paix de 2000. Mais la portée de ces interactions sur l'engagement collectif féminin ne suffit pas, pour le moment, à parler de mobilisation collective en faveur d'une « autonomisation » des femmes. Ces organisations illustrent ainsi l'ambivalence des effets du post-conflit sur la condition des femmes et leurs trajectoires, entre prestataires de services et espaces d'« autonomisation », entre promotion individuelle et autonomisation collective. Néanmoins, cet engagement féminin n'en produit pas moins des effets sociaux. La circulation des initiatives en faveur de l'« autonomisation » des femmes en post-conflit conduirait à la création, à la relance et au renforcement des conflits sociaux ; l'objectif de cette recherche étant d'analyser les mécanismes et les conditions du processus d'« autonomisation » en en identifiant à la fois les phénomènes d'intégration et de désintégration sociales.

La méthodologie retenue, à la différence des rapports d'évaluation des programmes, ne se basera pas sur la construction d'indicateurs impliquant la collecte de données quantitatives, peu fiables au Burundi ; mais principalement sur l'étude qualitative des pratiques des agences internationales et de leurs liens avec les organisations féminines locales. Un stage au sein d'ONU-femmes à Bujumbura à l'été 2012 permettra une première observation anthropologique de ces pratiques, l'identification de certaines trajectoires féminines au sein des organisations locales et l'examen de leurs relations sociales.

Boris SAMUEL
Doctorant SciencesPo - CERI
borissamuel@hotmail.com

Proposition pour la Rencontre Nationale des jeunes chercheur-e-s en études africaines
Axe 2 : Etat, économie, société

Les trajectoires de la hausse des prix et l'exercice du pouvoir en Mauritanie

« Bon élève » des institutions financières internationales, la Mauritanie a su maintenir une inflation modérée dans les vingt dernières années (rarement au dessus de 10%). Néanmoins, la hausse des prix et la dépréciation de la monnaie, continues, constituent un talon d'Achille de la situation sociale et politique. L'inflation est en effet porteuse d'inégalités et d'appauvrissement tout en nourrissant les jeux d'une élite politico économique tirant parti des opportunités de spéculation et des politiques de libéralisation. Dès lors, si les causes de l'inflation sont multiformes, renvoyant tant à des facteurs macroéconomiques (cours internationaux, taux de change...) qu'aux caractéristiques de l'économie nationale (conditions climatiques, état des filières, aspects sécuritaires...), les aspects sociopolitiques (pratiques des commerçants, mauvaise gestion publique) sont souvent indexés comme les principaux responsables de la hausse des prix. Cette compréhension est au cœur des imaginaires de la « vie chère » et elle cristallise une rancœur multiforme à l'égard des pouvoirs. Elle suscite de nombreux débats sur la scène politique et génère des mouvements réguliers de contestation.

Dans une démarche de sociologie historique de l'économie¹, notre communication partira des phénomènes d'inflation et de la succession des crises sociales pour questionner les modes d'exercice du pouvoir et les formes de la contestation, et pour analyser la trajectoire (instable) du pays depuis les années 1990. Les prix seront un point d'entrée pour montrer la manière dont s'enchevêtrent (et cheminent ensemble) les aspects formels et technocratiques de la conduite des politiques économiques, les jeux au sein des administrations, les pratiques des commerçants, les relations clientélistes, ou encore les comportements des citoyens-consommateurs. Lues dans une perspective large des rapports sociaux, les politiques économiques ouvriront donc une fenêtre pour analyser les transformations des pratiques de pouvoir et les recompositions de l'Etat. A l'instar de ce que montre la sociologie historique de la quantification, il sera possible de saisir l'historicité de l'Etat par le biais des pratiques concrètes de la gestion économique².

Une telle analyse permettra également de remettre en perspective les contestations ayant eu lieu à l'occasion du « printemps mauritanien » de 2011. La hausse des prix joue en effet un rôle pivot dans l'exercice du pouvoir du régime du Général Abdel Aziz, au pouvoir depuis 2008 : la lutte contre la vie chère est critique pour asseoir la rhétorique populiste du régime, mais en même temps elle est au centre des relations clientélistes du pouvoir politique, notamment avec les grands commerçants. Elle constitue de ce fait l'une des lignes fortes du mécontentement envers le régime, comme en témoignent les manifestations de 2011. Les prix constituent donc un site riche pour analyser les formes de la contestation et les rapports de pouvoir que 2011 a donnés à voir tout en les resituant dans leurs historicités propres.

¹ Telle que la pratique par exemple Béatrice Hibou dans *La force de l'obéissance. Economie politique de la répression en Tunisie.*, La Découverte, 2006, Paris.

² A. Desrosières, « Historiciser l'action publique : l'Etat, le marché et les statistiques », in P. Laborier et D. Trom (dir.), *Historicités de l'action publique*, Paris, PUF, 2003

Céline Ségalini
Doctorante en science politique
Sciences Po Bordeaux - URM 5115 - Les Afriques dans le Monde
celine.segalini@yahoo.com

Quel engagement critique dans les dispositifs de développement? Le regard des développeurs sénégalais à l'égard des normes prescrites en matière de gestion du littoral

A l'image des nombreux domaines d'intervention sénégalais, celui de la gestion du littoral se trouve branché au régime de l'aide internationale et s'organise essentiellement autour de la mise en place de projets financés dans le cadre de la coopération multilatérale (Banque mondiale, Union Européenne, etc.). A travers une étude des pratiques et des représentations des développeurs sénégalais impliqués dans un projet de Gestion Intégrée des Ressources Marines et Côtières (GIRMaC) financé par la Banque mondiale et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), il sera question dans cette communication de comprendre l'engagement critique de ces professionnels à l'égard des normes institutionnelles prescrites par le projet (gestion interministérielle, recherche participative, cogestion, etc.).

En centrant l'analyse sur les développeurs, cette piste de recherche vient compléter les travaux anglophones (James Ferguson : 1990 ; David Mosse : 2005) et depuis peu francophones (Lavigne Delville : 2011), qui ont montré l'importance du rôle des dynamiques organisationnelles, bureaucratiques mais aussi politiques au cœur des dispositifs de développement. En effet, si ces registres d'action montrent bel et bien comment se tissent les pratiques dans l'univers du développement, ils ne sauraient à eux seuls rendre compte du rapport que les développeurs entretiennent avec les normes politiques prônées par ces interventions. Même marginale, la critique fait sens pour certains de ces professionnels. Cette communication s'inspire ainsi des pistes de recherche suggérées par David Mosse (2005) ou encore Atlani-Duault (2009), lesquelles mettent en lumière la constitution de la critique au sein d'un univers de développement aujourd'hui très institutionnalisé. Pour compléter ce tableau théorique nous puiserons par ailleurs dans la sociologie pragmatique qui s'est montrée attentive à la capacité critique des personnes (Boltanski : 2009). Dans cette perspective, nous interrogerons les supports relationnels ainsi que la dimension essentiellement discursive - non « actée » - de cette critique.

Bibliographie.

Atlani-Duault Laëticia, Au bonheur des autres. Anthropologie de l'aide humanitaire, Paris, Armand Colin, 2009.

Boltanski Luc, De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation, Paris, Gallimard, 2009.

Ferguson James, *The anti-politics machine: development, depoliticization and bureaucratic power in Lesotho*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

Lavigne-Delville Philippe, « Pour une anthropologie symétrique entre « développeurs » et « développés » », in Copans Jean et Freud Claude dir, *Le développement aujourd'hui : chemin de croix ou croisée des chemins ?*, Cahiers d'études africaines, n° LI (2-3), n°202-203, pp. 491-509.

Mosse David, *Cultivating Development. An Ethnography of Aid Policy and Practice*, London, Pluto Press, 2005.

Tatiana Smirnova
EHESM-Marseille (doctorante en Anthropologie Sociale)
Sciences-Po, Paris (assistante de cours)

Directeur de thèse : Mahaman Tidjani Alou

Proposition de communication pour rencontre nationale des jeunes chercheurs en études africaines (11 et 12 janvier 2013 – Paris)

Jeunesse scolaire et universitaire comme « problème public » et l'enseignement supérieur au Niger

La présente communication propose d'exposer des lignes principales de la recherche en phase finale de la rédaction sur le rôle joué par le mouvement des élèves et des étudiants dans la façon dont l'Etat prenait en charge la politique publique en l'enseignement supérieur au Niger depuis de la fin des années 1950. La naissance des contestations peut être associée à l'influence du parti Sawaba et aux idées de la FEANF. Même en étant spontanées, et très peu organisées au début, les protestations alimentaient l'image des scolaires comme une menace potentielle à la stabilité du pouvoir. Cette image s'est considérablement renforcée après les événements de mai 68 dakarois. La naissance et le développement du mouvement allaient d'ailleurs de pair avec l'institutionnalisation du système d'enseignement nigérien et surtout la mise en place du premier établissement d'enseignement supérieur à Niamey en 1971. Aussitôt, l'Union des Scolaires du Niger est devenu une organisation quasi-clandestine d'inspiration marxiste qui avait son propre organe, ses outils de propagande et ses structures de contrôle hiérarchiques.

La genèse et l'institutionnalisation de la protestation dans le milieu scolaire et universitaire pendant les périodes du parti unique de Diori Hamani et du régime militaire de Seyni Kountché nourrissaient d'une part - une « *culture politique de la contestation* » et d'autre part - une image de la jeunesse scolaire et universitaire comme « *problème public* ». Comment ce problème a été géré par le pouvoir ? Comment s'était-il traduit dans la façon d'agir dans le domaine d'enseignement supérieur ? La proclamation du multipartisme et fragmentation extrême de l'espace politique des années 1990 ont déplacé le lieu de lutte pour le pouvoir vers le campus universitaire, devenu un lieu de courtage des partis politiques, grands commerçants, étudiants, enseignants, hauts fonctionnaires. Quel était le rôle d'héritage du passé dans ce processus et quel était l'aboutissement institutionnel de cette lutte politique pour l'enseignement supérieur au Niger ?

La recherche utilise l'approche d'institutionnalisme historique, en considérant l'importance des rapports intergénérationnelles dans la façon de gérer la protestation sur le campus universitaire et s'appuie principalement sur l'analyse des entretiens menés avec les militants actifs de l'époque, étudiants et enseignants, avec les hauts fonctionnaires, l'étude de la presse officielle et clandestine, du Journal Officiel.

Sadio SOUKOUNA
1ere année de doctorat science politique
Université Paris 1

Proposition de communication pour la rencontre des jeunes chercheurs en études africaines.

Intitulé : Les Logiques de la coopération décentralisée Nord-Sud

La présente proposition est une partie de mon travail de recherche sur les réalités de l'action extérieure des villes françaises et canadiennes en relation avec le Mali.

Elle s'inscrit dans l'axe des dynamiques transnationales avec une étude centrée sur les réseaux de villes impliqués dans l'aide au développement au Mali. Il s'agira de prendre en compte les réseaux d'associations de migrants maliens qui participent à ces actions en se réappropriant le statut d'« initiateur » et de « partenaire » des projets de développement dans leur pays d'origine.

La recherche s'intéresse principalement aux « acteurs intermédiaires » de la coopération internationale que sont les villes et les immigrés. L'objectif consiste à évaluer l'influence et le poids des réseaux institutionnels et non institutionnels dans la réalisation de l'action extérieure des gouvernements non centraux. Le but c'est de pouvoir identifier les différentes logiques qui animent ces différents réseaux dans leur volonté d'internationalisation.

La coopération internationale est analysée dans ce contexte comme fortement impulsée d'« en bas ». On retrouve une telle logique dans le cas français avec la réalisation de l'action extérieure de certaines municipalités. L'alliance s'effectue d'abord avec les immigrés d'une ville malienne avec laquelle s'établit plus tard une relation de coopération pour le développement de la localité d'origine des immigrés. Ce fut le cas de plusieurs communes franciliennes comme Aubervilliers, Montreuil, Ivry etc. C'est également le cas de certaines régions du centre et du Nord de la France qui vont initier plusieurs projets de développement dans la région d'origine de leurs migrants.

La recherche en France et au Canada s'intéresse principalement à l'influence des pratiques translocales des acteurs intermédiaires dans la stratégie d'internationalisation des villes.

Il s'agira de voir dans quelle mesure ces différents acteurs intermédiaires vont développer des stratégies d'internationalisation qui diffèrent d'un pays à un autre. L'exemple de l'action extérieure de certaines villes québécoises et françaises nous permettra d'appréhender ce phénomène.

Cette recherche interroge donc les stratégies d'internationalisation des élus locaux et des organisations de migrants impliqués dans le développement au Mali.

La présence du Québec dans cette recherche s'explique par la volonté de faire une analyse comparative des stratégies de positionnement international des villes de cette province canadienne et françaises en relation avec le Mali.

L'objectif sera d'essayer de cerner quelle est l'utilité réelle d'une action extérieure pour les villes du Nord.

Nous verrons de la même manière comment les migrants engagés dans le développement tentent de se réapproprier le concept d'« acteur international » par l'intermédiaire de ces actions de développement du pays d'origine.

Cette communication sera une opportunité permettant de mettre en lumière les réels enjeux de la coopération décentralisée au Mali. Elle permettra également de donner un sens à l'activité internationale des villes où s'entremêlent à la fois des logiques translocales et de circulation migratoire.

Réécriture de l'Histoire à travers le romanesque

Dans la seconde moitié du XXe siècle, les œuvres romanesques des écrivains, issus des anciennes colonies, sont marquées non seulement par un retour vers le passé perdu et mythifié mais aussi par une relecture démystificatrice de ce passé ; le goût prononcé pour les anachronismes ; la métafiction et le traitement ironique des faits historiques. Il ne s'agit pas de nier l'existence des événements passés, au contraire les romanciers remettent en question ce passé afin d'expliquer la situation actuelle en interrogeant l'historiographie officielle- écrite sous l'auspice du pouvoir politique, et sa légitimité. Les critiques littéraires soulignent la modification du contrat de lecture et donc l'évolution d'un nouveau genre qui sera nommé par ceux-ci, parmi les quels Seymour Menton, « le nouveau roman historique ». Il est indispensable de savoir distinguer le nouveau roman historique du roman historique traditionnel afin de bien saisir les procédés internes de ce premier. Je commenterai donc brièvement dans mon exposé sur les spécificités du nouveau roman historique par rapport au roman historique traditionnel. Par ailleurs, un de mes objectifs est de montrer comment ce genre est opératoire non seulement au sein de la littérature hispano-américaine, mais également au sein d'autres littératures contemporaines : anglophone et francophone. A travers l'analyse des œuvres romanesques de Salman Rushdie et Ahmadou Kourouma, je vais mettre en lumière la nouvelle façon de réécrire l'histoire politique du pays. Ces deux écrivains s'adressent d'emblée aux lecteurs Indiens et Africains respectivement et proposent de les aider à discerner la véritable situation socio-politique et économique des pays ex-colonies pour dénoncer le mal et le désenchantement enduré au lendemain de l'indépendance. Pour cela, ils proposent aux lecteurs non seulement des versions alternatives, quasi imaginaires, relatives aux événements d'une grande importance historiques connus mais ils vont également jusqu'à douter manifestement du déroulement et du résultat des événements. Ce retrait critique est souvent exprimé sur le mode ironique et humoristique chez Kourouma et Rushdie.

Bibliographie :

- Marta CICHOCKA, *Entre la nouvelle histoire et le nouveau roman historique*, L'Harmattan, Paris, 2007.
- Linda HUTCHEON, *Narcissistic Narrative : The Metafictional Paradox*, Routledge, London, 1980.
- Linda HUTCHEON, *The Poetics of Postmodernism*, Routledge, London, 1989.
- Ahmadou KOUROUMA, *Monnè, outrages et défis*, Le Seuil, Paris, 1990.
- Ahmadou KOUROUMA, *En attendant le vote des bêtes sauvages*, Le Seuil, Paris, 1998.
- George LUKACS, *Le Roman historique*, Payot, Paris, 1965.
- Seymour MENTON, *Latin America's New Historical Novel 1979-1992*, University of Texas Press, Austin, 1993.
- Salman RUSHDIE, *Les enfants de minuit*, Plon, Paris, 1997.

Rencontre nationale des jeunes chercheurs en études africaines

11 ET 12 JANVIER 2013 – PARIS

Proposition de communication au sein du

« Axe 4. Disciplines et terrains : enjeux épistémologiques » :

De la marginalité des auteurs africains à celle des chercheurs africanistes

Les résultats obtenus au terme de mes recherches de thèse sur les représentations de la figure du fou dans le roman d'Afrique noire, francophone et anglophone, d'après les indépendances à nos jours, m'ont confrontée à des problèmes d'ordre méthodologique fortement liées au statut du « fou littéraire ». Mon hypothèse portant sur la fonction médiatrice de cette figure sur le plan socio-spirituel, institutionnel et intellectuel, révèle la position marginale des auteurs face à l'hégémonie occidentale. En d'autres termes, s'agissant d'une figure à la fois obscure, fascinante et marginalisée, le fou incarne l'expression démythifiante des discours qui persistent sur l'Afrique – des faux mythes à propos de l'Afrique aux dénonciations des mauvaises gouvernances, des réflexions sur l' « autorité » (*auctoritas*) à celle de l' « auteur » (*auctor*) – d'où les relations intimes entre le fou littéraire et l'écrivain.

C'est précisément la question de la marginalité autant du fou que de l'auteur africain qui suscite des interrogations ultérieures sur le statut de l'intellectuel en Afrique vis-à-vis de l'institution littéraire régie depuis de Paris. L'enjeu est, bien sûr, l'affirmation d'autonomie des Africains qui refusent de se définir *par rapport* à l'épicentre français. De même, les nouveaux discours africains véhiculés par les écrivains, penseurs, philosophes, critiques postulent l'émergence d'une approche endogène concernant les études africaines, comme le montrent par exemple les écrits de V.Y. Mudimbe à propos de la recherche en sciences sociales. Ce qui n'est pas sans conséquences pour les chercheurs non africains qui croient pouvoir se servir d'une méthodologie différenciée, occidentale et africaine. Or, les critiques véhémentes à ce sujet nous rappellent que cette approche est loin d'être un acquis, aussi bien en littérature que dans d'autres disciplines. On peut alors se demander comment articuler l'ensemble des méthodologies occidentales sur l'analyse textuelle accréditées par les littéraires (analyse rhétorique, narratologie, etc.) avec les essais critiques et écrits philosophiques produits en Afrique (cf. V.Y. Mudimbe, P.N. Nkashama, G. Ngal, P. Hountondji, etc.) ? Cette question présuppose que le texte littéraire africain admet *in nuce* l'existence d'une structure intrinsèque à l'écriture issue

d'Occident. D'où le paradoxe d'une lutte contre ces mêmes instances par rapports auxquelles il existe encore une forme de dépendance (approche scientifique occidentale, usage de la langue du colonisateur, diffusion du savoir et industrie du livre en Europe et aux Etats-Unis, etc.)

Plus en particulier, la question de l'approche méthodologique a été ma préoccupation personnelle en tant que chercheuse africaniste non africaine. À ce propos, j'essaierai de donner mon point de vue argumenté sur la fugacité des instruments « atomisés » ou « par secteurs » et poserai la question aux auditeurs en considération de la position nette de bon nombre d'africanistes appartenant à la communauté scientifique (position pour ou contre la transdisciplinairté, cf. Josias Sémutjanga).

Brève présentation biobibliographique :

Valentina Tarquini a obtenu son Doctorat en Cultures et Littératures comparées en cotutelle entre l'Université Roma Tre et l'Université de Strasbourg avec une thèse portant sur les littératures d'Afrique noire codirigée par Mme Benedetta Papasogli à Rome et M. Romuald Fonkoua à Strasbourg. La thèse a été soutenue avec succès le 2 mai 2012 devant un jury franco-italien – Benedetta Papasogli, Romuald Fonkoua, Franca Ruggieri, Valeria Sperti, Bernard Mouralis. Les résultats de la thèse font l'objet d'un projet de recherche postdoctorale envisagée à Paris à partir de la rentrée 2013. Valentina Tarquini a participé à plusieurs colloques internationaux – à Léon, Barcelone, Metz, Strasbourg, Berlin, Turin – sur les nouvelles écritures d'Afrique noire. À présent ses publications portent sur Georges Ngal, Boubacar Boris Diop et Fatou Diome.

Rencontre nationale jeunes chercheurs en études africaines

« Mobilité étudiante, migration qualifiée et développement des pays du Sud : le cas des Maliens au Maroc et en France »

Cette communication porte sur la mobilité étudiante et la migration des professionnels qualifiés maliens au Maroc et en France. Pour ces pays de destination, nous tenterons d'expliquer dans quelles proportions les étudiants choisissent de s'établir dans le pays de formation et les liens entretenus avec leur pays d'origine. Dans le cas des diplômés repartant dans leur pays d'émigration, on s'intéressera à leurs conditions de retour. C'est à dire, les opportunités professionnelles et les phénomènes de reclassement ou de déclassement social pouvant résulter du séjour à l'étranger et de l'obtention d'un diplôme. Nous verrons également, dans quelles proportions la mobilité étudiante débouche sur une migration qualifiée, afin de déterminer si de réelles différences sont perceptibles selon le pays de formation. Cette comparaison a pour but de comprendre les configurations actuelles de la migration internationale des Maliens, dans un contexte marqué par des flux croissants de migrants qualifiés à travers monde.

En effet, la rencontre entre, d'une part, la compétition internationale opposant les institutions universitaires des différents pays ; et, d'autre part, la demande des étudiants ressortissant des pays les moins développés en formations de qualité, contribue à une augmentation exponentielle du nombre d'étudiants internationaux. Ces derniers vont aussi bien au Nord, vers les principaux pays d'accueil des étudiants internationaux (que sont les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France), qu'en direction des pays en voie de développement du Sud (tels que la Chine, Cuba ou la Tunisie). Ainsi, depuis une vingtaine d'années, certains pays d'Afrique du Nord sont devenus des destinations privilégiées des étudiants subsahariens pour la poursuite de leurs études supérieures : il s'agit notamment de l'Algérie et du Maroc.

Les étudiants maliens, confirmant cette tendance, sont de plus en plus nombreux à effectuer leurs études à l'étranger.

En effet, le nombre d'étudiants maliens en France n'a cessé de croître depuis une quinzaine d'années, passant de 452 pendant l'année scolaire 1998 - 1999 à 2064 étudiants à la rentrée 2010. Cette multiplication par 5 du nombre d'étudiants, sur une décennie, témoigne de l'ampleur du phénomène.

Au Maroc cependant, les statistiques sont moins connues. Ma mission de terrain, pendant les mois de juillet et août, devrait m'aider à quantifier nombre d'étudiants maliens au Maroc. La rencontre avec les associations étudiantes, et les déplacements dans les principales villes du Maroc devraient faciliter l'établissement d'une nouvelle base de données.

On constate une augmentation notable du nombre d'étudiants fréquentant les établissements universitaires privés marocains, dépassant quatre fois le nombre d'étudiants inscrits dans les universités publiques. Ce ne sont plus que les boursiers du gouvernement malien qui vont au Maroc mais également des étudiants qui s'autofinancent.

Leur nombre augmentant, ces futurs diplômés représentent un vivier pouvant muer en migrants qualifiés.

Ces questions sont souvent traitées sous le prisme des concepts du *brain drain* et du *brain gain*. Nous passerons en revue les différents cadres théoriques permettant d'appréhender les migrations internationales qualifiées. Ceci afin de savoir quel cadre conceptuel correspond le mieux à la migration des élites maliennes entre la fuite, la circulation migratoire ou les réseaux.

Religion et impérialisme en Méditerranée :

le cas des missionnaires salésiens en Egypte dans l'entre deux guerres

Les missionnaires ont souvent été décrits comme des instruments aux mains de la colonisation et des impérialismes. Les archives diplomatiques italiennes de l'entre deux guerres semblent confirmer cette conception. Elles décrivent les missionnaires italiens installés en Egypte comme des outils de pénétration et de propagande, dont le réseau scolaire contribuerait aux mêmes objectifs poursuivis par le régime fasciste: éviter la dénationalisation des nombreux ressortissants italiens résidant dans le pays et étendre l'influence nationale chez les « indigènes ». Sans nier la dimension religieuse de l'expansion européenne en Afrique du Nord et au Moyen Orient, et tout en reconnaissant que pendant des siècles les ambitions européennes dans cette partie du monde se sont justifiées en termes religieux, cette communication entend nuancer l'idée d'une mère instrumentalisation du religieux par le politique.

En prenant comme cas d'étude la mission salésienne en Egypte, à partir du croisement d'archives diplomatiques et religieuses, je vais m'interroger d'une part sur la complexité et l'ambiguïté des rapports entre le religieux et le politique et d'autre part sur l'insertion et la place des missionnaires dans la société locale.

Il s'agira, dans une première partie, de montrer comment les agents diplomatiques et les missionnaires se font porteurs de projets différents, souvent contradictoires, déconstruisant de cette manière le discours officiel qui décrit la mission comme un simple outil au service de la nation italienne. Dans une deuxième partie, je m'attacherai à montrer dans quelle mesure les consuls italiens sont loin de représenter les seuls protecteurs pour les religieux salésiens. Ces derniers ont tendance, au contraire, pendant toute la période prise en considération à multiplier leurs réseaux de protection, s'appuyant pour cela sur les instances locales et sur les notables des villes égyptiennes. Dans une troisième et dernière partie il s'agira, en renversant la perspective, de rendre compte de « l'instrumentalisation » des missionnaires par les populations locales, en mettant en exergue les stratégies de scolarisation des familles et les modalités d'appropriation d'un enseignement étranger par la population locale.

Tlemcen, une capitale maghrébine entre Sahara et Méditerranée *(xiii^e – xv^e siècle)*

La chute de l'empire almohade, au début du xiii^e siècle, a donné naissance à divers royaumes, dont celui fondé par la dynastie des 'Abd al-Wadides qui prennent comme capitale Tlemcen. De par son nouveau statut politique, la ville acquiert une visibilité nouvelle dans l'historiographie qui met alors l'accent sur sa prospérité et son rôle de carrefour commercial entre Sahara et Méditerranée. L'objectif de cette communication sera donc d'analyser le lien étroit entre l'essor de Tlemcen et le commerce transsaharien et la mise en place des réseaux marchands qui mettent ainsi en relation l'Afrique subsaharienne, le Maghreb et l'Europe méditerranéenne.

En effet, bien que dès le xix^e siècle les historiens aient souligné le rôle de Tlemcen en tant que terminus du commerce transsaharien, aucune étude ne s'est attachée à prendre en compte l'essor de ce commerce pour comprendre les évolutions qui ont affecté Tlemcen. En effet, le développement d'échanges commerciaux entre Tlemcen et l'Afrique subsaharienne a été envisagé essentiellement d'un point de vue européocentré selon lequel les échanges entre Tlemcen et l'Afrique auraient été stimulés par la demande européenne en or à partir du xiii^e siècle. Par ailleurs, une rapide analyse des travaux portant sur le commerce transsaharien à l'époque médiévale révèle un certain manque de connections entre les différentes historiographies portant sur l'Afrique subsaharienne, le Maghreb et l'Europe méditerranéenne, comme si chacun de ces trois espaces réalisaient leurs activités commerciales indépendamment les uns des autres ; comme si le Sahara d'une part, et la Méditerranée d'autre part, étaient des frontières infranchissables isolant chacun de ces espaces.

Au contraire, il existe une forte « connectivité » de ces espaces qui sont mis en réseaux, et Tlemcen, en raison de sa position de carrefour commercial, apparaît comme un lieu d'observation privilégié de ces contacts, de leurs origines, de leurs évolutions et de leurs modalités. Il s'agira ainsi d'analyser, dans un premier temps, dans quelle mesure l'essor de Tlemcen est lié à celui du commerce transsaharien en mettant à contribution les sources, et plus particulièrement les écrits des géographes arabes qui indiquent qu'entre la fin du x^e et le milieu du xi^e siècle, Tlemcen est devenue un « point de réunion pour les marchands de tous les pays ». Désormais insérée dans les réseaux marchands connectant Sahara et Méditerranée, il conviendra, dans un second temps, de comprendre leur organisation (les itinéraires, les produits échangés, les acteurs) mais également leurs évolutions en s'attachant notamment au rôle et à l'influence des différents pouvoirs politiques qui, par leurs actions et les politiques mises en œuvre, révèlent combien ce commerce transsaharien représentait pour eux des enjeux politiques et des intérêts économiques considérables.

Jennifer VANZ
Doctorante, Université Paris I.

Nadia Vargaftig
nadia.vargaftig@casadevelazquez.org
06 88 75 06 48
(351) 91 54 93 443

Afrique européenne, Afrique africaine : un territoire sous influences au Mozambique (1892-1942)

Le territoire du Manica et Sofala, dans la région centrale du Mozambique contemporain, a été administré pendant cinquante par une compagnie privée concessionnaire, la Compagnie du Mozambique. Près de 20% du territoire de ce qui était alors l'Afrique Orientale portugaise s'est ainsi trouvé, de 1892 à 1942, entre les mains d'actionnaires majoritairement britanniques et français, présidant aux destinées d'une région juridiquement portugaise. Si deux autres compagnies, celle du Nyassa et celle du Zambèze, ont également bénéficié à la même époque de ce type de concession au Mozambique, seule la Compagnie du Mozambique a su durer et afficher des résultats économiques et financiers positifs, en poussant très loin le degré d'autonomie dans la gestion territoriale.

C'est de ce constat que partira la présentation proposée, qui pourra s'intégrer dans le premier axe du programme de la rencontre. Dans une sous-région du continent profondément marquée par les années du *scramble* for Africa, il s'agira d'interroger la construction d'un territoire rendu cohérent par des enjeux miniers et ferroviaires nés en Europe occidentale, afin de saisir le jeu à trois entre des nations d'Europe du Nord qui semblent imposer leurs volontés à une nation d'Europe du Sud en pleine crise de légitimité impériale, sur un terrain africain dont les richesses et les promesses, qu'elles soient minières, stratégiques ou humaines, font oublier les héritages et les réalités locales.

En posant la question de l'*identité* d'un territoire composite, et en proposant les premiers résultats d'une recherche en archives principalement menée à Lisbonne, secondairement à Maputo, l'intervention envisagée portera tant sur la circulation tant des idées, des méthodes et des principes de la colonisation européenne que sur la circulation des hommes et des capitaux entre Paris, Londres, Lisbonne, Beira et Lourenço Marques, la capitale de la colonie portugaise. État dans l'État, administration autonome voire indépendante, mais aussi enclave cruellement soumise au bon vouloir de ses partenaires européens et à la conjoncture mondiale, la Compagnie du Mozambique apparaîtra dans ses forces et ses faiblesses comme une étude de cas éclairante de l'histoire de l'administration coloniale, dans une approche transnationale et comparée.

Il s'agira en particulier de déconstruire la chaîne de commandement et de décision d'une administration caractérisée par sa polyarchie, afin de déterminer l'impact et l'influence réels des capitales du Nord de l'Europe dans les destinées du territoire du Mozambique central et de ses habitants et de saisir la réelle marge de manœuvre de Lisbonne, mais aussi du territoire et de sa capitale, le riche port de Beira.

Ancienne élève de l'ENS d'Ulm-Sèvres (1999-2004), agrégée d'Histoire (2002), j'ai soutenu en août 2011 une thèse intitulée *Des empires en carton : les Expositions coloniales au Portugal et en Italie (1918-1940)*, à l'Université Paris Diderot (Paris 7). Je suis jusqu'en août 2012 membre de l'École des hautes études hispaniques et ibériques (EHEHI) à la Casa de Velázquez de Madrid, en poste à Lisbonne, dans le cadre d'un recherche postdoctorale consacrée à la Compagnie du Mozambique.

Ilka VARI-LAVOISIER
Doctorante en science politique et en économie
CMH, Ecole normale Supérieure (Ulm, Paris)
DIAL, Institut de Recherche pour le Développement (Hann, Dakar)
ilka.vari-lavoisier@ens.fr

Proposition de communication pour la première Rencontre nationale des jeunes chercheurEs en études africaines

La multiplication des recherches sur les transferts financiers réalisés par les migrants a donné lieu à des conclusions, parfois contradictoires, qui confirment avant tout l'ambivalence des conséquences des flux migratoires (de Haas, 2005 ; Gubert, 2007). Les montants et l'impact des transferts effectués par les migrants s'avèrent étroitement effectivement dépendants des contextes socio-politiques dans lesquels ils s'inscrivent (Ahoure, 2008 ; de Haas, 2008 ; Lacroix, 2009).

Réciproquement, les migrants modifient les équilibres politiques, de part et d'autre de leurs trajectoires migratoires (de Haas, 2005 ; Lacroix, 2003), notamment en « *ancr[a]nt chaque jour davantage leur transferts dans des stratégies collectives et en les instrument[a]nt* » (Allen, 2008). Ces pratiques d'épargne et d'investissement *collectifs* ont participé de la formalisation d'un tissu d'associations de ressortissants (*i.e.* dont le critère d'adhésion est le partage d'une origine commune). Créées par et pour des migrants, la structuration de ces associations suit leurs trajectoires migratoires, de leur pays de départ à leur pays d'installation.

En France, les migrants Sénégalais démontrant une propension particulièrement marquée à l'associationnisme (15% des Sénégalais, vivant en France étant membres d'une association de ressortissants¹). Etudier empiriquement ces structures transnationales impliquait la conception d'un protocole d'enquête multi-situé – comme tant d'auteurs en ont souligné l'opportunité (Ahmed, 2009 ; Burawoy, 2003).

1 Contre 6% pour les migrants de toutes nationalités confondues. Source: exploitation de l'enquête Trajectoires et Origine, menée par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE) et l'Institut National des Études démographiques (INED) auprès de 21 761 migrants (en 2009). Cf. <http://teo.site.ined.fr/>.

L'originalité du dispositif TIMME (Terrains Interdisciplinaires et Multi-sites : Migrations et Engagements)² a permis de réaliser six ethnographies multi-situées, menées au sein des antennes françaises *et* sénégalaises de ces associations de migrants. Sélectionnées d'après une importante enquête quantitative³, ces associations ont été enquêtées par six binômes d'étudiants sénégalais-français.

Cette collaboration d'économistes et de politistes a mis en évidence la polysémie des transferts réalisés par les migrants – qui participent de la circulation de fonds, mais aussi de pratiques et de normes tout au long des trajectoires migratoires. Quand ce projet de *collecte et d'analyse* des données en binômes bi-nationaux (Sénégalais *et* Français) a confirmé, au fil des mois, l'intérêt de croiser les regards de chercheurs de nationalités différentes pour renouveler l'approche des discours et pratiques – hybrides – que les associations de migrants donnent à observer.

2 Cf. <https://sites.google.com/site/enquetetimme> pour plus d'informations.

3 L'enquête « Migrations Internationales et Développement : Données Appariées entre le Sénégal et la France » (MIDDAS) menée par le laboratoire DIAL de l'Institut de Recherche pour le Développement (2006 – 2009). Cf. http://www.dial.prd.fr/dial_enquetes/dial_enquetes_middas.htm pour plus d'informations.

Bibliographie indicative

Barry, K. 2006. "Home and away: The construction of citizenship in an emigration context." *New York University Law Review*, Vol. 81, No. 1, pp. 11–59.

Bayart *et al.* (2001). « Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique », *Critique internationale* 1/2001 (n° 10), pp. 177-194.

Chort I., (2010). « Migration networks in Senegal », présenté à la conférence « Migration: A World in Motion : A Multinational Conference on Migration and Migration Policy », 18-20 février, Université de Maastricht, Maastricht, Pays-Bas.

De Haas H., (2007), « Remittances, Migration and Social Development, A Conceptual Review of the Literature » Geneva: United Nations Research Department for Social Development, 40 pages.

Dia H., (2008). « Villages multi-situés du Fouta-Toro en France : le défi de la transition entre générations de caissiers, lettrés et citoyens », *Asylon*, n° 3.

Gamlen A., (2006). *Diaspora Engagement Policies: What are they, and what kinds of states use them?* Centre on Migration, Policy and Society (COMPAS, University of Oxford), Oxford, 31 p.

Golding L. (2008), Migrant Political Participation and Development: Re-politicizing development and re-socializing politics, SSRC Migration & Development, Conference Paper No. 15 (mars).

Kane A., (2001). « Diaspora villageoise et développement local en Afrique : le cas de Thilogne association développement », *Hommes et Migrations*, n°1229, janvier-février.

Kapur D., (2008). The Political Impact of International Migration on Sending Countries, *Social Science Research Council Migration & Development*, Conference Paper No. 14, "Migration and Development: Future Directions for Research and Policy", New York, NYC, mars.

Lacroix T., (2005). *Les réseaux marocains du développement, géographie du transnational politiques du territorial*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 257 pages.

Mayer N. (2003). « Les conséquences politiques du "capital social"? le cas français », *Revue internationale de politique comparée* 3/2003 (Volume 10), p. 381-395.

Meseguer C., & Aparicio, F. J. (2009). « The Political Economy of Collective Remittances: The Mexican 3x1 Program for Migrants » CIDE, International Studies Division (ICREA/IBEI Working paper. 2009/22.

Offerlé M., (1994). *Sociologie des groupes d'intérêt*, Montchrestien, Paris.

Quiminal C. (1998). « Les associations de femmes africaines en France. Nouvelles formes de solidarité et individualisation. », *Cahiers du GEDISST*, n° 21, pp. 111-131.

Riccio, B. (2008). "Les associations de Sénégalais en Italie. Construction de citoyenneté et potentialités de co-développement ", N° 03. Migrations et Sénégal., mars, *Revue Asylon(s)* (<http://www.reseau-terra.eu/article714.html>).

Sabur A., (2008). « Political impacts of remittances. A Micro-level Study of Migrants' Remittances in a Village in Bangladesh » *Asian Social Science*, Vol. 4, No. 12, décembre, pp. 128 – 135.

Siméant J., (2003). « Un humanitaire « apolitique » ? Démarcations, socialisations eu politique et espaces de réalisation de soi », in Lagroye J. (2003). *La politisation*, Belin, Paris, 564 pages.

Aurora Vernazzani
Master
Ethnologie et anthropologie sociale
sous la direction de Jean Schmitz
EHESS, Paris

**Coopération internationale et interreligieuse: le cas de la communauté Baye Fall
d N'Dem, Sénégal, et de la communauté Vaudoise de Vérone, Italie**
Axe 1

L'objectif de cette communication est, d'une part, de montrer un mouvement sénégalais de mise en réseaux internationale au travers de la foi et de la coopération, et d'autre, d'ouvrir le débat sur les Baye Fall sénégalais et les Vaudois italiens, groupes jusqu'à présent peu étudiés.

La particularité des Baye Fall, groupe soufi minoritaire issu de la Muridiyya, réside dans la mystique particulière qui les pousse au non respect des piliers de l'islam orthodoxe. Leurs piliers sont la profession de foi, la soumission au marabout et l'action, qui prend la forme d'une mystique du travail¹, clé de voûte de l'organisation communautaire. Par contre, les prières et le jeûne ne sont pas respectés, ce qui a valu aux Baye Fall un stigma bien ancré et le silence conséquent autour d'eux, très peu visible dans le paysage académique, contrairement à la Mouridiyya².

Dans le *daara*³ de N'dem (région de Diourbel) la mystique du travail se fonde au principe du bien commun qui anime les projets de l'ONG locale, « Association de villageois de N'Dem », que le marabout a fondée en 1984 avec son épouse, originaire de Suisse, principalement pour lutter contre l'exode massif dû à la sécheresse. Le fait

¹ Définition émique, voir Mbow 2001, *La voie Baye Fall ou la Lumière du Dedans*, Ecaricom, Genève

² Entre autres, Babou 2011, *Le Jihad de l'âme. Ahmadou Bamba et la fondation de la Mouridiyya au Sénégal (1853-1913)*, Karthala, Paris; Searing 2000, *God alone is king: Islam and emancipation in Senegal. The wolof kingdoms of Kajoor and Bawol, 1859-1914*, Isaacman & Allman. Pour ce qui concerne les Baye fall, seule C. Pezeril les a envisagés comme un groupe à part entière: Pezeril C., 2008, *Islam, mysticisme et marginalité: les Baay Faal du Sénégal*, L'Harmattan, Paris

³ *Dâ'irat*, cercle en arabe où *dar*, maison, le *daara* est la partie du village où habitent les disciples du marabout et le marabout lui-même. Il est le principal espace de la vie communautaire et de la socialisation

d'avoir fourni aux populations des services essentiels avec la communauté en rapport particulier avec l'État, dans le cadre de la décentralisation⁴.

Premièrement, l'intention est de souligner l'espace social de circulation des pratiques et des représentations créées par la voie Baye Fall au dehors des frontières régionales et nationales: dans le cadre d'un échange spirituel et d'un partenariat socio-économique, la communauté de N'dem a des relations qui datent avec la communauté vaudoise de Vérone, en Italie. Les Vaudois sont un groupe minoritaire dans le paysage religieux italien: issu de la chrétienté médiévale, le groupe a toujours été marginal et persécuté par sa tendance radicalement anti-institutionnelle. Les piliers principaux sont la pauvreté, la prêche itinérante et la vulgarisation des Écritures. Les communautés contemporaines, environ une centaine en Italie, prônent des actions éducatives et sociales là où l'État abdique son rôle: lors du Synode de 2011, les objectifs fixés étaient la résistance à la Mafia, la multiculturalité au Nord-Est – région caractérisée par une forte présence immigrée et un ancrage profond de la Ligue du Nord – la bénédiction des couples homosexuelles.

L'« église du peuple » et les « travailleurs pour la gloire d'Allah » dialoguent dans le cadre d'un projet de soutien à l'auto-développement de N'Dem et d'« échanges de spiritualité ».

Deuxièmement, la volonté est d'interroger, à travers deux groupes religieux marginaux à portée sociale, le rapport aux États respectifs. Le religieux est ainsi une façon d'aborder le politique.

Le terrain sénégalais est en cours (juin-octobre 2012); le terrain italien est prévu pour décembre 2012.

⁴ Blundo G. 1995 Les courtiers du développement en milieu rural sénégalais. In: Cahiers d'études africaines. Vol. 35 N°137, 1995. pp. 73-99. et 1997 "Sénégal : un exemple d'Etat décentralisé". In : Jacob, J. P., G. Blundo *et al.* : 50-63 *Socio anthropologie de la décentralisation en milieu rural africain. Bibliographie sélective et commentée*, Genève, IUED (Itinéraires, série "Notes et Travaux" 49)

Donald VESSAH NGOU
Doctorant, en cotutelle
(Richard OMGBA, Pr. de Littérature comparée, Université de Yaoundé I ;
Jean-François JEANDILLOU, Pr de Linguistique, Université Paris X Nanterre)

Titre : Du *Vieux nègre* au *Roi de Cahel*, quelles (r)évolutions pour les représentations de la langue française en francophonie ?

Presque partout en Afrique, l'heure est au bilan, à travers la célébration des « Cinquantenaires des Indépendances ». Aussi serait-il judicieux d'établir l'état des lieux d'un sujet qui, à lui tout seul, en dit long sur les dynamiques et les mutations tant internes qu'externes au continent et à sa littérature : les *représentations linguistiques*.

Historiens incontestés, les critiques périodisent irrévocablement l'évolution du français selon trois âges de la crise linguistique en Afrique. Partout en francophonie, les écrivains répercutent ces *perceptions*, qui animent les débats et donnent de la matière à plusieurs mémoires et thèses soutenus dans nos universités. *Créolisation, négrofication, africanisation, indigénisation...*, autant de focalisations issues de délimitations géographiques, chronologiques, idéologiques. En clair, nous sommes au cœur d'un thème qui, c'est trop peu de le dire, a le vent en poupe ; un sujet qui, plus d'un demi-siècle après son surgissement dans les esprits, aussi bien des africains ordinaires que des écrivains (depuis *Le Vieux nègre et la médaille* d'Oyono (1956) jusqu'à *Le Roi de Cahel* de Monémbo (2009)), est loin d'être à bout de souffle. Or, pour peu qu'on y réfléchisse, il s'impose, en l'état actuel de la formation discursive et de sa critique, quelques questions : franchement, les *représentations linguistiques* valent-elles aujourd'hui pour le simple principe de dialogisme qui stipule la présence des voix et parlers sociaux dans le roman, ou valent-elles pour autre chose ? Autrement dit, l'africain ordinaire est-il encore conscient/soucieux de la question, comme veulent nous le faire croire les écrivains ? Quelle place donc assigner aux *représentations linguistiques* dans les romans. Le thème de la langue est-il finalement réitéré inlassablement à cause de son intérêt ou est-il doté d'importance par le fait de sa répétition ?

Ces interrogations découlent de postulats liés à la structuration discursive de la francophonie africaine. Premièrement, menacée d'extinction avant même sa naissance et, loin d'être une *génération spontanée*, la graphie en Afrique serait pleinement née dans la prescription, en affirmation stratégique de la présence du noir à la logosphère. Les multiples préfaces (majoritairement réalisées par des non littéraires – sociologues, anthropologues,

politiques, etc.), dont la plus célèbre, celle de Sartre à Senghor, le démontrent à suffisance. Deuxièmement, et subséquemment au premier argument, les écrivains manqueraient de critiques pour promouvoir la stylistique de leur œuvre, ce qui les forcerait à monter eux-mêmes au front pour analyser et commenter leurs textes, mais alors, dans le sens qu'ils veulent et non plus dans celui de l'objectivité, qui requiert la distance. Notre sujet serait-il ce panthéon de *positionnement dans la légende*, un cadre particulièrement favorable, où ces *locuteurs privilégiés* de la langue penseraient stratégiquement, en rupture ou en tradition (intertextualité), leur présence sur la scène heuristique mondiale ?

Mots clés : représentations linguistiques, intertextualité, paratexte, paratopie, positionnement